

HISTOIRE

DE NAPOLÉON.

TOME I.

Imprimerie de J. Boudon-Caron,
à Amiens.



NAPOLEÓN.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON.



PARIS,
JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE, ÉDITEURS
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE.

PAR M. HORACE RAISSON.

TROISIÈME ÉDITION.

> On parlera de sa gloire
> Sous le chaume bien long-temps:
> L'humble toit dans cinquante an
> Ne connaîtra pas d'autre histoire
>
> BÉRANGER.

TOME PREMIER.

PARIS,

JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE,
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N.° 18

1830.

INTRODUCTION.

L'histoire de Napoléon, pendant cette merveilleuse période de vingt années, qui commence sous les murs de Toulon pour finir au rocher de Sainte-Hélène, est l'histoire de la France elle-même. Il semble qu'il y ait eu constamment solidarité ou sympathie entre la nation et son empereur; l'excès de la fortune et l'excès du malheur ont été pour eux en commun; et l'écrivain se trouve entraîné à les confondre dans un même récit, comme le lecteur dans un même souvenir.

Napoléon et la France ont été abattus du même coup : la France seule s'est relevée, encore grande et imposante, parce qu'un peuple ne périt pas comme un homme; mais meurtrie de sa chute, que chaque jour encore lui rappelle, et gardant de Napoléon un souvenir que grave à la fois dans le cœur, et le patriotisme, et l'orgueil national.

Cette impression profonde que la mémoire de Napoléon laisse en France, n'est-elle pas justifiée d'ailleurs par un assemblage inconnu jusqu'à lui des dons les plus précieux et parfois les plus opposés? le génie qui conçoit les grandes choses; l'imagination qui leur donne des formes colossales; l'enthousiasme qui prévoit et augmente les conséquences de l'idée première; la raison qui réduit tout à ses justes proportions; les calculs positifs

d'un esprit méthodique; la patience qui interroge tous les détails; l'énergie qui brise tous les obstacles; la souplesse qui sait tourner les difficultés; et cette étonnante fécondité de ressources, enfin, d'où sortent ces éclats de génie qui, comme ceux de la foudre, brillent, tombent et frappent en même temps.

Dès son apparition sur la scène du monde, il s'empara de l'attention et de l'intérêt de l'Europe entière, et jusqu'à son dernier jour, les rois, les peuples, la politique, la guerre, ont pâli près de lui ou n'ont brillé que de ses reflets.

Dans ses premières campagnes d'Italie, il conquiert la paix; après une absence ou plutôt un exil de deux ans, il revient couvert des lauriers d'Egypte, pour établir un gouvernement ferme et sage, et pour réparer les désas-

tres de nos armes. A force de prudence, il arrête la fureur des partis près de s'entr'égorger de nouveau; il rétablit la concorde, et le peuple respire. La France alors le voit avec douleur fonder son gouvernement impérial : il lui ravit la liberté, elle gémit, mais elle est forcée toutefois de reconnaître que Napoléon, qui l'asservit, s'occupe sans relâche de la rendre grande et florissante; et les amis de la patrie lui pardonnent presque son heureux attentat, en le voyant remplir les devoirs de prince avec une application, une constance, auxquelles ses rois ne l'avaient pas habituée.

Le pouvoir de Napoléon paraissait excessif à la nation; elle se voyait avec peine sous un maître : mais ce maître était un grand homme; il régnait seul sur elle, et ne l'abandonnait pas, ni au caprice des favoris, ni à la tyrannie

des ministres, ni à l'avidité des hommes de cour. Plus ferme, plus réservé que Henri IV et ses successeurs, il emplissait le trésor public, sans avoir besoin d'un Sully pour le gérer; il ne donnait pas le fruit des sueurs du peuple à des Montespan, à des Pompadour. Ami de la justice, appliqué, soumis aux lois, il savait se gagner le cœur du peuple, par le respect surtout avec lequel il gardait tous les bienfaits réels de notre révolution, à qui tant de millions d'hommes doivent leur cabane, leur champ, et ce pain qu'ils ne mangent plus trempé des sueurs ou des larmes de l'esclavage. Beaucoup de princes ont paru aimer tendrement la France, mais aucun ne lui a fait plus de bien, avec moins de faste, que Napoléon.

Placé à vingt ans à la tête d'une armée, il parut tout d'abord né pour le

commandement; la fortune en l'élevant si haut, ne sembla que faire justice : peuples ni princes ne purent résister à sa volonté : type de grandeur et de génie, il fut Alexandre, moins les débauches de Babylone; César, moins les crimes de son ambition et les vices de sa vie; Charlemagne, moins le massacre d'un peuple généreux; Frédéric, avec sa rectitude d'esprit, son application, sa valeur, mais avec des entrailles et un cœur; il fut enfin l'Annibal moderne; mais, plus heureux que ce héros, qu'il mettait lui-même au-dessus de tous, il sut mourir avec grandeur.

Présent encore parmi nous par sa gloire, Napoléon est l'objet éternel de nos souvenirs, de nos entretiens; et son histoire, publiée tant de fois, est toujours accueillie, recherchée comme une publication nouvelle.

Un vice cependant nous paraît entacher les divers ouvrages où la vie de Napoléon se trouve retracée : les auteurs ont mal compris, ce nous semble, le vœu du plus grand nombre de lecteurs : au lieu des déclamations passionnées, ou des admirations aveugles, ce que le peuple français désire, c'est un récit naïf et sincère de la vie de ce grand capitaine, sous qui il a dicté, vingt ans durant, la loi à l'Europe. Il faut que l'histoire de Napoléon soit un livre simple et sans faste, mais contenant la vérité. La vérité seule en effet est bonne : elle parle seule assez clair et assez haut. Il ne s'agit ni de louer ni de blâmer Napoléon : il faut s'appliquer à le montrer tel qu'il a été, non à le peindre plus grand ou plus petit que nature. La France, l'Europe l'ont vu : elles ont seules droit de le juger.

Ces considérations, dont nous sommes pénétrés, expliquent assez les motifs de notre entreprise; elles annoncent aussi le caractère particulier de notre ouvrage: — Nous racontons.

HISTOIRE POPULAIRE

DE NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE.

CHAPITRE PREMIER.

SOMMAIRE : Origine de Napoléon. — Son enfance. — Napoléon entre à l'école militaire de Brienne. — Il est admis à l'école militaire de Paris. — Napoléon est nommé lieutenant au régiment d'artillerie de La Fère. — Révolte de la Corse. — Napoléon sauve sa famille. — Il est nommé capitaine au 4e régiment d'artillerie à pied. — Voyage à Paris.

1769—1793.

Napoléon naquit à Ajaccio le 15 août 1769. Sa famille, originaire de Florence, après avoir joué un rôle important dans les guerres civiles qui désolèrent l'Italie,

fut forcée, comme toutes celles qui avaient embrassé la cause des Gibelins, de s'exiler de Florence soumise aux Guelfes; elle vint se réfugier en Corse vers le commencement du quinzième siècle.

Charles Bonaparte, père de Napoléon, avait étudié à Rome et à Pise. Doué d'une figure agréable, d'un caractère ardent, d'une éloquence vive et naturelle, il exerça une puissante influence sur ses concitoyens, à l'époque où la Corse, lassée du joug honteux des Génois, arborait, sous Paoli, l'étendard de la liberté. Letizia Remolini, son épouse, dont l'âme énergique égalait la beauté, l'accompagna dans toutes ses expéditions et partagea avec lui l'estime et la confiance des patriotes de la Corse.

L'enfance de Napoléon ne fut pas signalée par ces prodiges dont on se plaît à entourer le berceau des grands hommes. Lui-même a dit : « Je n'étais qu'un enfant obstiné et curieux. » Ajoutons à ce portrait peu flatté, qu'il était appliqué,

vif, entreprenant, et par-dessus tout désireux d'apprendre.

Napoléon venait à peine d'accomplir sa dixième année, lorsque son père, envoyé à Versailles, comme député de la noblesse des états de Corse, obtint pour lui une place d'élève à l'école militaire de Brienne. Dès lors son activité, son ardeur, trouvent un aliment : l'étude occupe tous ses instans, l'amour de la science s'empare de toutes ses facultés, et les professeurs de l'école ne se lassent pas d'admirer la régularité de sa conduite, et la rapidité de ses progrès.

En 1783, M. de Keralio, inspecteur des douze écoles militaires, passant un examen des élèves de Brienne, fut frappé des réponses de Napoléon. « J'aperçois, dit-» il, dans ce jeune homme une étincelle » qu'on ne saurait trop cultiver. » Il n'avait alors que quatorze ans. M. de Keralio lui accorda aussitôt une dispense d'âge pour être admis à l'école militaire de Paris.

Là Bonaparte se fit tout d'abord remar-

quer par la même supériorité qui l'avait fait distinguer à Brienne. Un de ses professeurs, M. de l'Éguille, semble dès cette époque avoir prévu les destinées de l'écolier qui devait un jour changer la face du monde, et dans un compte rendu de la capacité de ses élèves, on retrouva plus tard cette note prophétique écrite de sa main : « Bonaparte, Corse de nation et » de caractère; il ira loin si les circons- » tances le favorisent. »

La carrière militaire s'ouvrit pour Bonaparte à l'âge de seize ans : A la suite d'un brillant examen il obtint, le 1er. septembre 1785, une lieutenance en second au régiment de La Fère; bientôt il fut nommé lieutenant en premier dans le régiment de Valence. Jusque là son ame toute entière absorbée dans l'étude, était restée étrangère à toute autre passion; à Valence il trouva ses deux premiers amis, Sorbier et Lariboisière, que plus tard il nomma inspecteurs-généraux de l'artillerie.

Bonaparte avait vingt ans, et tenait

garnison à Valence, lorsqu'en 1789 le premier cri de liberté, parti de la Bastille, vint réveiller la France, et électriser ses enfans. L'armée accueillit les idées nouvelles avec des sentimens divers. Un grand nombre d'officiers français crurent ne pas forfaire à l'honneur en quittant leur poste et leur pays. Bonaparte comprit mieux son devoir, et l'amour bien entendu de la patrie, le jeta dans les rangs des partisans de notre grande régénération politique.

La Corse ne resta pas étrangère au mouvement d'enthousiasme imprimé par la France aux amis de l'indépendance: En 1790 Paoli présenté à l'assemblée constituante par Lafayette, fut nommé lieutenant-général, et commandant de la Corse, qui formait la 26e. division militaire. A cette époque Bonaparte était en congé dans sa famille. Il vit se former sous ses yeux deux partis, l'un tenant pour l'union avec les Français, l'autre voulant l'indépendance de la Corse. Paoli dirigeait dans l'ombre les tentatives de ce dernier. Bona-

parte, nommé au commandement temporaire d'un des bataillons levés pour maintenir l'ordre dans l'île, n'hésita pas de marcher contre la garde nationale d'Ajaccio, et la fit rentrer dans le devoir. Dénoncé cependant par un des chefs mécontens, comme ayant provoqué ces mêmes désordres qu'il venait de réprimer, il fut appelé à Paris pour rendre compte de sa conduite.

Sa justification était facile, et maintenu dans son grade, il demeura quelque temps à Paris. Il fut alors témoin de quelques-unes des journées mémorables de notre révolution, et l'impression profonde que produisirent sur lui les événemens du 20 juin, où les faubourgs pénétrèrent dans les appartemens du roi; du 10 août, où le peuple, comme au 14 juillet, montra que rien ne saurait résister à la puissance des masses; durent faire germer dans son ame ambitieuse d'énergiques réflexions et de profonds calculs. Dès lors l'avenir lui apparut brillant et assuré; aussi le lende-

main du 10 août écrivait-il à son oncle Paravisini : « Ne soyez pas inquiet de vos » neveux, ils sauront se faire place. »

Au mois d'octobre Bonaparte était de retour en Corse, où tout paraissait paisible, quoique Paoli ne cessât de favoriser le parti anti-français. Dans les premiers jours de janvier une escadre aux ordres de l'amiral Truguet relâcha à Ajaccio. Elle avait mission d'inquiéter la Sardaigne ; les forces stationnées en Corse devaient opérer une utile diversion en attaquant les petites îles situées entre la Sardaigne et la Corse; Bonaparte fut chargé spécialement de cette expédition; il partit avec son bataillon, mais force leur fut de revenir à Ajaccio sans avoir mis à bout leur entreprise.

A son retour il trouva la Corse dans un violent état de fermentation. Paoli dénoncé à la Convention avait été porté sur la liste des vingt géneraux proscrits. Incessamment menacé d'être arrêté et puni comme traître à la France, il ne vit d'autre re-

fuge pour sauver sa tête, mise à prix, que de lever l'étendard de la révolte. Au mois de mai il rallia ses partisans, fit un appel à tout ce qu'il y avait de mécontens, et assembla à Corté une Consulta qui le nomma président, et généralissime (1). Bonaparte, fidèle au devoir et à la patrie qu'il s'était choisie, résiste de tout son pouvoir; on tente vainement de l'enlever; il est assez heureux pour se soustraire aux embûches de ses ennemis, et parvient à gagner Calvi, où il rejoint les représentans du peuple Salicetti et Lacombe Saint-Michel, qui ont débarqué avec des forces que l'on dirige aussitôt sur Ajaccio. Cette expédition ne réussit pas, et Bonaparte, qui en fait partie, ne parvient qu'après les plus grands efforts à soustraire sa famille à la vengeance de Paoli et à aborder avec elle le port hospitalier de Marseille.

(1) Il est remarquable que cette assemblée révolutionnaire ait eu pour secrétaire Pozzo-di-Borgo, aujourd'hui ambassadeur de Russie en France.

Nommé à cette époque capitaine au 4e. régiment d'artillerie à pied, en garnison à Nice, il établit sa famille dans les environs de Toulon, et se rend à Paris; il y arrive à ce moment où la France, déployant les plus sublimes ressources de dévouement et d'énergie, soutient une lutte à mort contre l'Europe liguée, où quatorze armées sans expérience, sans tactique, mais mues par l'amour de la liberté, volent à la victoire, sans souliers et sans pain.

CHAPITRE II.

SOMMAIRE : Révolte de Toulon. — Bonaparte chef de bataillon va commander l'artillerie de siége. — Dugommier. — Bonaparte nommé chef de brigade sur le champ de bataille. — Prise de Toulon. — Bonaparte est envoyé à l'armée d'Italie. — Il est promu au grade de général de brigade.

1793—1794.

Bientôt, tout à peu près eut cédé à l'influence de la convention, et il ne resta plus à soumettre que la Vendée et quelques départemens du midi. Napoléon fit alors partie du corps d'armée commandé par Cartaux, et se trouva à la prise d'Avignon. Les fédéralistes marseillais fuyant devant les troupes républicaines se réfugièrent dans les murs de Toulon. Cette ville importante se déclara aussitôt en pleine insurrection. Les représentans du

peuple furent arrêtés et enfermés au fort la Malgue ; l'esprit contre-révolutionnaire s'empara comme un vertige de toute la population de Toulon ; et malgré l'exemple de Lyon, d'Avignon, de Marseille, que le comité de salut public avait si bien su soumettre, on se porta à de graves excès, à de cruelles réactions.

Mais enfin la marche de Cartaux calma ces transports, et la peur vint prendre la place de la forfanterie. Désespérant de se pouvoir défendre, trop peu confiante dans la clémence qu'eût méritée une soumission, cette population en délire ne vit son salut que dans un crime, et livra aux amiraux Anglais et Espagnols, la ville, le port, l'arsenal et les forts de Toulon. L'amiral Hood occupa alors la rade avec vingt vaisseaux de ligne et débarqua quatorze mille hommes de troupes d'occupation. Louis XVII fut proclamé roi de France. La garde nationale fut désarmée et le drapeau blanc flotta sur tous les forts.

Cartaux, qui n'avait que douze mille

hommes, se vit forcé d'en laisser quatre mille à Marseille, à peine pacifiée; avec les huit mille autres il observa les gorges d'Ollioules. Le général Lapoype, échappé de Toulon avec Barras et Fréron, fut chargé par ces deux représentans de soutenir Cartaux, avec six mille hommes que l'on détacha de l'armée d'Italie, commandée alors par Brunet. Toutefois, l'amiral Hood ayant occupé les montagnes du Faron, il devenait impossible aux deux généraux républicains d'opérer leur jonction. Ils durent se contenter de se soutenir en attaquant chacun de leur côté, et le 8 septembre Cartaux s'empara des gorges d'Ollioules. Dès-lors la ville se trouva en état de siége.

Bonaparte cependant se trouvait à Paris, ou il venait d'être promu au grade de chef de bataillon. Choisi par le comité de salut public pour diriger l'artillerie, il arriva le 12 septembre au quartier général de Cartaux.

L'armée manquait de tout le matériel

nécessaire pour un siége de cette importance. La prodigieuse activité de Bonaparte sut créer des ressources inespérées, et en quelques jours cent pièces de gros calibre furent réunies, et des batteries dressées par ses soins, permirent de prendre l'offensive. Les ordres arrivés de Paris enjoignaient de prendre la ville en trois jours, et Cartaux voulait à toute force exécuter ses ordres à la lettre; le jeune commandant de l'artillerie ne put jamais lui faire comprendre l'impossibilité du succès, et sans l'appui du représentant Gasparin, qui avait été capitaine de dragons, et entendait la guerre, Bonaparte eût été renvoyé de son poste, et la prise de Toulon n'eût pas commencé sa réputation et sa fortune militaire.

Un plan d'attaque rédigé à Paris par le général Darçon, tacticien d'une grande réputation, arriva à cette époque au quartier-général, et fut discuté dans un conseil extraordinaire. Bonaparte, en le discutant, fit sentir au conseil que le point de

départ étant faux, le plan devenait par cela seul inexécutable. En effet, Darçon supposait l'armée sous Toulon forte de soixante mille hommes, tandis qu'elle se montait au plus à trente mille, avec les renforts venus de Lyon. Il ordonnait donc avec confiance des opérations d'attaques que les positions occupées par l'ennemi, du côté de la terre, ne permettaient pas de tenter. Bonaparte ouvrit un avis tout opposé. Il répondit de la prise de la place si on pouvait la bloquer par mer comme par terre, et proposa d'établir sur les promontoires de Balaguier et de l'Eguillette deux batteries qui foudroyeraient la grande et la petite rade. Tout le conseil se rangea de son opinion, pensant avec lui que si l'on parvenait à s'emparer du fort Mulgrave, où les Anglais avaient fait des travaux prodigieux, Toulon ne pourrait tenir trois jours.

Cartaux, malgré l'adhésion du conseil et le succès des nouvelles batteries, refusa

de se ranger à l'avis de Bonaparte, et se contenta de lui remettre par écrit ses ordres, qui consistaient « à chauffer Toulon pendant trois jours, et à l'attaquer ensuite en trois colonnes. » Le représentant Gasparin, à qui le commandant de l'artillerie remit cet ordre, en y joignant ses observations, fit partir pour Paris un courrier extrordinaire, qui à son retour apporta la démission de Cartaux et la nomination de Doppet, commandant des troupes employées à Lyon. Le 10 novembre, ce général arriva à l'armée de siége.

L'incapacité de Doppet, ancien médecin, était égale à celle de Cartaux; le siége traîna en longueur sous son commandement; enfin il fut remplacé par le général Dugommier, dont la bravoure et les talens s'étaient, depuis les premières journées de 1790, signalés sur tous nos champs de bataille.

Dugommier reconnut du premier coup d'œil toute la portée de son jeune com-

mandant de l'artillerie, et lui accorda une entière confiance; dès-lors les opérations marchèrent avec ensemble et activité.

Les travaux de construction d'une batterie élevée contre le fort Malbosquet, sur la hauteur des Arènes, avaient échappé à l'attention de l'ennemi, et Bonaparte s'en promettait le plus heureux effet pour le lendemain de la prise du fort Mulgrave; les représentans allèrent visiter cette batterie, et en l'absence du commandant ils ordonnèrent aux artilleurs de tirer; cette imprudence détruisit tous les calculs de Bonaparte, et pensa devenir funeste à l'armée. Le lendemain 30 novembre, le général anglais sortit de Toulon à la tête de sept mille hommes, culbuta les postes français, encloua la nouvelle batterie, s'avança sur Ollioule et se porta sur le grand parc d'artillerie. Dugommier fit rapidement ses dispositions et marcha à l'ennemi; Bonaparte en ce moment décisif, après avoir habilement disposé l'artillerie,

se glissa à la tête d'un bataillon dans le vallon, et, arrivé au pied du fort Malbosquet, où était rangé le corps ennemi, ordonna une décharge sur les deux ailes : cette attaque imprévue jetait déjà de la confusion dans les rangs anglais, lorsque le général en chef, sir O'Hara, qui était monté sur l'épaulement pour reconnoître la force des assaillans, tomba frappé d'une balle. Pris aussitôt par nos soldats, il remit son épée à Bonaparte, à qui cette action valut le grade de chef de brigade.

Il fallait cependant à tout prix forcer Toulon à se rendre, et l'on ne pouvait y parvenir qu'en s'emparant du fort Mulgrave, que sa force avait fait surnommer par les Anglais le Petit Gibraltar. Une batterie parallèle, élevée à la distance de vingt toises, fut démasquée le 14 septembre; l'artillerie du fort la foudroya aussitôt, et cependant, grâces à l'intrépidité de nos soldats, grâces surtout à l'exemple de Bonaparte, qui commandait le feu, debout

sur le parapet, elle fit le plus grand mal aux Anglais, étonnés du peu d'effet de leurs coups.

Dans la nuit du 16 au 17, l'armée marche sur quatre colonnes, dont deux sont destinées à observer les forts Malbosquet, Balaguier et l'Eguilette; le troisième forme la réserve, et la quatrième, à la tête de laquelle se place Dugommier, marche droit au Petit Gibraltar. Bonaparte, cependant, fait jeter huit ou dix mille bombes dans le fort, et voyant faiblir la colonne du général, court chercher la réserve, et la lui amène au moment où il commençait a faiblir.

A trois heures du matin le capitaine Muiron pénètre dans le fort, Laborde entre par un autre côté, et, bien que l'ennemi qui rallie sa réserve, revienne trois fois à la charge pour reprendre le Petit Gibraltar, ce fort important reste en notre pouvoir, et les Anglais battent en retraite. Cette journée coûta mille hommes à la

France ; les Anglais en perdirent deux mille cinq cents.

A peine maître du Petit Gibraltar, Bonaparte tourna toutes ses batteries contre la rade, et cette habile disposition imprima aux alliés une telle terreur, qu'ils se hâtèrent de se rembarquer. Le 18, Dugommier fit occuper par ses troupes les forts de Malbosquet, de Faron, de Saint-Antoine, de Saint-Elme: le fort la Malgue, nécessaire pour protéger l'évacuation, resta seul au pouvoir des Anglais ; à dix heures du soir, le colonel Cervoni brisa une porte de Toulon et y entra accompagné de deux cents hommes.

Les Anglais, dans leur fuite, avaient détruit le grand magasin, ils avaient incendié l'arsenal ; neuf vaisseaux de haut bord et quatre frégates étaient aussi la proie des flammes; un spectacle tout nouveau s'offrit aux yeux de l'armée, lorsqu'elle pénétra dans la ville: les galériens, au nombre de neuf cents, avaient été mis en liberté avant l'incendie de l'arsenal. Ces

hommes, au moment où l'Anglais donnait un si cruel exemple de lâcheté et de violence, faisaient preuve du plus noble dévouement, de la plus héroïque abnégation. Au lieu de chercher un abri dans la fuite, au lieu de se livrer aux excès du pillage, ils couraient éteindre l'incendie des frégates, de l'arsenal, de la ville; ils sauvaient leur prison; et après avoir ainsi conservé à la république ses vaisseaux et ses magasins, tous vinrent avec orgueil reprendre leurs fers, qu'ils préféraient à la liberté donnée par un aussi perfide ennemi.

Le midi était pacifié: Dugommier appelé au commandement de l'armée des Pyrennées, voulait emmener Bonaparte avec lui: le comité de la guerre s'y opposa. Chargé d'abord d'organiser la défense des côtes de la Méditérannée, il fut peu après promu au commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie, dont Dumerbion venait d'être nommé général en chef. Il s'empressa de rejoindre, et trouva à son arrivée sa nomination au grade de général de bri-

gade, que Dugommier avait sollicitée d'un style tout-à-fait militaire, en écrivant : « Récompensez et avancez ce jeune homme, car si on était ingrat envers lui, il s'avancerait tout seul. »

CHAPITRE III.

SOMMAIRE : Arrivée à Nice. — Bonaparte dresse un plan de campagne qui est adopté. — Victoires d'Italie. — Masséna. — Dumerbion. — 9 thermidor. — Bonaparte cité à la barre de la convention. — On lui ôte son commandement. — Voyage à Paris.

1794 — 1795.

Arrivé à Nice au mois de mars, Bonaparte prit immédiatement le commandement en chef de l'artillerie de l'armée d'Italie. Desaix commandait en second, le colonel Gassendi était directeur du parc; le génie était commandé par le général Vial ; et les divisions par les généraux Masséna, Macquart, Dallemagne : jamais armée n'avait compté un ensemble de chefs aussi intrépides, aussi expérimentés; Bonaparte avait choisi pour aides-de-camp, Muiron et Duroc.

Le général Bonaparte s'occupa d'abord de visiter la position de l'armée, puis il fournit au conseil, composé des représentans Robespierre jeune et Ricard, et des généraux Dumerbion, Vial, Masséna, Macquart, Dallemagne et Desaix, un plan qu'il avait conçu et qui fut adopté. Dès le six avril on commença les opérations, et le camp de Fougasse fut emporté; le 8, Masséna s'empara d'Oneille, dont le port était occupé par les Anglais; le 16 il livra le combat de Ponte di Nova, et se rendit maître le 19 d'Ormeau et de Garessio.

L'armée des Alpes de son côté rivalisait d'ardeur l'armée d'Italie. Dès le 24, le général Bagdelone prenait d'assaut les postes retranchés du Petit Saint-Bernard, du Valaisan et de la Thuile, franchissait les neiges de la chaîne des Alpes, et culbutait à la baïonnette les Piémontais, du haut de ces pics que l'on avait cru jusqu'alors inexpugnables, et sur lesquels le voyageur ose à peine s'aventurer.

Les généraux Masséna et Macquart,

avec une ardeur que le succès stimulait encore, escaladaient les hauteurs de Muriatto, prenaient Saorgio, forçaient le Col de Tende, et établissaient ainsi en quelques jours les communications entre les deux armées qui, le douze mai, arboraient simultanément le drapeau tricolore sur toute la chaîne des Alpes, jusqu'aux Apennins. Le général en chef Dumerbion écrivait alors au comité de la guerre : *C'est au talent du général Bonaparte, que je dois les savantes combinaisons qui ont assuré notre victoire.*

Ces succès si brillans, si rapides, rendirent dès-lors populaire la réputation de Bonaparte, que la prise de Toulon avait commencée; il lui restait toutefois à consolider son ouvrage en établissant par mer, entre Gênes et la Provence, les communications si utiles au commerce de la France.

La flotte anglaise, chassée d'Oneille, s'était retirée à Vado, et la neutralité de Gênes était douteuse, tant qu'on ne l'au-

rait pas isolée de toute communication avec les armées autrichienne et piémontaise.

Bonaparte conçut un nouveau plan, dont le succès devait lever tous les obstacles. Le général en chef, adoptant son projet, pénétra à l'improviste dans le Mont-Ferrat à la tête de dix-huit mille hommes, soutenus de vingt pièces de montagnes, longea la Bormida, et descendit dans la plaine, sur les derrières de l'armée autrichienne, qu'il espérait forcer au combat. Saisie de terreur, celle-ci se mit en retraite sur Cairo et Dégo, et le général Cervoni se mettant à sa poursuite s'empara des magasins de Dégo et fit de nombreux prisonniers.

Notre armée était aux portes de l'Italie; toute relation était coupée entre les Anglais et les Autrichiens, Gênes gardait forcément la neutralité, et les riches campagnes du Piémont se développaient devant nos armes comme une proie réservée

à de nouveaux efforts. Bonaparte voulait poursuivre la conquête, son plan de campagne était déjà dressé; Dumerbion satisfait de ses succès voulut s'arrêter. Il se replia sur Montenotte et Savone, prit position sur les hauteurs de Vado, qu'il lia par de forts ouvrages, et établit ses communications de Gênes à Marseille, par des batteries qui régnaient tout le long de la côte.

Tandis que le génie de Bonaparte illustrait ainsi l'armée d'Italie, les événemens politiques se précipitaient à Paris avec une effrayante rapidité. Quelques paroles tombées de la tribune avaient, bien ou mal comprises, fait trembler Vadier, Tallien, Fréron, Billaud-Varennes : le 9 thermidor, préparé dans l'ombre, éclata tout-à-coup : Robespierre fut assassiné par la peur, sur l'autel de la patrie : vingt-deux membres de l'assemblée périrent : on prétendait sauver la république. Ceux qui abattaient Robespierre se firent ses héri-

tiers ; et la hache thermidorienne ne fut pendant quelque temps ni moins active, ni moins cruelle que le glaive de la terreur.

Bonaparte, dénoncé à cette époque, au sujet d'un plan, tracé quelques années avant à Toulon sous les yeux de Robespierre jeune, fut mandé à la barre de la convention. S'il se rendait à cet ordre, tout lui présageait un sort funeste. Heureusement les démonstrations hostiles de l'ennemi vinrent à son secours, et les représentans en mission à l'armée, assurés qu'avec le général ils perdaient, et la confiance du soldat, et l'espérance du succès de la campagne, écrivirent au comité du salut public qu'il était impossible d'éloigner en ce moment le général Bonaparte du théâtre des opérations; le décret de citation fut alors rapporté.

La journée du 9 thermidor, en bouleversant tout le personnel des comités, avait enlevé à Bonaparte les hommes qui, l'ayant suivi dans sa carrière, étaient seuls à portée de le comprendre. Le repré-

sentant Aubry, ancien capitaine d'artillerie, était devenu président du comité de la guerre. Son premier acte fut de rappeler son ancien camarade Bonaparte, et, par une basse jalousie, de lui ôter le commandement de l'artillerie de l'armée d'italie, pour lui donner une brigade d'infanterie dans la Vendée. Bonaparte insistait inutilement pour conserver son commandement; il refusa la brigade d'infanterie.

Bonaparte, privé de son emploi, rentra dans la vie privée. Ses amis Sébastiani et Junot l'avaient accompagné à Paris, ils prirent ensemble un logement dans la rue de la Michodière. Peu soucieux de la richesse, comme tous les officiers de nos armées républicaines, les trois amis eurent bientôt épuisé leurs ressources : la détresse se fit sentir : Junot, Sébastiani vendirent quelques bijoux, et Bonaparte fut obligé de se défaire d'une précieuse collection d'ouvrages militaires qu'il avait rapportée de Marseille; cette perte lui fut toujours sensible, et même dans son exil

il n'en parlait qu'avec un sentiment de regret.

Sa vie à Paris était fort simple, et il y fut demeuré long-temps dans l'oubli, si le représentant Doulcet de Pontécoulant, qui succéda à Aubry au comité de la guerre, n'eût à l'avance connu ses talens. Il fut frappé surtout de l'élévation et de la justesse des vues que renfermait le rapport envoyé de Cairo au comité, par Bonaparte, et apprenant que ce général se trouvait à Paris, il s'empressa de l'attacher au comité topographique, où se discutaient les plans, que l'on envoyait alors de Paris aux généraux en chef.

CHAPITRE IV.

SOMMAIRE : Fermentation de Paris. — 10 vendémiaire. — Bonaparte commandant en second de l'armée de l'intérieur. — Création du directoire. — Mariage de Bonaparte. — Il est nommé général en chef de l'armée d'Italie. — État de l'armée. — Allocution.

1795 — 1796.

Bonaparte mettait à profit son séjour à Paris, pour étudier la situation de divers partis politiques qui, depuis le neuf thermidor, commençaient à s'organiser, et préparaient dans l'ombre les divers mouvemens qui firent de la fin de quatre-vingt-quinze, une des péripéties les plus graves de la révolution française.

Déjà les royalistes, nombreux dans les sections de la garde nationale, semblaient annoncer des dispositions hostiles; la déportation de Billaud-Varennes et de Vadier, le désarmement des citoyens, la con-

damnation des quinze juges du tribunal révolutionnaire, mécontentaient le parti des patriotes exagérés; la condamnation de Goujon et de six autres députés, à la suite de la journée du 1er prairial, révoltait les ennemis des réactions; la constitution de l'an III, le débarquement de Monsieur à l'île Dieu, le discrédit du papier-monnaie, agitaient en sens divers bien des passions qui, long-temps comprimées par la terreur, menaçaient d'éclater avec une plus vive énergie; et la convention, embarrassée dans sa marche par les entreprises du dehors et les dissentions intestines, n'avait ni assez de puissance pour détourner le danger, ni assez de généreuse audace pour l'affronter et le vaincre.

La garde nationale, sourdement travaillée par le parti royaliste qui, jouant un rôle républicain, se répandait en déclamations populaires, et protestait hautement au nom des libertés électorales, donna la première le signal de la révolte. Sur quarante-huit sections dont elle se

composait, quarante-cinq se réunirent en assemblée armée délibérante, et rejetèrent les lois nouvelles. La convention affecta de mépriser ces protestations illégales, et, le 23 septembre, proclama l'acceptation de la constitution par les assemblées primaires de la république; mais dès le 24 une assemblée hostile se réunissait sur la place de l'Odéon, et du haut de sa tribune populaire, des paroles menaçantes étaient insolemment adressées aux représentans de la nation.

Parmi les sections, celle de Lepelletier, qui se réunissait au couvent des Filles St.-Thomas, paraissait la plus animée contre la convention. Le 2 octobre (10 vendémiaire), elle donna la première le signal de la guerre civile. La convention ordonna la clôture du lieu d'assemblée, et le désarmement de la section : les gardes nationaux répondirent en se rangeant en bataille au haut de la rue Vivienne, et en occupant les maisons. En vain le général Menou se présente avec une force impo-

sante en infanterie, cavalerie et artillerie; en vain les représentans tentent les voies de conciliation auprès du comité des sectionnaires : une ridicule capitulation termine seule cette échauffourée, et la section Lepelletier reste, sans avoir combattu, maîtresse du champ de bataille.

Pendant ces scènes, qui pensèrent donner un pendant aux journées des barricades, Bonaparte passait, avec quelques amis, la soirée au théâtre Feydeau. La nouvelle des événemens de la rue Vivienne se répand tout-à-coup dans la salle, et il arrive sur le théâtre de l'action, pour être témoin de la retraite des troupes de la convention. Il court aussitôt aux tribunes de l'assemblée; les représentans qui avaient accompagné Menou dans son expédition, dénonçaient sa pusillanimité, et obtenaient son arrestation provisoire.

Dans cette nuit d'agitation, mille projets divers furent exposés à la tribune; le péril était imminent, le parti à prendre décisif. Les orateurs dénonçaient le dan-

ger, mais ils ne pouvaient tomber d'accord sur le choix d'un chef militaire en qui l'on pût se confier avec assurance. Bonaparte, caché dans la foule, attendait avec anxiété le résultat de cette délibération, lorsque les représentans qui l'avaient connu à l'armée, proposèrent de faire tomber sur lui le choix de l'assemblée; les membres du comité de la guerre se réunissent à cet avis; il est alors nommé d'une voix unanime. Ainsi la fortune semble d'un seul coup vouloir le venger de l'obscurité à laquelle il est condamné depuis près d'une année.

Voici donc Bonaparte armé pour la convention, et recevant d'elle l'ordre de marcher contre les sectionnaires. Ici une haute question politique se trouve naturellement soulevée : un chef militaire peut-il lever le fer contre ses concitoyens, et l'obéissance passive est-elle encore un devoir, alors qu'elle allume une guerre civile ? Les ennemis de Bonaparte lui ont amèrement reproché sa conduite au 13 vendémiaire; ses amis même l'ont blâmé, et tout ce qu'il y

avait de patriotes éclairés dans la nation a prévu dès ce jour la chute prochaine de la république.

Quoi qu'il en soit du combat qui dut se livrer dans le cœur de Bonaparte, entre l'ambition et l'amour de la patrie, il se rendit au comité de salut public, où il était attendu. Il déclara qu'il acceptait le commandement, mais à cette condition seulement qu'il ne recevrait pas comme Menou les ordres des commissaires. Pour trancher la difficulté, le comité délégua à Barras les fonctions des trois commissaires, avec le titre de commandant en chef; Bonaparte ne devait commander qu'en second, mais en sortant du comité, Barras lui remit tous ses pouvoirs.

Le chef d'escadron Murat fut aussitôt envoyé s'emparer de quarante pièces d'artillerie parquées à la plaine des Sablons; il les enleva à minuit, et au point du jour les pièces étaient placées en batterie à la tête du pont de la Révolution, au pont Royal, à l'angle de la rue de Rohan, au

cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, et au Pont-Tournant. L'armée de la Convention était forte de huit mille cinq cents hommes.

Les sections sous les ordres de Danican, occupaient les postes de Saint-Roch, du Théâtre-Français, et les hauteurs de la butte des Moulins; plusieurs de leurs colonnes avaient pris position sur le Pont-Neuf. Danican adressa avant de commencer les hostilités, un parlementaire à la convention, pour la sommer de retirer ses troupes; malgré ses perplexités, la convention refusa, Bonaparte envoya huit cent fusils pour armer les députés et former une réserve.

A quatre heures du matin, une forte colonne de sectionnaires déboucha au pas de charge par le Pont-Royal; le feu commença, et, malgré la vivacité de leur attaque et leur intrépide défense, les sections, froudroyées par l'artillerie qu'elles tentèrent vainement d'enlever, furent mises en déroute. Le Pont-Royal, la rue

Saint-Honoré, le parvis de Saint-Roch surtout, furent jonchés de morts et de blessés. La convention décréta que Bonaparte avait sauvé la patrie, et le nomma général en chef de l'armée de l'intérieur.

Peu après le 13 vendémiaire, la convention, qui voyait arriver le terme de sa session, ordonna le désarmement général des sections, et la réorganisation de la garde nationale : Bonaparte fut chargé de ces deux opérations, et c'est par lui que furent nommés les officiers et les adjudans de cette garde urbaine, qui avait rendu et devait rendre encore de si grands services. Le 16 octobre Bonaparte fut nommé général de division.

La convention avait fixé le jour de sa dissolution au 26 octobre : elle voulut marquer le dernier jour de sa puissance par de nobles résolutions, par de grands bienfaits : La veille, le 25, elle réunit solennellement la Belgique à la France, et pour compléter l'entreprise qu'elle avait formée, en créant quelques mois avant

l'école polytechnique, elle décréta la formation de l'institut des sciences et des arts. Le 26, avant de se séparer, les conventionnels amnistient tous les délits révolutionnaires, et proclament la peine de mort abolie à la paix générale (1). Ils terminent enfin leurs opérations en se formant en corps électoral, pour compléter par un nouveau tiers la députation nationale.

En quelques jours le gouvernement est réorganisé : les trois tiers réunis se constituent en corps législatif, pour opérer leur division en deux conseils. Le conseil des anciens siége aux Tuileries ; celui des cinq cents à la salle du Manége ; la quatrième législation proclamée nomme, sous le titre de Directoire, un conseil exécutif formé de cinq membres : Laréveillière-Lepaux, Letourneur de la Manche, Rewbel, Barras et Carnot. Ils s'établissent au Luxembourg.

(1) Cette loi si belle, si mémorable subsiste ; on n'a jamais osé la rapporter, mais à la paix de Paris il n'en a pas été fait mention ; elle eût sauvé les jours de Ney, de Labédoyère.

Un des premiers actes du Directoire f t la nomination de Bonaparte au commandement en chef de l'armée de l'intérieur, que les nouvelles fonctions dont était revêtu Barras laissaient vacant; peu de jours après il épousa madame Beauharnais, avec laquelle il s'était lié depuis le 13 vendémiaire; bientôt enfin on le nomma génér en chef de l'armée d'Italie.

Il partit de Paris pour Nice, où le quartier-général résidait depuis quatre ans, et y arriva le 27 mars. Là, mille obstacles l'attendaient. Placé à 27 ans à la tête d'une armée que Scherer et Kellermann ont conduite à la victoire, il doit redouter des préventions défavorables. Les généraux qui vont servir sous ses ordres se sont illustrés sur vingt champs de bataille : c'est Masséna qui a toujours vaincu, Augereau, Victor, Laharpe, Serrurier, Joubert, Cervoni. Donneront-ils docilement leur confiance à un chef qu'ils ont devancé dans la carrière de la gloire? Et Kellermann, le vainqueur de Valmy, qui com-

mande l'armée des Alpes, ne lui offrira-t-il pas un redoutable point de comparaison?

Un obstacle plus redoutable encore vient déconcerter tous ses plans. Le ministre de la guerre, Carnot, lui a donné un état de l'armée, qui la porte à plus de cent mille hommes. Il ne trouve, sous les armes, que trente mille combattans et trente pièces de canon. L'armée austro-sarde qui lui est opposée, compte quatre-vingt mille hommes et deux cents pièces de canon.

Avec ces faibles ressources, sans argent, sans munitions, presque sans armes, Bonaparte semble encore assuré de la victoire. Un seul point pour lui est important, c'est d'avoir la confiance du soldat : il prend par lui-même connaissance de l'état des divers corps, met à l'ordre du jour le changement du quartier-général, qui est porté à Albergo; réunit l'armée, parcourt ses rangs, et lui adresse ces mots:

« Soldats !

» Vous êtes nus, mal nourris, le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers sont admirables, mais ils ne vous procurent aucune gloire; aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde : de riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage ou de constance ? »

L'armée répond par une acclamation unanime, et se met en marche au cri de *vive Bonaparte*. De ce jour s'établit entre le général et le soldat une fraternité d'armes, une solidarité de succès. On n'avait jamais su parler au soldat français, Bonaparte a le premier cherché l'étincelle électrique qui dormait dans son cœur, et

c'est à l'union constante qui, même au sein des revers, subsista entre lui et le dernier homme de son armée, qu'il a dû ces triomphes qui étonnèrent le monde, et que les siècles futurs rangeront parmi les récits fabuleux.

CHAPITRE V.

SOMMAIRE : Ouverture de la campagne. — Bataille de Montenotte. — Affaires de Millésimo et Dégo. — Proclamation. — Armistices. — Lodi. — Entrée à Milan. — Allocution. — Insurrection de Pavie.

Mai 1796.

La campagne allait commencer avec les premiers jours d'avril. Voici l'état des forces en présence. L'armée austro-sarde se compose de quarante-cinq mille Autrichiens, commandés par les généraux Argenteau, Nulas, Wukassowich, Lyptay et Sibattendorf ; et vingt-cinq mille sardes commandés par les généraux Provera et Leton, qui eux-mêmes sont sous les ordres du général autrichien Colli. Le premier corps compte cent quarante pièces de canon, et le second soixante. Le général en chef est Beaulieu.

L'armée française n'est forte que de trente mille hommes, répartis en quatre divisions d'infanterie, commandées par Masséna, Augereau, Laharpe et Serrurier; les généraux Stengel et Kilmaine ont sous leurs ordres deux mille cinq cents hommes de cavalerie; trente pièces de canon, et deux mille cinq cents hommes d'artillerie et du génie, commandés par le général Dujard, complètent l'effectif de l'armée que guide Bonaparte. Parmi les généraux de brigade on distingue Cervoni, Miollis, Rusca; Berthier est chef d'état-major, et le général en chef a choisi pour aides-de-camp Murat, Junot, Duroc, Muiron et Marmont.

L'infériorité numérique de ses troupes fit sentir à Bonaparte la nécessité de diviser ses ennemis, afin de les pouvoir battre partiellement : il fit donc observer le camp des Piémontais par Serrurier, et donna ordre à Laharpe de menacer Gènes, tandis que Masséna et Augereau se dirigeraient sur Loano, Final et Savone. Beaulieu,

alarmé de ces mouvemens, divisa, comme Bonaparte l'avait prévu, son armée en trois corps; Colli se porta à Leva, Argenteau à Sacello; lui-même se mettant à la tête de l'aide gauche, marcha par la Bocabette sur Valtri.

Beaulieu, secondé par la croisière anglaise, qui canonnait vivement les positions de Cervoni, remporta le 10 quelques avantages sur ce général, et le força de se replier sur le corps commandé par Laharpe.

Le 11, Argenteau s'avança à travers Montenotte supérieur, sur Madone de Savone pour écraser Laharpe; deux redoutes étaient tombées en son pouvoir, une troisième située à Montelegino restait seule à emporter pour mettre à découvert toute l'aile droite des Français. L'intrépidité du colonel Rampon, et les efforts héroïques de ses soldats, qui se défendent deux jours et repoussent dix fois l'ennemi, donnent le temps à Bonaparte d'arriver avec des munitions et des renforts, et de

jeter la terreur dans les rangs autrichiens. Le même jour, Masséna atteignait les hauteurs d'Altare, et Bonaparte débordait l'aile droite d'Argenteau.

Les impériaux, assaillis de tous côtés, firent une belle défense; mais leurs généraux Argenteau et Roccavina, blessés tous deux, tentèrent vainement de rétablir l'ordre dans leurs rangs; une fois que Masséna, entrant en ligne avec ses troupes victorieuses, vint décider du sort de la journée, la déroute fut complète : quinze cents morts, deux mille prisonniers, des drapeaux, des canons, furent le résultat de la bataille de Montenotte. Ce succès redoubla l'ardeur de nos soldats et leur ouvrit l'entrée du Piémont.

Les deux armées battues se replièrent, l'une sur Millésimo, l'autre sur Dégo. Augereau et Masséna y arrivèrent aussitôt qu'elles. Les défilés de Millésimo furent forcés, Dégo fut enlevé, et ces deux affaires brillantes eurent pour résultat la séparation de Beaulieu et de Colli : le premier

alla couvrir le Milanais, le second se plaça en avant de Turin.

L'armée piémontaise put se regarder comme perdue à dater de ce jour. Mais le 19, à trois heures du matin, les grenadiers de Wukossowich débusquent de Dégo quelques bataillons français ; Bonaparte arrive, reprend Dégo et détruit le corps ennemi ; Serrurier alors attaqua Colli dans son camp retranché de Leva, l'en chassa et s'empara de toute son artillerie.

Les Alpes étaient tournées, le plan de Bonaparte se trouvait ainsi accompli ; il porta son quartier-général à Lesagno, château voisin du confluent du Tanaro et de la Corsaglia.

Serrurier, toujours attaché à la poursuite de Colli, et secondé par Masséna, parvient à acculer l'armée piémontaise devant Mondovi et à la forcer d'accepter le combat : le succès n'est pas long-temps douteux ; les piémontais perdent deux mille cinq cents hommes, huit pièces de

canon, dix drapeaux et cent cinquante prisonniers.

Bonaparte alors marche sur Chérasco, qu'il met en état de défense, les communications se trouvent établies avec Nice, par la jonction de Serrurier et d'Augereau; l'armée d'Italie a changé d'aspect en quelques jours, la discipline et l'abondance y règnent, les renforts arrivent de toute part. Bonaparte alors s'adresse ainsi à ceux qui viennent de se couvrir de gloire sous ses yeux :

« Soldats !

» Vous avez remporté en quinze jours six victoires, pris vingt-un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles

à la patrie. Vous égalez aujourd'hui par vos services l'armée de Hollande et celle du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canon, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté, étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert. Grâces vous en soient rendues, soldats! La patrie reconnaissante vous devra sa prospérité; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de quatre-vingt-treize, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

» Les deux armées, qui naguère vous attaquaient avec audace, fuient aujourd'hui devant vous. Les hommes pervers qui riaient de votre misère et se réjouissaient dans leur pensée du triomphe de vos ennemis, sont confondus et tremblans. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dissimuler; vous n'avez rien fait, puisqu'il

vous reste à faire. Ni Turin ni Milan ne sont à vous; les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de Basseville.

» Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne; vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus : les magasins pris à vos ennemis sont nombreux; l'artillerie de siége et de campagne est arrivée. Soldats ! la patrie a droit d'attendre de vous de grandes choses; justifierez-vous son attente ? Les plus grands obstacles sont franchis sans doute, mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il d'entre vous dont le courage s'amolisse ? En est-il qui préféreraient de retourner sur le sommet de l'Apennin ou des Alpes, essuyer patiemment les injures de cette soldatesque esclave ? Non, il n'en est pas parmi les vainqueurs de Montenotte, de Millésimo, de Dégo et de Mondovi, tous brûlent de porter au loin la gloire du peuple français, tous veulent humilier

ces rois orgueilleux qui osaient méditer de vous donner des fers, tous veulent dicter une paix glorieuse et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits; tous veulent en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie.*

» Amis, je vous la promets cette conquête, mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir : c'est de respecter les peuples que vous délivrez, c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se livrent des scélérats suscités par vos ennemis. Sans cela vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux; vous ne seriez pas l'honneur du peuple Français; il vous désavouerait; vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de vos frères morts au combat, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire. Quant à moi, et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait de loi que la

force. Mais investi de l'autorité nationale, fort de la justice, et par la loi, je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes sans courage et sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. Je ferai exécuter à la rigueur le réglement que j'ai fait mettre à l'ordre : Les pillards seront impitoyablement fusillés; plusieurs déjà l'ont été, j'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats de l'armée se sont portés pour faire exécuter les ordres.

» Peuples de l'Italie ! l'armée française vient pour rompre vos chaînes : Le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au devant d'elle : vos propriétés, votre religion et vos usages seront respectés.

» Nous ferons la guerre en ennemis généreux ; et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Cette proclamation, si bien faite pour

augmenter l'enthousiasme du soldat, devait aussi répandre la confiance parmi les peuples de l'Italie à qui depuis long-temps pesait le joug de l'Autriche. Son premier résultat fut d'engager la cour de Turin à solliciter une armistice; des conférences eurent lieu à Chérasco même, et le prince, terrifié à la fin par nos succès et par les progrès que faisaient en Piémont les doctrines révolutionnaires, s'engagea « à rompre avec la coalition, et à envoyer un plénipotentiaire à Paris pour traiter de la paix définitive. Les citadelles de Leva, Coni, Tortone, ou à son défaut Alexandrie, devaient être remises immédiatement à l'armée française, avec leur artillerie et leurs magasins; et les troupes continueraient d'occuper tout le terrain qu'elles avaient conquis. Les routes restaient ouvertes dans toutes les directions entre la France et l'armée; la place de Valenza serait évacuée par les Napolitains et remise aux Français. Enfin les milices seraient licenciées, et les troupes régulières dissé-

minées dans les garnisons éloignées des places occupées par les Français. »

On voit par ces conditions, que le roi s'empressa d'accepter, combien rapidement la face des affaires avait changé entre la France et le Piémont. Murat partit, porteur du traité, de vingt-et-un drapeaux et d'une lettre où Bonaparte disait au directoire :

« ..... Je marche demain sur Beaulieu, je l'oblige à repasser le Pô, je le passe immédiatement après lui, je m'empare de toute la Lombardie; et avant un mois j'espère être sur les montagnes du Tyrol, trouver l'armée du Rhin, et porter de concert la guerre dans la Bavière. Ce projet est digne de vous, de l'armée et des destinées de la France. Si vous n'accordez pas la paix au roi de Sardaigne, vous m'en préviendrez d'avance, afin que, si je suis en Lombardie, je puisse me replier et prendre des mesures. Quant aux conditions de la paix avec la Sardaigne, vous pouvez dicter ce qui vous convient, puis-

que j'ai en mon pouvoir les principales places. Ordonnez que quinze mille hommes de l'armée des Alpes viennent me joindre; cela me fera une armée de quarante-cinq mille hommes, dont il sera possible que j'envoie une partie à Rome. Si vous me continuez votre confiance, et que vous approuviez ces projets, je suis sûr de la réussite; l'Italie est à vous. Vous ne devez pas compter sur une révolution en Piémont; cela viendra..... »

La paix fut signée avec la Sardaigne le 15 mai. L'armée d'Italie, par le traité, occupa les places de Coni et d'Alexandrie; celles de Suze, de la Brunetta, d'Exilles furent démolies. Les deux armées d'Italie et des Alpes se trouvent dès-lors presque sur la même ligne, et l'Autriche, qui tremble d'être bientôt attaquée jusque sur son territoire, concentre tous ses efforts pour défendre Mantoue, véritable clef de l'Italie.

Beaulieu passe le Pô à Valenza le 6, il croit que les Français, à qui le traité de

Pavie cède le pont de Valenza, tenteront de ce côté le passage, les mouvemens que Bonaparte ordonne à Masséna d'exécuter en avant d'Alexandrie, l'entretiennent dans son erreur; il fait sauter le pont et pépare ses moyens de défense. Pendant ce temps, Bonaparte sort de Tortone avec dix bataillons de grenadiers, sa cavalerie et 24 pièces de canon; le 7 mai il arrive à Plaisance à marches forcées, pour surprendre un autre passage sur le Pô. Le général Laharpe a déjà passé le fleuve sur un bac, le 9 le pont est achevé, et l'armée franchit le fleuve, large en cet endroit de deux cent cinquante toises.

Bonaparte écrit alors à Carnot : « Nous avons passé le Pô; la seconde campagne est commencée. Beaulieu est déconcerté, il donne constamment dans les piéges qu'on lui tend : peut-être voudra-t-il donner une bataille. Cet homme a l'audace de la fureur, et non celle du génie. Encore une victoire et nous sommes maîtres de l'Italie. Je vous fais passer vingt tableaux des pre-

miers maîtres, de Corrège et de Michel-Ange. J'espère que les choses vont bien, pouvant vous envoyer une douzaine de millions à Paris. Cela ne vous fera pas de mal pour l'armée du Rhin. »

Le même jour un armistice est signé à Plaisance avec le duc de Parme, qui paie le traité des tableaux et des trésors que Bonaparte fait passer à Paris, ainsi que de seize cents chevaux, des magasins de blé et de fourrage. Le duc de Modène imita bientôt l'exemple du duc de Parme; son frère, le commandeur d'Est, achète la paix moyennant dix millions, payables, deux millions cinq cent mille livres en denrées et munitions de guerre, et sept millions et demi en vingt tableaux de maîtres.

Beaulieu cependant, pour tenter de couvrir Plaisance, avait fait occuper Fombier par huit mille Autrichiens; le général Lannes enlève la place et l'ennemi se retire à Pizzighitone et se retranche près de Lodi; c'est en le poursuivant que le brave

général Laharpe périt par suite d'une fatale méprise.

Le 10, l'armée marcha contre Beaulieu. Ses grenadiers défendirent vaillamment la chaussée de Lodi, mais culbutés, ils se retirèrent en désordre dans la ville, où les Français entrèrent pèle-mêle avec eux. Beaulieu avait formé sa ligne de bataille de l'autre côté de l'Adda, les fuyards le rejoignent, et au moment où les Français vont passer le pont, Beaulieu démasque vingt pièces de canon. Bonaparte oppose un égal nombre de bouches à feu. Cependant on apprend au quartier-général français que dix mille hommes commandés par Colli, s'avancent sur Cassano pour y passer l'Adda : Bonaparte se résout aussitôt de traverser le fleuve et de couper le corps autrichien. La cavalerie passe la rivière au-dessus du pont, et soutenue par une batterie d'artillerie légère, engage l'action sur le flanc droit. En même temps, l'artillerie foudroie les batteries autri-

chiennes, et les grenadiers franchissent le pont au pas de course et s'emparent des pièces. Rompu sur sa ligne, l'armée autrichienne se réfugie à Créma, laissant au pouvoir des Français son artillerie, ses drapeaux et trois mille prisonniers.

Beaulieu, désespéré, abandonne le Milanais, et Bonaparte reçoit à Lodi une députation qui lui apporte les clefs de Milan.

Sur le champ de bataille où il vient de conquérir toute la Lombardie à la République, Bonaparte conçoit de plus vastes projets, et il écrit le 11 à Carnot, directeur de la guerre :

«..... Bientôt il est possible que j'attaque Mantoue. Si j'enlève cette place, rien ne m'arrête plus pour pénétrer dans la Bavière; dans deux décades je puis être au cœur de l'Allemagne. Ne pourriez-vous pas combiner mes mouvemens avec l'opération de vos deux armées? Je m'imagine qu'à l'heure qu'il est, on se bat sur le Rhin; si l'armistice continuait, l'armée d'Italie serait écrasée. Si les deux armées

du Rhin entrent en campagne, je vous prie de me faire part de leur position et de ce que vous espérez qu'elles puissent faire, afin que cela puisse me servir de règle pour entrer dans le Tyrol, ou me borner à l'Adige. Il serait digne de la République d'aller signer le traité de paix, les trois armées réunies, dans le cœur de la Bavière ou de l'Autriche étonnée. Quant à moi, s'il entre dans vos projets que les deux armées du Rhin fassent des mouvemens en avant, je franchirai le Tyrol avant que l'empereur s'en soit seulement douté. »

Ce plan hardi ne fut pas accueilli du Directoire : il sembla même que Carnot vit avec crainte Bonaparte concevoir de si vastes projets. De leur cabinet de Paris, les directeurs étaient accoutumés à faire mouvoir les généraux, à qui ils donnaient des avis, bien loin d'en recevoir d'eux. Une dépêche du 7, adressée au vainqueur de Lodi, était conçue de façon à lui faire comprendre que si ses talens et ses triomphes

honoraient la République, ses projets pouvaient en compromettre le destin. Le Directoire annonçait aussi l'intention de diviser en deux l'armée d'Italie et de confier à Kellermann la garde du Milanais, tandis que Bonaparte agirait sur les côtes de la Méditerranée, à Livourne, à Naples, à Rome. Les pouvoirs confiés aux commissaires Garrau et Salicetti, étaient maintenus par la dépêche, qui recommandait la prompte occupation de Livourne.

La réponse de Bonaparte ne se fit pas long-temps attendre, et prenant vis-à-vis du Directoire le ton qui convient à la supériorité offensée, il écrivit de Lodi :

Au Directoire exécutif.

« Je reçois à l'instant le courrier parti le 18 de Paris. Vos espérances sont réalisées, puisqu'à l'heure qu'il est, toute la Lombardie est à la République. Hier j'ai fait partir une division pour cerner le château de Milan. Beaulieu est à Mantoue

avec son armée; il a inondé tout le pays environnant; il y trouvera la mort, car c'est le plus malsain de l'Italie.

» Beaulieu a encore une armée nombreuse : il a commencé la campagne avec des forces supérieures ; l'empereur lui envoie dix mille hommes de renfort, qui sont en marche. Je crois très-impolitique de diviser en deux l'armée d'Italie; il est également contraire aux intérêts de la République d'y mettre deux généraux différens.

» L'expédition sur Livourne, Rome et Naples, est très-peu de chose : elle doit être faite par des divisions en échelons, de sorte que l'on puisse, par une marche rétrograde, se trouver en force contre les Autrichiens, et menacer de les envelopper au moindre mouvement qu'ils feraient. Il faudra pour cela, non-seulement un seul général, mais encore que rien ne le gêne dans sa marche et dans ses opérations. J'ai fait la campagne sans consulter personne; je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me

concilier avec la manière de voir d'un autre. J'ai remporté quelques avantages sur des forces supérieures, et dans un dénûment absolu de tout, parce que, persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que ma pensée.

» Si vous m'imposez des entraves de toutes espèces, s'il faut que je refère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement, s'ils ont droit de changer mes mouvemens, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens, en partageant vos forces, si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire, je vous le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie.

» Dans la position des affaires de la République en Italie, il est indispensable que vous ayez un général qui ait entièrement votre confiance : si ce n'était pas moi, je ne m'en plaindrais pas, mais je m'emploierais à redoubler de zèle pour mériter

votre estime dans le poste que vous me confieriez. Chacun a sa manière de faire la guerre. Le général Kellermann a plus d'expérience et la fera mieux que moi ; mais tous les deux ensemble nous la ferons fort mal.

» Je ne puis rendre à la patrie des services essentiels, qu'investi entièrement et absolument de votre confiance. Je sens qu'il faut beaucoup de courage pour vous écrire cette lettre ; il serait si facile de m'accuser d'ambition et d'orgueil ! mais je vous dois l'expression de tous mes sentimens, à vous qui m'avez donné dans tous les temps des témoignages d'estime que je ne dois pas oublier.

» Les différentes divisions d'Italie prennent possession de la Lombardie. Lorsque vous recevrez cette lettre, nous serons déjà en route, et votre réponse nous trouvera probablement près de Livourne. Le parti que vous prendrez dans cette circonstance est plus décisif pour les opérations de la campagne, que quinze mille hommes de

renfort que l'empereur enverrait à Beaulieu.

BONAPARTE. »

Cette lettre est datée du 14 mai, et le 15 il faisait à Milan son entrée solennelle. Il vient de parler au Directoire le langage d'un politique, il adresse à ses compagnons le discours d'un soldat législateur :

« SOLDATS !

» Vous vous êtes précipités, comme un torrent, du haut de l'Apennin ; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche.

» Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentimens naturels de paix et d'amitié pour la France.

» Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité.

» L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil, ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour; ces boulevards vantés de l'Italie ont été insuffisans, vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin.

» Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie; vos représentans ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la République. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

» Oui, Soldats! vous avez beaucoup fait....; mais ne vous reste-t-il rien à faire?...Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie?... Mais je vous vois déjà courir aux armes; un lâche repos vous fatigue; les journées perdues pour la gloire

le sont pour votre bonheur.... Hé bien ! partons : nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger.

« Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent !.... l'heure de la vengeance a sonné.

» Mais que les peuples soient sans inquiétude ; nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendans des Brutus, des Scipion, et des grands hommes que nous avons pris pour modèles.

Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain, engourdi par plusieurs siècles d'esclavage : tel est le fruit de vos victoires ; elles feront époque dans la postérité : vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

» Le peuple Français, libre, respecté

du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse, qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six ans : vous rentrerez alors dans vos foyers; et vos concitoyens diront, en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie.*

» BONAPARTE. »

Après tant de travaux, l'armée goûta à Milan quelques instans de repos. Bonaparte s'occupa avec son activité ordinaire d'organiser l'administration, d'établir des dépôts pour les hommes fatigués et les convalescens : Les gardes nationales de toutes les villes de la Lombardie furent mises sur pied, les autorités furent renouvelées, et la domination française se trouve affermie.

Les populations, séduites par la gloire de nos armes, par la justice et la modération du général en chef, montraient à notre armée les dispositions les plus favorables, principalement dans le Piémont et la Lombardie; mais les prêtres et les partisans de

la maison d'Autriche exerçaient une sorte d'influence sur les paysans et la populace des villes; c'est ce qui explique un événement qui, à cette époque, pensa avoir des conséquences funestes.

Bonaparte avait à peine regagné son quartier-général à Lodi, et se disposait à poursuivre Beaulieu, lorsqu'il apprit qu'il venait d'éclater à Pavie une insurrection dont le contre-coup se faisait sentir à Milan. Aussitôt il part à la tête d'une faible division: il arrive le soir même à Milan; le calme y était rétabli. Il continue en hâte sa route sur Pavie. Huit à dix mille paysans s'y étaient réunis; et, dans l'espoir de se joindre à la garnison autrichienne du château de Milan, une avant-garde s'était avancée jusqu'à Binasco. Lannes l'attaque: Binasco est pris, pillé, brûlé. On espérait par là intimider les insurgés de Pavie, mais, au lieu de poser les armes, ils se barricadent dans la ville, et font sonner le tocsin de tous les villages environnans. Bonaparte n'avait avec lui que

quinze cents hommes et six pièces de campagne: les circonstances lui prescrivaient la témérité : il brusqua l'attaque contre une ville de trente mille âmes; les portes furent enfoncées à coups de canon et de haches, les grenadiers entrèrent au pas de charge.

Les paysans gagnèrent la campagne, un grand nombre furent sabrés par la cavalerie. Le désordre était extrême dans la ville, le pillage dura quelques heures; et, quoique cette expédition eût fait plus de peur que de mal, ce fut une leçon sévère pour l'Italie. Bonaparte s'assura de quelques ôtages et fit opérer un désarmement général dans la campagne.

CHAPITRE VI.

SOMMAIRE : Passage du Mincio. — Affaire de Valeggio. — Création des *guides*. — Investissement de Mantoue. — Le roi de Naples demande un armistice.

Juin 1796.

La révolte de Pavie eut ce côté utile, qu'elle fit ouvrir les yeux au Directoire, sur la position vraie de l'armée d'Italie. En effet, le plan conçu par le comité de la guerre, entraînait après lui la perte de la conquête. Kellermann, avec un faible corps de vingt mille hommes, eût été bientôt contraint, soit par la rupture de la paix de la part de la Sardaigne, soit par un soulèvement des habitans, soit par une irruption de l'Autriche, de repasser les Alpes. Bonaparte, de son côté, aventuré dans la péninsule italienne, entre Rome et Naples, se fût trouvé entre l'insur-

rection fanatique de la haute Italie, et le feu des flottes anglaises. Ces puissantes considérations déterminèrent enfin le Directoire à lui écrire le 21 : « Vous paraissez désireux, citoyen général, de continuer à conduire toute la suite des opérations de la campagne actuelle en Italie. Le Directoire a mûrement réfléchi sur cette proposition, et la confiance qu'il a dans vos talens et dans votre zèle républicain, a décidé cette question en faveur de l'affirmative. Le général Kellermann restera à Chambéry, etc. »

Tandis que Bonaparte réprimait l'insurrection de Pavie, l'armée, par les soins de Berthier, opérait un grand mouvement vers le Mincio, et le quartier-général était à Soncino, où l'on n'attendait plus que le général en chef. Aussitôt arrivé, il fit afficher dans Brescia : « C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe, que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses

efforts. Les débris de l'armée ennemie se sont retirés au-delà du Mincio. L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de Venise; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques. La religion, le gouvernement, les propriétés, les usages seront respectés.... Tout ce qui sera fourni à l'armée sera payé en argent, etc.... »

Le sénat Vénitien protesta de sa neutralité, mais la perfidie autrichienne le mit dans la plus cruelle position. Beaulieu demanda le passage par Peschiera pour cinquante mille hommes, et s'empara de la place. Bonaparte rendit Venise responsable de son peu de prévision et de sa faiblesse.

Le point capital pour Beaulieu était de conserver Mantoue; il avait augmenté les fortifications et approvisionné les magasins; son armée, retranchée derrière le Mincio, couvrait la place, et les Français devaient courir de grands dangers en passant le fleuve en présence d'une armée re-

doutable. Bonaparte rendit lui-même compte de cette affaire, une des plus brillantes de la campagne, dans la dépêche suivante, adressée au Directoire :

Au quartier-général de Peschiera, le 13 prairial an IV (1er juin 1796).

« Après la bataille de Lodi, Beaulieu passa l'Adige et le Mincio. Il appuya sa droite au lac Garda, sa gauche sur la ville de Mantoue, et plaça des batteries sur tous les points de cette ligne, afin de défendre le passage du Mincio.

» Le quartier-général arriva le 9 à Brescia ; j'ordonnai au général de division Kilmaine de se rendre, avec quinze cents hommes de cavalerie et huit bataillons de grenadiers, à Dezenzano. J'ordonnai au général Rusca de se rendre, avec une demi-brigade d'infanterie légère, à Salo. Il s'agissait de faire croire au général Beaulieu que je voulois le tourner par le haut du lac, pour lui couper le chemin du Ty-

rol, en passant par Riva. Je tins toutes les divisions de l'armée en arrière, en sorte que la droite, par laquelle je voulais effectivement attaquer, se trouvait à une journée et demie de marche de l'ennemi. Je la plaçai derrière la rivière de Chenisa, où elle avait l'air d'être sur la défensive, tandis que le général Kilmaine allait aux portes de Peschiera, et avait tous les jours des escarmouches avec les avant-postes ennemis, dans une desquelles fut tué le général autrichien Liptay.

» Le 10, la division du général Augereau remplaça à Dezenzano celle du général Kilmaine, qui retrograda à Lonado, et arriva, la nuit, à Castiglione. Le général Masséna se trouvait à Monte-Chiaro, et le général Serrurier à Montze. A deux heures après minuit toutes les divisions se mirent en mouvement, toutes dirigeant leur marche sur Borghetto, où j'avais résolu de passer le Mincio.

» L'avant-garde ennemie, forte de trois à quatre mille hommes et de dix-huit cents

chevaux, défendait l'approche de Borghetto. Notre cavalarie, flanquée par nos carabiniers et nos grenadiers qui, rangés en bataille, la suivaient au petit trot, chargea avec beaucoup de bravoure, mit en déroute la cavalerie ennemie, et lui enleva une pièce de canon. L'ennemi s'empressa de passer le pont et d'en couper une arche : l'artillerie légère engagea aussitôt la canonnade. L'on raccommodait avec peine le pont sous le feu de l'ennemi, lorsqu'une cinquantaine de grenadiers, impatiens, se jettent à l'eau, tenant leurs fusils sur leur tête, ayant de l'eau jusqu'au menton : le général Gardanne, grenadier pour la taille et le courage, était à la tête. Les soldats ennemis croient revoir la fameuse colonne du pont de Lodi : les plus avancés lâchent pied ; on raccommode alors le pont avec facilité, et nos grenadiers, en un instant, passent le Mincio, et s'emparent de Valeggio, quartier-général de Beaulieu, qui venait seulement d'en sortir.

» Cependant les ennemis, en partie en

déroute, étaient rangés en bataille entre Valeggio et Villa-Franca. Nous nous gardons bien de les suivre; ils paraissent se rallier et prendre confiance, et déjà leurs batteries se multiplient et se rapprochent de nous : c'était justement ce que je voulais; j'avais peine à contenir l'impatience, ou, pour mieux dire, la fureur des grenadiers.

» Le général Augereau passa, sur ces entrefaites, avec sa division; il avait ordre de se porter, en suivant le Mincio, droit sur Peschiera, d'envelopper cette place, et de couper les gorges du Tyrol : Beaulieu et les débris de son armée se seraient trouvés sans retraite.

» Pour empêcher les ennemis de s'apercevoir du mouvement du général Augereau, je les fis vivement canonner du village de Valeggio; mais l'ennemi, instruit par ses patrouilles de cavalerie du mouvement du général Augereau, se mit aussitôt en route pour gagner le chemin de Castel-Nuovo : un renfort de cavalerie qui

leur arriva les mit à même de protéger leur retraite. Notre cavalerie, commandée par le général Murat, fit des prodiges de valeur ; ce général dégagea lui-même plusieurs chasseurs que l'ennemi était sur le point de faire prisonniers. Le chef de brigade du 10e. régiment de chasseurs, Leclerc, s'est également distingué. Le général Augereau, arrivé à Peschiera, trouva la place évacuée par l'ennemi.

» Le 12, à la pointe du jour, nous nous portâmes à Rivoli; mais déjà l'ennemi avait passé l'Adige et enlevé presque tous les ponts, dont nous ne pûmes prendre qu'une partie. On évalue la perte de l'ennemi, dans cette journée, à quinze cents hommes et cinq cents chevaux, tant tués que prisonniers. Parmi les prisonniers se trouve le prince de Couffa, lieutenant-général des armées du roi de Naples, commandant en chef la cavalerie napolitaine. Nous avons pris également cinq pièces de canon, dont deux de 12, et trois de 6, avec sept ou huit caissons chargés de mu-

nitions de guerre. Nous avons trouvé à Castel-Nuovo des magasins, dont une partie était déjà consumée par les flammes. Le général de division Kilmaine a eu son cheval blessé sous lui.

» Voilà donc les Autrichiens entièrement expulsés de l'Italie. Nos avant-postes sont sur les montagnes de l'Allemagne. Je ne vous citerai pas tous les hommes qui se sont illustrés par des traits de bravoure; il faudrait nommer tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde; ils jouent et rient avec la mort. Ils sont aujourd'hui parfaitement accoutumés avec la cavalerie dont ils se moquent. Rien n'égale leur intrépidité, si ce n'est la gaîté avec laquelle ils font les marches les plus forcées. Ils servent tour à tour la patrie et l'amour.

» Vous croiriez qu'arrivés au bivouac ils doivent au moins dormir. Point du tout : chacun fait son compte ou son plan d'opérations du lendemain, et souvent on en voit qui rencontrent très-juste. L'autre

jour, je voyais défiler une demi-brigade ; un chasseur s'approcha de mon cheval : Général, me dit-il, il faudrait faire cela. Malheureux ! lui dis-je, veux-tu bien te taire. Il disparaît à l'instant. Je l'ai fait en vain chercher; c'était justement ce que j'avais ordonné que l'on fît. »

Bonaparte.

Un incident bizarre pensa ravir Bonaparte à son armée au moment même de cette victoire, et enlever à la France l'Italie à moitié conquise.

Au bruit du canon, le général autrichien Sebottendorf accourait de Puzzuolo par la rive gauche; sans rencontrer d'obstacles, il arriva à Valeggio. Le général en chef venait de s'y établir. Le piquet d'escorte n'eut que le temps de fermer la porte cochère et de crier aux armes. Bonaparte sauta en hâte sur un cheval et se sauva par les jardins. Masséna arriva alors, et tomba sur ces coureurs ainsi que sur la dision à laquelle ils appartenaient.

Cette échauffourée fit sentir la nécessité d'instituer une garde d'hommes d'élite, chargés de veiller spécialement à la sûreté du général. Le corps des *guides* fut alors créé : Bessière l'organisa et en eut le commandement. L'uniforme fut celui que portèrent plus tard les chasseurs de la garde, dont les guides formèrent le noyau. Cet uniforme était celui que Bonaparte affectionnait le plus; il le portait encore au moment de sa mort.

Mantoue cependant était toujours au pouvoir de l'Autriche; et là était pour nous la possession de l'Italie : tous les efforts de Bonaparte durent donc se concentrer contre cette place. Pour en couvrir le siége, Masséna occupe, dès le 3 juin, Vérone qui commande l'Adige; l'armée était maîtresse des défilés du Tyrol, et le 4 on attaqua les dehors de la place. Ils furent bientôt enlevés. Le général en chef s'empara de Saint-Georges; Augereau de la porte de Cérèse; Serrurier se rendit maître de Roverbella et de Pradella : Serru-

rier, à la tête de huit mille hommes, eut la garde des positions, observa la citadelle de la Favorite, et tint en échec dans la ville quatorze mille Autrichiens.

Le 5 juin, on vit arriver au quartier-général le prince de Belmonte, qui venait demander un armistice pour le roi de Naples. Cet armistice fut signé le même jour. La division de cavalerie napolitaine, composée de deux mille quatre cents chevaux, quitta aussitôt l'armée autrichienne pour rentrer dans son pays. Un plénipotentiaire napolitain fut envoyé à Paris pour y traiter de la paix définitive; et quoique le Directoire eût formé le projet de révolutionner Naples, Rome et la Toscane, il adopta la politique de son général et ratifia le traité.

A ce moment, le général Beaulieu, qui venait d'éprouver tant de désastres, tomba dans la disgrâce, et fut rappelé par la cour de Vienne. Le maréchal Mélas prit par *interim* le commandement de l'armée battue, en attendant que le général Wurmser,

nommé à la place de Beaulieu, arrivât en Italie. Le quartier-général de Mélas fut porté à Trente. Ainsi finit cette campagne, où le général autrichien perdit, en luttant en Italie contre un général de vingt-six ans, toute la réputation qu'il s'était acquise dans le Nord.

CHAPITRE VII.

SOMMAIRE : Insurrection. — Les Barbets. — Excursion à Bologne. — Armistice avec le pape. — Occupation de Livourne. — Les Anglais sont chassés de la Corse. — Visite de Bonaparte à Florence. — Le château de Milan se rend. — Révolte à Lugo. — L'abbé Bonaparte. — L'armée est réunie sur l'Adige.

Juillet 1796.

Tandis que le général Mélas s'occupait de rassembler dans les environs de Trente les débris de l'armée de Beaulieu, Bonaparte plaçait les divisions françaises sur la ligne de l'Adige, de manière à couvrir le siége de Mantoue, ainsi que la basse et la moyenne Italie.

Il apprit alors que le ministre d'Autriche à Gênes avait insurgé les juifs impériaux et organisé des compagnies françaises qui infestaient les routes de la Corniche et du



REVUE.

col de Tende. Déjà plusieurs détachemens français avaient été assassinés par les Barbets, et des bataillons entiers avaient dû se battre plusieurs fois pour joindre l'armée; le mal n'était plus tolérable.

Bonaparte résolut, pour appliquer un remède prompt à ces insurrections, de forcer le pape, qui armait, à signer un armistice, et de chasser la factorerie anglaise de Livourne. Il pouvait entreprendre toutes ces opérations sans rien craindre de l'armée autrichienne, puisque le général Wurmser, qui devait en venir prendre le commandement et y amener un renfort de trente mille hommes, ne pouvait être arrivé sur l'Adige que dans trente ou quarante jours.

En conséquence, le général en chef se rendit d'abord à Milan et y fit ouvrir la tranchée devant la citadelle; il se porta ensuite à Tortone, d'où il dirigea une colonne, sous les ordres de Lannes, contre les juifs impériaux. Lannes entra de vive force dans Arquata, où un détachement

français avait été massacré, fit passer par les armes tous les Barbets réunis, et fit raser le château du marquis Spinola, sénateur génois, principal moteur de tous ces rassemblemens. En même temps l'aide-de-camp Murat se rendait à Gênes, et demandait au sénat l'expulsion des agens de l'Autriche, et spécialement celle de l'ambassadeur Gérola : ces demandes furent accordées, et l'on organisa immédiatement des colonnes génoises pour purger les routes et escorter les convois français.

D'un autre côté, Augereau passait le Pô, et se rendait à Ferrare et à Bologne. Vaubois réunissait sa division à Modène. La présence des troupes françaises électrisait les habitans de ces contrées, qui appelaient à grands cris la liberté : Bologne surtout se fit remarquer par son enthousiasme; tout ce qui n'était pas prêtre endossa l'habit militaire. Partout ce ne fut que fêtes; les troupes françaises recevaient un accueil fraternel. Bonaparte, accompagné de Joséphine, qui l'était venu join-

dre, et dont les grâces et la bonté gagnaient tous les cœurs, traversa au milieu d'une population électrisée, Plaisance, Parme, Reggio, Modène, et s'arrêta à Bologne.

La cour de Rome était dans les plus vives alarmes; elle s'empressa d'envoyer un plénipotentiaire pour solliciter un armistice. Les intentions de Bonaparte n'étaient pas de marcher sur Rome, il accéda aux propositions du pape, et l'armistice fut signé le 23 juin. Le pape s'engagea à envoyer un ministre à Paris, pour y traiter de la paix définitive. Bologne, Ferrare et Ancône restèrent provisoirement entre les mains des Français, et le trésor de Rome versa à celui de l'armée vingt-un millions; les musés durent en outre fournir cent objets d'arts, au choix des commissaires français. Il fut facile de faire sentir aux peuples, qui n'aimaient pas la domination papale, que la paix ne se ferait pas sans garantir leur liberté. Dès qu'ils en eurent la promesse, les gardes nationales s'armèrent.

Après avoir terminé cette importante

opération, qui assurait les flancs de l'armée, Bonaparte passa l'Apennin et rejoignit à Pistoïa la division Vaubois. Le bruit de la marche des Français sur la Toscane allarma le grand-duc Manfredi, qui dépêcha son premier ministre au quartier-général. Il fut bientôt tranquillisé par l'assurance que l'armée ne passerait sur son territoire que pour se rendre à Sienne.

Murat commandait l'avant-garde; il reçut l'ordre, le 29 juin, de tourner brusquement, et d'entrer à Livourne. Il y arriva en huit heures de marches forcées. On espérait d'y surprendre les négocians anglais, qui avaient dans le port cent bâtimens chargés; mais prévenus à temps, ils avaient mis à la voile. L'occupation de Livourne et la destruction de la factorerie anglaise porta toutefois un coup sensible au commerce de la Grande-Bretagne.

Des ordres du directoire avaient enjoint à Bonaparte de prendre des mesures pour arracher la Corse aux Anglais; il s'empressa de réunir à Livourne tous les réfu-

giés corses, et les organisa en un corps qui, fort de sept cents hommes, partit pour Bastia, précédé par des proclamations. La population guerrière des montagnes se souleva contre les Anglais qui, après plusieurs affaires sanglantes, furent contraints d'abandonner l'île, qui demeura à la république.

L'expédition de Livourne terminée, les troupes françaises repassèrent l'Apennin et le Pô, pour rejoindre l'armée sur l'Adige. Deux fois elles traversèrent le grand-duché de Toscane, mais elles observèrent la plus exacte discipline, et dans leur marche se tinrent éloignées de Florence. Bonaparte, invité par le grand-duc à se rendre dans cette ville, y alla sans escorte.

C'est à Florence qu'il reçut, au milieu d'un dîner que le grand-duc lui avait offert, la nouvelle de la prise du château de Milan. Il se trouva alors muni d'assez de bouches à feu pour suivre activement le siége de Mantoue.

Bientôt Bonaparte retourna à Bologne

pour y mettre à profit les heureuses dispositions des habitans. Il dut encore réprimer les excès auxquels s'étaient portés les paysans de Lugo, révoltés contre des détachemens français. Le général Beyraud, envoyé sur les lieux, y trouva une résistance organisée par quatre à cinq mille paysans qui s'étaient enfermés dans la ville. Pris de vive force, Lugo fut livré au pillage.

C'est pendant son excursion à Livourne, que Bonaparte trouva à San-Miniato un vieux parent, l'abbé Bonaparte, qui le traita splendidement, ainsi que tout son état-major. Bonaparte pressa l'abbé de lui demander quelque faveur, mais celui-ci le pria seulement d'obtenir du pape la canonisation d'un certain père Bonaventure Bonaparte, capucin de Bologne, depuis long-temps béatifié. Le général des armées républicaines rit beaucoup de la bonhomie du brave abbé, dont les idées étaient si peu en harmonie avec celles du jour. Il lui promit toutefois de le satisfaire. Plus

tard, l'abbé Bonaparte, qui était fort riche, institua Napoléon son héritier; il était alors empereur et fit présent de cet héritage à un établissement public de la Toscane.

Cependant le moment approchait où les Autrichiens allaient se trouver en mesure de reprendre l'offensive. Bonaparte n'avait cessé de demander au directoire que les armées françaises entrassent en campagne sans délai, afin d'empêcher la diversion que Wurmser pouvait faire en Italie, si on le laissait tranquille sur le Rhin; le Directoire, après avoir promis de faire faire ce mouvement vers le 15 avril, l'avait retardé de plus de deux mois; et lorsque les armées du Rhin commencèrent à se mouvoir, Wurmser était en marche pour l'Italie, emmenant avec lui trente mille hommes de troupes d'élite. On ne parlait partout que des grands préparatifs de l'Autriche, et ses partisans faisaient circuler les bruits les plus alarmans pour l'armée française. Bonaparte suivait tous ces préparatifs, non sans quelque inquié-

tude; et pour assurer ses derrières, il se rendit à Milan et donna une nouvelle activité à l'organisation intérieure de la Lombardie.

Le général Wurmser arriva enfin auprès de Milan : les deux armées réunies formaient, y compris la garnison de Mantoue, un total de quatre-vingt mille hommes, tandis que Bonaparte ne comptait que quarante mille soldats effectifs. Les Autrichiens et leurs partisans ne doutaient pas que l'Italie ne fût délivrée de l'occupation française avant la fin du mois d'août.

L'armée française se réunit sur l'Adige et sur la Chiesa; le moment d'agir était arrivé : Joséphine pleurait en envisageant les dangers que son époux allait braver. Bonaparte la quitta en lui adressant ces paroles prophétiques : *Wurmser va payer cher les pleurs qu'il te fait répandre.*

CHAPITRE VIII.

SOMMAIRE : Wurmser.—Bonaparte lève le blocus de Mantoue.—La campagne de cinq jours. — Affaires de Dezenzano, Salo, Lonado. — Victoire de Castiglione.

Août et sept. 1796.

Wurmser, instruit de la prise du camp retranchée de Mantoue, et du danger que courait cette place, précipita son mouvement offensif. Divisant son armée en trois corps, il dirigea la droite, forte de trente-cinq mille hommes, par la chaussée de la Chiesa ; le centre, composé de quarante mille hommes, déboucha par Montebaldo et occupa tout le pays entre l'Adige et le lac de Guarda ; enfin la gauche, forte de dix à douze mille hommes, ayant avec elle toute l'artillerie, la cavalerie et les bagages, défila sur la chaussée de Roveredo à

Véronne, pour y passer l'Adige et se réunir au centre de l'armée. Le plan de Wurmser se trouvait ainsi à découvert ; il voulait cerner l'armée française qui, d'après ses suppositions, devait se concentrer vers Mantoue.

La position de Bonaparte devenait à chaque instant plus critique. Son armée, si elle avait à lutter contre les forces autrichiennes réunies, ne pouvait résister, à peine était-on un contre trois; mais réunie contre chacun des trois corps ennemis, elle pouvait obtenir des succès. Il fallait par une prompte et habile manœuvre amener un tel résultat: le général en chef prit son parti sur-le-champ, il résolut de déconcerter tous les plans de l'ennemi en prenant lui-même l'initiative.

Serrurier, qui commandait le blocus de Mantoue, reçut l'ordre de brûler ses affûts; de jeter ses poudres à l'eau, d'enclouer ses pièces, d'enterrer ses projectiles, et de venir en toute hâte rejoindre l'armée. Dans la nuit du 31 juillet, il avait obéi, et ses

troupes arrivaient au quartier-général, à Castelnovo.

Ici commence cette suite de victoires que nos soldats nommèrent la campagne de cinq jours: Bonaparte lui-même, dans une dépêche qui servira de modèle aux historiens futurs, rend compte au Directoire de cette suite de combats et de triomphes.

Au quartier-général à Castiglione, le 19 thermidor an IV (6 août 1796).

« Les événemens militaires se sont succédé avec une telle rapidité depuis le 11, qu'il m'a été impossible de vous en rendre compte plus tôt.

» Depuis plusieurs jours, les vingt mille hommes de renfort que l'armée autrichienne du Rhin avait envoyés à l'armée d'Italie étaient arrivés; ce qui, joint à un nombre considérable de recrues et à un grand nombre de bataillons venus de l'intérieur de l'Autriche, rendait cette armée extrêmement redoutable : l'opinion générale

était que bientôt les Autrichiens seraient dans Milan.

» Le 11, à trois heures du matin, la division du général Masséna est attaquée par des forces nombreuses; elle est obligée de céder l'intéressant poste de la Corona. Au même instant une division de quinze mille Autrichiens surprend la division du général Soret à Salo, et s'empare de ce poste important.

» Le général de brigade Guieux, avec six cents hommes de la quinzième demi-brigade d'infanterie légère, se renferme dans une grande maison de Salo, et là brave tous les efforts de l'ennemi, qui le cernait de tous côtés. Le général de brigade Rusca a été blessé.

» Tandis qu'une partie de cette division cernait le général Guieux à Salo, une autre partie descendit sur Brescia, surprit les factionnaires qui s'y trouvaient, fit prisonnières quatre compagnies que j'y avais laissées, quatre-vingts hommes du vingt-cinquième régiment de chas-

seurs, deux généraux et quelques officiers supérieurs qui étaient restés malades.

» La division du général Soret, qui aurait dû couvrir Brescia, fit sa retraite sur Dezenzano. Dans cette circonstance difficile, percé par une armée nombreuse que ces avantages devaient nécessairement enhardir, je sentis qu'il fallait adopter un plan vaste.

» L'ennemi, en descendant du Tyrol par Brescia et l'Adige, me mettait au milieu. Si l'armée républicaine était trop faible pour faire face aux divisions de l'ennemi, elle pouvait battre chacune d'elles séparément, et par ma position je me trouvais entre elles. Il m'était donc possible, en rétrogradant rapidement, d'envelopper la division ennemie descendue de Brescia, la prendre prisonnière et la battre complètement, et de là, revenir sur le Mincio, attaquer Wurmser et l'obliger à repasser dans le Tyrol; mais

pour exécuter ce projet, il fallait dans vingt-quatre heures lever le siége de Mantoue, qui était sur le point d'être pris; car il n'y avait pas moyen de retarder six heures. Il fallait, pour l'exécution de ce projet, repasser sur-le-champ le Mincio, et ne pas donner le temps aux divisions ennemies de m'envelopper. La fortune a souri à ce projet, et le combat de Dezenzano, les deux combats de Salo, la bataille de Lonado, celle de Castiglione en sont les résultats.

» Le 12 au soir, toutes les divisions se mirent en marche sur Brescia; cependant la division autrichienne qui s'était emparée de Brescia était déjà arrivée à Lonado.

» Le 13, j'ordonnai au général Soret de se rendre à Salo pour délivrer le général Guieux, et au général Dallemagne d'attaquer et de reprendre Lonado, à quelque prix que ce fût. Soret réussit complètement à délivrer le général Guieux

à Salo, après avoir battu l'ennemi, lui avoir pris deux drapeaux, deux pièces de canon et deux cents prisonniers.

» Le général Guieux et les troupes sous ses ordres sont restés quarante-huit heures sans pain, et se battant toujours contre les ennemis.

» Le général Dallemagne n'eut pas le temps d'attaquer les ennemis; il fut attaqué lui-même. Un combat opiniâtre, longtemps indécis, s'engagea; mais j'étais tranquille, la brave trente-deuxième demi-brigade était là. En effet, l'ennemi fut complètement battu; il laissa six cents morts sur le champ de bataille, et six cents prisonniers.

» Le 14, à midi, Augereau entra dans Brescia : nous y trouvâmes tous nos magasins, que l'ennemi n'avait pas encore eu le temps de prendre, et les malades qu'il n'avait pas eu le temps d'évacuer.

» Le 15, la division du général Augereau retourna à Monte-Chiaro; Masséna prit position à Lonado et à Ponte San-

Marco. J'avais laissé à Castiglione le général Valette avec dix-huit cents hommes; il devait défendre cette position importante, et par là tenir toujours la division du général Wurmser loin de moi. Cependant le 15 au soir, le général Valette abandonna ce village avec la moitié de ses troupes, et vint à Monte-Chiaro porter l'alarme, en annonçant que le reste de sa troupe était prisonnier; mais, abandonnés de leur général, ces braves gens trouvèrent des ressources dans leur courage, et opérèrent leur retraite sur Ponte San-Marco. J'ai sur-le-champ, et devant sa troupe, suspendu de ses fonctions ce général, qui déjà avait montré très-peu de courage à l'attaque de la Corona.

» Le général Soret avait abandonné Salo; j'ordonnai au brave général Guieux d'aller reprendre ce poste essentiel.

» Le 16, à la pointe du jour, nous nous trouvâmes en présence : le général Guieux, qui était à notre gauche, devait attaquer Salo ; le général Masséna était au

centre et devait attaquer Lonado; le général Augereau, qui était à la droite, devait attaquer par Castiglione. L'ennemi, au lieu d'être attaqué, attaqua l'avant-garde de Masséna, qui était à Lonado; déjà elle était enveloppée, et le général Pigeon prisonnier : l'ennemi nous avait enlevé trois pièces d'artillerie à cheval. Je fis aussitôt former la dix-huitième demi-brigade et la trente-deuxième en colonne serrée, par bataillon; et pendant le temps qu'au pas de charge, nous cherchions à percer l'ennemi, celui-ci s'étendait davantage pour chercher à nous envelopper : sa manœuvre me parut un sûr garant de la victoire. Masséna envoya seulement quelques tirailleurs sur les ailes des ennemis, pour retarder leur marche; la première colonne arrivée à Lonado força les ennemis. Le 15e. régiment de dragons chargea les houlans et reprit nos pièces.

» Dans un instant l'ennemi se trouva éparpillé et disséminé. Il voulait opérer sa retraite sur le Mincio; j'ordonnai à mon

aide-de-camp, chef de brigade, Junot, de se mettre à la tête de ma compagnie des guides, de poursuivre l'ennemi, de le gagner de vitesse à Dezenzano, et l'obliger par là de se retirer sur Salo. Arrivé à Dezenzano, il rencontra le colonel Bender avec une partie de son régiment de houlans, qu'il chargea; mais Junot ne voulant pas s'amuser à charger la queue, fit un détour par la droite, prit en front le régiment, blessa le colonel qu'il voulait prendre prisonnier, lorsqu'il fut lui-même entouré; et après en avoir tué six de sa propre main, il fut culbuté, renversé dans un fossé, et blessé de six coups de sabre, dont on me fait espérer qu'aucun ne sera mortel.

» L'ennemi opérait sa retraite sur Salo : Salo se trouvant à nous, cette division errante dans les montagnes a été presque toute prisonnière. Pendant ce temps Augereau marchait sur Castiglione, s'emparait de ce village; toute la journée il livra et soutint des combats opiniâtres contre

des forces doubles des siennes : artillerie, infanterie, cavalerie, tout a fait parfaitement son devoir, et l'ennemi, dans cette journée mémorable, a été complétement battu de tous les côtés.

» Il a perdu dans cette journée vingt pièces de canon, deux à trois mille hommes tués ou blessés et quatre mille prisonniers, parmi lesquels trois généraux.

» Nous avons perdu le général Beyraud. Cette perte, très-sensible à l'armée, l'a été plus particulièrement pour moi : je faisais le plus grand cas des qualités guerrières et morales de ce brave homme.

» Le chef de la 4e demi-brigade, Pourailler; le chef de brigade du premier régiment d'hussards, Bourgon; le chef de brigade du vingt-deuxième régiment de chasseurs, Marmet, ont également été tués.

» La 4e demi-brigade, à la tête de laquelle a chargé l'adjudant-général Verdier, s'est comblée de gloire.

Le général Domartin, commandant l'ar-

tillerie, a montré autant de courage que de talent.

» Le 17, j'avais ordonné au général Despinois de pénétrer dans le Tyrol par le chemin de Chieso; il devait auparavant culbuter cinq à six mille ennemis qui se trouvaient à Gavardo. L'adjudant-général Herbin eût de grands succès, culbuta les ennemis, en fit un grand nombre prisonniers; mais n'ayant pas été soutenu par le reste de la division, il fut entouré, et ne put opérer sa retraite qu'en se faisant jour au travers des ennemis.

» J'envoyai le général Saint-Hilaire à Salo pour se concerter avec le général Guieux et attaquer la colonne ennemie qui était à Gavardo, pour avoir le chemin du Tyrol libre. Après une fusillade assez vive, nous défîmes les ennemis, et nous leur fîmes dix-huit cents prisonniers.

» Pendant toute la journée du 17, Wurmser s'occupa à rassembler les débris de son armée, à faire arriver sa ré-

serve, à tirer de Mantoue tout ce qui était possible, à les ranger en bataille dans la plaine, entre le village de Scanello, où il appuya sa droite, et la Chiesa, où il appuya sa gauche.

» Le sort de l'Italie n'était pas encore décidé. Il réunit un corps de vingt-cinq mille hommes, une cavalerie nombreuse, et sentit pouvoir encore balancer le destin. De mon côté, je donnai des ordres pour réunir toutes les colonnes de l'armée.

» Je me rendis moi-même à Lonado pour voir les troupes que je pouvais en tirer; mais quelle fut ma surprise, en entrant dans cette place, d'y recevoir un parlementaire qui sommait le commandant de Lonado de se rendre, parce que, disait-il, il était cerné de tous côtés! Effectivement, les différentes vedettes de cavalerie m'annonçaient que plusieurs colonnes touchaient nos grand'gardes, et que déjà la route de Brescia à Lonado était interceptée au pont San-Marco. Je sentis

alors que ce ne pouvait être que les débris de la division coupée qui, après avoir erré et s'être réunis, cherchaient à se faire passage,

» La circonstance était assez embarrassante : je n'avais à Lonado qu'à peu près douze cents hommes; je fis venir le parlementaire : je lui fis débander les yeux; je lui dis que si son général avait la présomption de prendre le général en chef de l'armée d'Italie, il n'avait qu'à avancer; qu'il devait savoir que j'étais à Lonado, puisque tout le monde savait que l'armée républicaine y était; que tous les officiers-généraux et officiers supérieurs de la division seraient responsables de l'insulte personnelle qu'il m'avait faite; je lui déclarai que si sous huit minutes toute sa division n'avait pas posé les armes, je ne ferais grâce à aucun.

» Le parlementaire parut fort étonné de me voir là, et un instant après toute cette colonne posa les armes. Elle était forte de quatre mille hommes, deux pièces de ca-

non, et cinquante hommes de cavalerie : elle venait de Gavardo, et cherchait une issue pour se sauver ; n'ayant pas pu se faire jour le matin par Salo, elle cherchait à le faire par Lonado.

» Le 18, à la pointe du jour, nous nous trouvâmes en présence; cependant il était six heures du matin, et rien ne bougeait encore. Je fis faire un mouvement rétrograde à toute l'armée, pour attirer l'ennemi à nous, du temps que le général Serrurier, que j'attendais à chaque instant, venait de Marcario, et dès-lors tournait toute la gauche de Wurmser. Ce mouvement eut en partie l'effet qu'on en attendait. Wurmser se prolongeait sur sa droite pour observer nos derrières.

» Dès l'instant que nous aperçûmes la division du général Serrurier, commandée par le général Fiorella, qui attaquait la gauche, j'ordonnai à l'adjudant-général Verdière d'attaquer une redoute qu'avaient faite les ennemis dans le milieu de la plaine pour soutenir leur gauche. Je char-

geai mon aide-de-camp chef de bataillon, Marmont, de diriger vingt pièces d'artillerie légère, et d'obliger par ce seul feu l'ennemi à nous abandonner ce poste intéressant. Après une vive canonnade, la gauche de l'ennemi se mit en pleine retraite.

» Augereau attaqua le centre de l'ennemi, appuyé à la tour de Solferino; Masséna attaqua la droite; l'adjudant-général Leclerc, à la tète de la 5e. demi-brigade, marcha au secours de la 4e. demi-brigade.

» Toute la cavalerie, aux ordres du général Beaumont, marcha sur la droite, pour soutenir l'artillerie légère et l'infanterie; nous fûmes partout victorieux; partout nous obtînmes les succès les plus complets.

» Nous avons pris à l'ennemi dix-huit pièces de canon, cent vingt caissons de munitions. Sa perte va à deux mille hommes, tant tués que prisonniers. Il a été dans une déroute complète; mais nos troupes, harassées de fatigue, n'ont pu les poursuivre que l'espace de trois lieues. L'adjudant-

général Frontin a été tué; ce brave homme est mort en face de l'ennemi.

» Voilà donc en cinq jours une autre campagne finie. Wurmser a perdu dans ces cinq jours soixante-dix pièces de canon de campagne, tous ces caissons d'infanterie, douze à quinze mille prisonniers, six mille hommes tués ou blessés, et presque toutes les troupes venant du Rhin. Indépendamment de cela, une grande partie est encore éparpillée, et nous les ramassons en poursuivant l'ennemi. Tous les officiers, soldats et généraux ont déployé dans cette circonstance un grand caractère de bravoure. »

Bonaparte.

CHAPITRE IX.

SOMMAIRE : Affaire de Roveredo.—Primolano. — Combat de Saint-George. — Blocus de Mantoue.

Septembre 1796.

La garnison de Mantoue s'était hâtée, aussitôt la levée du siége, de détruire les travaux qui environnaient la place; mais les revers de Wurmser ramenèrent bientôt les Français sous ses murs. Cette fois on se contenta d'un simple blocus dont le général Sahuguet eut la conduite. Quelques engagemens eurent lieu, et la garnison fut refoulée dans l'enceinte de la ville.

Wurmser, retiré dans le Tyrol, s'y était recruté de vingt mille hommes, et s'apprêtait à marcher au secours de Mantoue en traversant les gorges de la Brenta et le Bassanais; mais Bonaparte, qui avait pé-

nétré son projet, s'empressa de prendre l'offensive, pour battre en détail l'armée autrichienne.

Le quartier-général de Wurmser était encore, au 1er septembre, à Trente, tandis que Davidowich, à la tête de vingt-cinq mille hommes, était à Roveredo : Bonaparte fit mettre en marche, dans la direction de Trente, la gauche de l'armée, commandée par le général Vaubois. Lui-même, à la tête de la réserve de la cavalerie et des divisions Masséna et Augereau, passa l'Adige au pont de Pola, pour remonter la chaussée de la rive gauche.

L'avant-garde de Vaubois trouva le pont de la Farca défendu par le prince de Reuss. Les Autrichiens furent culbutés et poussés jusqu'à leur camp de Mori. Au même instant Masséna chassait devant lui l'avant-garde de Wurmser.

Le 4 septembre, à la pointe du jour, les armées étaient en présence. L'attaque fut terrible, la résistance opiniâtre. Napoléon cependant apercevant quelque hé-

sitation dans la ligne ennemie, commande une charge heureuse qui met les Autrichiens en déroute. Français, Autrichiens entrèrent bientôt pêle-mêle dans Roveredo, et ce ne fut que dans un défilé, où le général Davidowich se trouvait en position avec une réserve, que les troupes de Wurmser purent se rallier. Neuf bataillons, se précipitant en colonne serrée dans ce défilé, abordèrent si impétueusement l'ennemi, que tout fut culbuté, artillerie, infanterie, cavalerie : sept drapeaux, vingt-cinq pièces de canon et sept mille prisonniers furent le résultat de cette action brillante.

Vaubois, de son côté, avait forcé le camp de Mori : l'armée marcha toute la nuit, et le 5, à la pointe du jour, fit son entrée à Trente. Wurmser se trouva ainsi coupé du Trentin et du Tyrol.

Un seul espoir de salut restait alors au vieux maréchal : il se résolut à sortir promptement des gorges pour réunir toutes ses forces et s'avancer sur Vérone, afin de

fermer tous les passages de la Brenta. Mais Bonaparte devine ce projet, et prend sur-le-champ le parti d'aller, à marches forcées, arrêter Wurmser.

Le 6, dès le matin, l'armée française se met en route : il y a vingt lieues de Trente à Bassano, Le 7, les deux avant-gardes se trouvent en présence. Les Autrichiens étaient en position derrière Primolano; il paraissait impossible de les en déposter; mais rien ne pouvait plus résister à l'armée d'Italie : en un moment Primolano fut emporté, ainsi que le fort de Covolo; la double ligne autrichienne fut enfoncée, et la cavalerie lui coupa la chaussée. Cette avant-garde presque entière posa les armes, Bonaparte fit quatre mille prisonniers, prit douze pièces de canon et quantité de caissons. A la nuit l'armée francaise bivouaqua au village de Cismone; Bonaparte y arriva sans suite, sans bagages, épuisé de lassitude et de faim; il partagea la ration d'un soldat.

Wurmser cependant réunissait ses forces à Bassano ; le général Mezasoy, commandant la colonne dirigée sur Mantoue, n'avait pu toutefois le rejoindre encore, lorsque le huit septembre Bonaparte attaqua la ligne autrichienne. En un instant elle fut enfoncée sur tous les points. A trois heures les Francais entraient dans Bassano : on y prit six mille hommes, trente-deux pièces de canon, les drapeaux, les bagages et les équipages de pont.

Wurmser n'avait plus qu'un reste d'armée, et toute communication lui était désormais fermée avec les états héréditaires. Privé de ses équipages de pont, il se trouvait dans l'impossibilité de repasser l'Adige. Il était infailliblement pris avec sa petite armée : mais il apprend que le détachement qui gardait Legnano a évacué cette place et n'a même pas coupé le pont qui s'y trouve. Il s'y porte rapidement, passe l'Adige sans coup férir, et échappe ainsi, par la négligence

ou la lâcheté du commandant de Legnano, à Bonaparte, qui arrivait à Arcole pour le cerner complètement.

Wurmser ne vit plus d'autre moyen, pour échapper aux Français, que de marcher sur Mantoue. On ne pouvait lui opposer dans cette direction que de faibles colonnes; il n'eut pas de peine à obtenir quelques avantages sur elles; le 11 et le 12 sa cavalerie battit deux de nos divisions; la garnison de Mantoue sortit alors de la place pour aller au devant de lui, et toutes ces troupes réunies, au nombre d'environ trente-trois mille hommes, campèrent entre Saint-George et la citadelle, espérant trouver l'occasion de repasser l'Adige et d'occuper de nouveau la campagne. Le 18 l'armée française arriva devant Saint-George. Sa force numérique était à peu près égale à celle de l'ennemi. Le 19 le combat s'engagea vivement; le général Bon, commandant la division d'Augereau que la maladie retenait en arrière, fut chargé par la réserve autri-

chienne et perdit du terrain ; toute la ligne était aux prises, et la victoire flottait incertaine, lorsque Masséna déboucha sur le centre ennemi. Cette manœuvre jeta le désordre dans l'armée autrichienne, qui se jeta en toute hâte dans Mantoue, après avoir perdu trois mille hommes, et onze pièces de canon.

Wurmser, maître du Séraglio, jeta deux jours après un pont sur le Pô, et ravitailla la place. Il se maintint quelques jours dans ses positions ; mais enfin le 1er. octobre le général Kilmaine entra dans le Séraglio, reprit les postes de Pradella et de Cérèse, et bloqua entièrement la place.

L'armée d'Italie n'avait plus d'ennemi à combattre : la troisième armée autrichienne était détruite ; de soixante-dix mille hommes qui la composaient au 1er. juin, il ne restait plus que seize mille hommes arrêtés dans Mantoue avec leur général en chef, et dix mille hommes errans dans le Tyrol sous les ordres de Davidowich et Quasdanowich. Cette armée avait perdu soixante-

quinze pièces de canon, trente généraux et vingt-deux drapeaux. Aussi Bonaparte écrivait-il alors au Directoire :

« L'armée autrichienne a disparu comme un songe, et l'Italie est aujourd'hui tranquille.

» Les peuples de Bologne, de Ferrare, mais surtout celui de Milan, ont, pendant notre retraite, montré le plus grand courage et le plus grand attachement à la liberté. A Milan, tandis que l'on disait que les ennemis étaient à Cassano, et que nous étions en déroute, le peuple demandait des armes, et l'on entendait dans les rues, sur les places, dans les spectacles, l'air martial : « Allons, enfans de la patrie ? »

CHAPITRE X.

SOMMAIRE : Organisation et défense des pays conquis. — Le maréchal Alvinzi remplace Wurmser. — Bataille de la Brenta. — Bataille d'Arcole. — Position respective de la France et de la coalition.

Oct: 1796 à janv. 1797.

L'armée française n'a plus d'ennemis à combattre, mais le soldat, après de si grandes fatigues a besoin de repos. Bonaparte distribue habilement ses forces dans des cantonnemens d'où elles commandent le pays : ainsi Vaubois se retranche sur les bords du Lavisio et occupe Trente; Masséna s'établit à Bassano et surveille le passage de la Piave; Augereau garde l'Adige à Vérone; Kilmaine dirige le blocus de l'imprenable Mantoue : Bonaparte alors revient à Milan.

Après tant de travaux, tant de triomphes, tant de gloire, le général en chef de l'armée d'Italie veut enfin mettre un terme à la guerre, et assurer d'un même coup à la France le prix de ses sacrifices; aux peuples qu'il vient de délivrer du joug avilissant de l'Autriche, des institutions et une patrie. Dans ses lettres au Directoire il le presse de constituer définitivement l'Italie en république : « Il faudrait, dit-il, réunir un congrès à Modène et à Bologne, et le composer des députés des états de Ferrare, Bologne, Modène et Reggio. Il faudrait avoir soin qu'il y eût parmi ces députés des nobles, des prêtres, des cardinaux, des négocians et de tous les états généralement estimés patriotes : 1°. On y arrêterait l'organisation de la légion italienne; 2°. on ferait une espèce de fédération pour la défense des communes; 3°. ils pourraient envoyer des députés à Paris, pour demander leur liberté et leur indépendance. Cela produirait un très-grand effet. Il est indispensable de ne né-

gliger aucun moyen pour répondre au fanatisme de Rome, pour nous faire des amis, et pour assurer nos derrières et nos flancs. »

Ces plans généreux de Bonaparte ne purent recevoir leur exécution; les idées du Directoire étaient en ce point directement opposées aux siennes; il voulait la paix aussi, mais c'était de l'Autriche qu'il prétendait l'obtenir, dût la liberté de l'Italie en être le prix. Cette politique étroite ne put obtenir l'aveu de Bonaparte. « La politique, disait le Directoire, et nos intérêts bien entendus, bien envisagés sainement, nous prescrivent de mettre des bornes à l'enthousiasme des peuples du Milanais, qu'il convient toujours de maintenir dans des sentimens qui nous soient favorables, sans nous exposer à voir prolonger la guerre actuelle par une protection ouverte, et en les encourageant trop fortement à manifester leur indépendance. » Ainsi le Directoire prêtait seulement la liberté à une population dévouée à la France, et se pro-

posait par avance de l'abandonner, si les revers des armées du Rhin l'obligeaient à faire la paix. Au lieu de servir ces vues iniques, Bonaparte assura la tranquillité de l'Italie, fit fortifier Pizzighitone, Reggio et tous les bords de l'Adda. Les bords de l'Adige furent également fortifiés, et les châteaux de Ferrare et d'Urbin, près Bologne, furent mis en état de défense.

Le blocus de Mantoue se continuait avec la plus exacte surveillance, la garnison qui, dans les commencemens, faisait de fréquentes sorties, affaiblie par les pertes et par les maladies, avait cessé ses démonstrations hostiles; on espérait que le manque de vivres se ferait bientôt sentir et que la garnison se verrait forcée de capituler; mais les secours que la place avait tirés de Modène, lors de la levée du siége, l'avaient mise à même de tenir plus long-temps qu'on ne croyait; et l'Autriche qui, prête à se décourager des revers de Beaulieu et Wurmser, venait d'obtenir d'assez considérables succès en Allemagne,

se résolut à tenter de nouveaux efforts pour rétablir ses affaires en Italie.

Le feld-maréchal Alvinzi, détaché de l'armée victorieuse de l'archiduc Charles, avec quarante mille hommes, prit alors le commandement en chef, rallia les débris du corps de Davidowich, et en forma dans le Tyrol un corps de dix-huit mille combattans; lui-même, après avoir occupé le Frioul, porta son quartier-général à Conegliano, derrière la Piave.

Masséna était, à Bassano, opposé à Alvinzi; Vaubois, en position sur le Lavisio, protégeait Trente avec dix mille hommes; Bonaparte était à Vérone avec la cavalerie de réserve et la division Augereau. L'armée française avait reçu un renfort de douze mille hommes; les soldats, pleins d'ardeur, confians dans leur général, attendaient avec impatience le moment de fondre sur les Autrichiens.

Alvinzi avait résolu d'opérer, dans Vérone même, sa jonction avec Davidowich; et de là tous deux devaient marcher vers

Mantoue, déliver Wurmser, et avec leurs quatre-vingt-dix mille soldats écraser la petite armée du général républicain.

Bonaparte, dont la tactique a toujours été de prévenir l'ennemi, s'avança le 6 novembre pour attaquer Alvinzi. Masséna attaqua l'avant-garde, et après un combat obstiné, qui dura quatre heures, la rejeta sur la rive gauche de la Brenta. Bonaparte, de son côté, repoussait sur Bassano tout ce qui lui était opposé. Mais à deux heures du matin la nouvelle lui parvint que la division Vaubois, débordée et pressée par un ennemi supérieur en nombre, avait abandonné la ville de Trente. La sûreté de Vérone se trouvait dès lors compromise; il n'y avait pas à hésiter : Bonaparte abandonna aussitôt son projet de rejeter Alvinzi au-delà de la Piave, pour courir au secours de Vérone; l'armée rétrograda, au grand étonnement des habitans, qui venaient d'être témoins de ses succès, et d'Alvinzi, qui se porta en avant. Arrivé au plateau de Rivoli, Bonaparte,

assemblant la division Vaubois, lui témoigna avec énergie son mécontentement : « Soldats, dit-il, je ne suis pas content de vous : vous n'avez montré ni discipline, ni constance, ni bravoure : aucune position n'a pu vous rallier; vous vous êtes abandonnés à une terreur panique; vous vous êtes laissés chasser de positions où une poignée de braves devait arrêter une armée. Soldats de la 39e. et de la 85e., vous n'êtes pas des soldats français : général chef d'état major, faites écrire sur les drapeaux : *Ils ne sont plus de l'armée d'Italie.* » Ces troupes, qu'il maltraitait, avec raison peut-être, demandèrent tout d'une voix à être placées à l'avant garde, et peu de jours après se couvrirent de gloire et se réhabilitèrent sous les yeux de toute l'armée.

Alvinzi cependant, battu sur la Brenta, se trouvait maître du Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Sa réunion cependant avec Davidowich dépendait de la prise de Vérone : Bonaparte

s'était concentré dans cette place pour s'opposer au passage de l'Adige; et les Autrichiens se plaçant en opposition, ayant leur gauche appuyé au marais d'Arcole, et leur droite au mont Olivetto, parurent attendre qu'on leur présentât la bataille.

Le 11 novembre, l'armée française passa les ponts de Vérone, et culbuta l'avant-garde ennemie. La nuit on prit position au pied de Caldiero. Alvinzi s'était couvert par des redoutes formidables; sa gauche semblait inexpugnable. Masséna jugeant sa droite mal appuyée, l'attaqua à la pointe du jour; le feu s'engagea sur toute la ligne, et se soutint toute la journée, malgré la pluie qui tombait par torrens. L'artillerie française ne pouvait manœuvrer; cette bataille n'eut aucun résultat; les deux armées campèrent sur le terrain; la pluie continua toute la nuit.

Napoléon jugea le lendemain nécessaire de rentrer dans son camp en avant de Vé-

rone; les avant-postes autrichiens s'avancèrent alors, et la position de l'armée française devint vraiment critique. Vaubois avait fait des pertes considérables; aucun renfort n'était arrivé; les autres corps qui s'étaient battus sur la Brenta et à Caldiero ne comptaient plus que treize mille hommes; le sentiment de la supériorité de l'ennemi était dans toutes les têtes; le soldat se plaignait tout haut; Bonaparte cherchait à relever par ses discours et ses ordres du jour le moral des troupes; mais lui-même était plein d'inquiétude : le 14, il terminait ainsi une dépêche au Directoire :

« Toute l'armée est excédée de fatigue et sans souliers : Je l'ai reconduite à Vérone, où elle vient d'arriver.

« Aujourd'hui, 24 brumaire, repos aux troupes; demain, selon les mouvemens de l'ennemi, nous agirons. Je désespère d'empêcher la levée du blocus de Mantoue, qui dans huit jours était à nous. Si ce

malheur arrive, nous serons bientôt derrière l'Adda, et plus loin s'il n'arrive pas de troupes.

» Les blessés sont l'élite de l'armée : tous nos officiers supérieurs, tous nos généraux d'élite sont hors de combat; tout ce qui m'arrive est si inepte ! et ils n'ont pas la confiance du soldat ! L'armée d'Italie, réduite à une poignée de monde, est épuisée. Les héros de Lodi, de Millesimo, de Castiglione et de Bassano sont morts pour leur patrie ou sont à l'hôpital; il ne reste plus aux corps que leur réputation et leur orgueil. Joubert, Lannes, Lanusse, Victor, Murat, Charlot, Dupuis, Rampon, Pigeon, Menard, Chabran, sont blessés; nous sommes abandonnés au fond de l'Italie. La présomption de mes forces nous était utile; on publie à Paris, dans des discours officiels, que nous ne sommes que trente mille hommes.

» J'ai perdu dans cette guerre peu de monde, mais tous des hommes d'élite qu'il est impossible de remplacer. Ce qui me

reste de braves voit la mort infaillible, au milieu de chances si continuelles et avec des forces si inférieures. Peut-être l'heure du brave Augereau, de l'intrépide Masséna, de Berthier, de..:. est près de sonner : alors ! alors ! que deviendront ces braves gens ? Cette idée me rend réservé ; je n'ose plus affronter la mort, qui serait un sujet de découragement et de malheur pour qui est l'objet de mes sollicitudes.

» Sous peu de jours nous essaierons un dernier effort : si la fortune nous sourit, Mantoue sera pris, et avec lui l'Italie. Renforcé par mon armée de siége, il n'est rien que je ne puisse tenter. Si j'avais reçu la 83e., forte de trois mille cinq cents hommes connus à l'armée, j'eusse répondu de tout ! Peut-être, sous peu de jours, ne sera-ce pas assez de quarante mille hommes. »

Ce dernier effort qu'il va tenter, c'est une conception toute de génie : il va sauver son armée, anéantir ses ennemis, et assurer enfin à la république cette Italie

qui a déjà coûté tant d'efforts et de sang, et qui était sur le point de lui échapper.

Le 14 novembre au soir, le camp de Vérone prend les armes; trois colonnes traversent silencieusement la ville, et vont se former sur la rive droite de l'Adige. L'heure du départ, la direction, le silence, tout avertit le soldat; l'anxiété se peint sur toutes les figures : c'est une retraite que l'armée d'Italie opère devant les vainqueurs de Caldiero. Ainsi le siége de Mantoue est levé ! l'Italie est perdue ! les habitans suivent, le cœur serré, les mouvemens de cette armée qui emporte avec soi toutes leurs espérances ; la nuit ajoute encore à cette scène de tristesse. Quinze cents hommes restent seulement dans Vérone, sous les ordres du général Kilmaine, en ferment les portes, et interdissent toute communication avec la rive gauche de l'Adige, afin de laisser l'ennemi dans l'ignorance des mouvemens de l'armée.

Tout-à-coup, au lieu de suivre la route de Peschiera, Bonaparte tourne brusque-

ment à gauche; avant le jour l'armée est au village de Ronco, où le colonel Andréossy vient de jeter un pont : par un simple à gauche, l'armée se trouve sur l'autre rive. Officiers et soldats commencent à comprendre l'intention du général en chef; il veut tourner Caldiero; dans l'impossibilité de lutter en plaine, il porte son champ de bataille sur des chaussées où le courage doit l'emporter sur le nombre; l'espoir rentre dans tous les cœurs, la bataille va s'engager sous les plus heureux auspices, et tout peut rendre la confiance à Bonaparte : mais laissons-le lui-même raconter sa victoire dans une lettre postérieure de cinq jours à celle si étrangement empreinte de découragement et d'espérance.

Au quartier-général de Vérone, le 29 brumaire an V (19 novembre 1796).

Au Directoire exécutif.

« Je suis si harassé de fatigue, citoyens

directeurs, qu'il ne m'est pas possible de vous faire connaître tous les mouvemens militaires qui ont précédé la bataille d'Arcole, qui vient de décider du sort de l'Italie.

» Informé que le feld-maréchal Alvinzi, commandant l'armée de l'empereur, s'approchait de Vérone, afin d'opérer sa jonction avec les divisions de son armée qui sont dans le Tyrol, je filai le long de l'Adige avec les divisions Augereau et Masséna; je fis jeter, dans la nuit du 24 au 25, un pont de bateaux à Ronco, où nous passâmes cette rivière: j'espérais arriver dans la matinée à Villa-Nova, et par là enlever les parcs d'artillerie de l'ennemi, ses bagages, et attaquer l'armée ennemie par le flanc et ses derrières. Le quartier-général du général Alvinzi était à Caldiero; cependant l'ennemi, qui avait eu avis de quelques mouvemens, avait envoyé un régiment de croates et quelques régimens hongrois dans le village d'Arcole;

extrêmement fort par sa position, au milieu de marais et de canaux.

» Ce village arrêta l'avant-garde de l'armée pendant toute la journée. Ce fut en vain que les généraux, sentant toute l'importance du temps, se jetèrent à la tête pour obliger nos colonnes de passer le petit pont d'Arcole: trop de courage nuisit; ils furent presque tous blessés: les généraux Verdier, Bon, Verne, Lannes, furent mis hors de combat. Augereau, saisissant un drapeau, le porta au-delà du pont; il resta là plusieurs minutes sans produire aucun effet. Cependant il fallait passer ce pont, ou faire un détour de plusieurs lieues, qui nous aurait fait manquer toute notre opération: je m'y portai moi-même; je demandai aux soldats s'ils étaient encore les vainqueurs de Lodi; ma présence produisit sur les troupes un mouvement qui me décida encore à tenter le passage. Le général Lannes, blessé déjà de deux coups de feu, retourna et reçut une troisième

blessure plus dangereuse ; le général Vignolle fut également blessé. Il fallut renoncer à forcer de front ce village, et attendre qu'une colonne commandée par le général Guieux, que j'avais envoyée par Albarretto, fût arrivée. Elle n'arriva qu'à la nuit, s'empara du village, prit quatre pièces de canon et fit quelques centaines de prisonniers. Pendant ce temps-là, le général Masséna attaquait une division que l'ennemi faisait filer sur notre gauche; il la culbuta et la mit dans une déroute complète.

» On avait jugé à propos d'évacuer le village d'Arcole, et nous nous attendions, à la pointe du jour, à être attaqués par toute l'armée ennemie, qui se trouvait avoir eu le temps de faire filer ses bagages et ses parcs d'artillerie, et de se porter en arrière pour nous recevoir.

» A la petite pointe du jour, le combat s'engagea partout avec la plus grande vivacité. Masséna, qui était sur la gauche, mit en déroute l'ennemi et le poursuivit

jusqu'aux postes de Caldiero. Le général Robert, qui était sur la chaussée du centre, avec la 65e, culbuta l'ennemi à la baïonnette et couvrit le champ de bataille de cadavres. J'ordonnai à l'adjudant Vial de longer l'Adige avec une demi-brigade, pour tourner toute la gauche de l'ennemi; mais ce pays offre des obstacles invincibles ; c'est en vain que ce brave adjudant-général se précipite dans l'eau jusqu'au cou, il ne peut pas faire une diversion suffisante. Je fis, pendant la nuit du 26 au 27, jeter des ponts sur les canaux et les marais : le général Augereau y passa avec sa division. A dix heures du matin nous fûmes en présence : le général Masséna à la gauche, le général Robert au centre, le général Augereau à la droite. L'ennemi attaqua vigoureusement le centre, qu'il fit plier. Je retirai alors la 32e de la gauche ; je la plaçai en embuscade dans le bois, et au moment où l'ennemi, poussant vigoureusement le centre, était sur le point de tourner notre droite, le général Gardanne

sortit de son embuscade, prit l'ennemi en flanc et en fit un carnage horrible. La gauche de l'ennemi, étant appuyée à des marais, et par la supériorité du nombre, imposait à notre droite: j'ordonnai au citoyen Hercule, officier de mes guides, de choisir vingt-cinq hommes dans sa compagnie, de longer l'Adige d'une demi-lieue, de tourner tous les marais qui appuyaient la gauche des ennemis, et de tomber ensuite au grand galop sur le dos de l'ennemi en faisant sonner plusieurs trompettes. Cette manœuvre réussit parfaitement; l'infanterie ennemie se trouva ébranlée: le général Augereau sut profiter du moment. Cependant elle résiste encore, quoiqu'en battant en retraite, lorsqu'une petite colonne de huit à neuf cents hommes, avec quatre pièces de canon que j'avais fait filer par Porto-Legnago pour prendre une position en arrière de l'ennemi et lui tomber sur le dos, acheva de la mettre en déroute. Le général Masséna, qui s'était reporté au centre, marcha droit au village d'Arcole,

dont il s'empara, et poursuivit l'ennemi jusqu'au village de San-Bonifacio; mais la nuit nous empêcha d'aller plus avant.

» Le fruit de la bataille d'Arcole est quatre à cinq mille prisonniers, quatre drapeaux, dix-huit pièces de canon. L'ennemi a perdu au moins quatre mille morts et autant de blessés. Outre les généraux que j'ai nommés, les généraux Robert et Gardanne ont été blessés. L'adjudant-général Vaudelin a été tué. J'ai eu deux de mes aides-de-camp tués, les citoyens Elliot et Muiron, officiers de la plus grande distinction; jeunes encore, ils promettaient d'arriver un jour avec gloire aux premiers postes militaires. Notre perte, quoique très-peu considérable, a été très-sensible, en ce que ce sont presque tous nos officiers de distinction.

» Cependant le général Vaubois a été attaqué et forcé à Rivoli, position importante qui mettait à découvert le blocus de Mantoue. Nous partîmes, à la pointe du jour, d'Arcole. J'envoyai la cavalerie sur

Vicence à la poursuite des ennemis, et je me rendis à Vérone, où j'avais laissé le général Kilmaine avec 3,000 hommes.

» Dans ce moment-ci, j'ai rallié la division Vaubois; je l'ai renforcée, et elle est à Castel-Novo. Augereau est à Vérone; Masséna sur Villa-Nova.

» Demain j'attaque la division qui a battu Vaubois; je la poursuis jusque dans le Tyrol, et j'attendrai alors la reddition de Mantoue, qui ne doit pas tarder quinze jours. L'artillerie s'est comblée de gloire.

» Les généraux et officiers de l'état-major ont montré une activité et une bravoure sans exemple; douze ou quinze ont été tués; c'était véritablement un combat à mort : pas un d'eux qui n'ait ses habits criblés de balles. »

Cette bataille avait duré trois jours. Le soldat avait repris son assurance : aussi Bonaparte, au lieu de se reposer à Vérone, s'acharna à la poursuite de l'ennemi sur la route de Vicence, et l cavalerie lui fit perdre beaucoup de monde. Al-

vinzi se retira à marches forcées sur Montebello. Cette manœuvre donnait quelques jours d'avance à l'armée française : Bonaparte la porta sur Vérone, pour de là aller attaquer dans le Tyrol le général Davidowich.

L'armée d'Italie rentra victorieuse dans cette ville, par la porte de Vénise, trois jours après en être sortie mystérieusement par la porte de Milan. L'étonnement et l'enthousiasme des habitans étaient au comble ; ils reçurent nos soldads comme des frères. Mais Bonaparte ne voulait s'arrêter que quelques momens à Vérone ; l'armée passa l'Adige et joignit Vaubois à Rivoli. Augereau attaqua Dolce, fit quinze cents prisonniers, et rejeta Davidowich dans le Tyrol, et Masséna fit sa jonction avec Vaubois, à Castel-Novo, où ce général avait été refoulé par Davidowich, le troisième jour de la bataille d'Arcole.

Après ces glorieux faits d'armes, l'armée épuisée de fatigue avait besoin de quelque repos ; le général en chef la dis-

tribua dans de sûrs cantonnemens, et lui-même il retourna à Milan. De là sa correspondance avec le Directoire reprit toute son activité. Brûlant de profiter des circonstances favorables que la fortune lui présentait comme à plaisir, il pressait chaque jour le comité de la guerre de lui envoyer des renforts, et exposant avec énergie la position de sa petite armée, terminait ainsi une de ses dépêches :

« Il a fallu du bonheur et du bien joué pour vaincre Alvinzi. Comment espérer vaincre, avec les mêmes troupes, Alvinzi, renforcé de trente à trente-cinq mille hommes, tandis que nous n'avons encore reçu que trois mille hommes?

» La guérison de nos malades est sûrement un avantage, mais les malades de Wurmser se guérissent aussi dans Mantoue.

» Vous m'annoncez dix mille hommes de l'Océan et dix mille hommes du Rhin; mais rien de cela n'arrive : il y a cependant six décades de votre annonce. On dit même

que la tête de cette colonne de l'Océan a rétrogradé.

» Il paraît, d'après une lettre de l'empereur, qu'une lutte se prépare pour janvier ; faites au moins que les secours qui devaient arriver contre Alvinzi, et dont la victoire d'Arcole nous a mis à même de nous passer, arrivent actuellement, sans quoi vous sacrifiez l'armée la plus attachée à la constitution, et qui, quels que soient les mouvemens que se donnent les ennemis de la patrie, sera attachée au gouvernement et à la liberté, avec le même zèle et la même intrépidité qu'elle a mis à conserver l'Italie à la république.

» Enfin, citoyens directeurs, l'ennemi retire ses troupes du Rhin pour les envoyer en Italie; faites de même, secourez-nous : il n'y aura jamais que la disproportion trop marquée des ennemis qui pourra nous vaincre. Nous ne vous demandons que des hommes; nous nous procurerons le reste avec d'autant plus de facilité, que nous serons plus nombreux. »

Le Directoire ne se hâtait cependant pas de renforcer l'armée de Bonaparte, et le mettait dans l'impossibilité de poursuivre ses avantages: était-ce faiblesse, était-ce indécision, était-ce plutôt espoir de conclure la paix, le général l'ignorait, et le découragement se mettait dans ses troupes, peu habituées à cette inaction.

Pendant ce repos de l'armée d'Italie, deux grands événemens arrivés coup sur coup, paraissaient devoir changer la face des affaires politiques en Europe! d'une part, Catherine, cette constante alliée de la coaliation, mourait d'une attaque d'apoplexie, à la veille de signer un traité d'alliance et de subsides avec l'Angleterre, et son fils Paul Ier affectait des opinions favorables aux intérêts de la France; d'un autre côté, lord Malmesbury, après six mois d'inutiles conférences, était congédié par le Directoire, et le 24 novembre une flotte appareillait de Brest pour transporter une armée en Irlande sous les ordres de Hoche. Une tempête dispersa malheureu-

sement cette flotte, qui devait arracher à l'Angleterre sa plus belle province, et en former contre elle une puissance politique et maritime.

A cette époque aussi, le général Clarke reçut du Directoire des pouvoirs pour traiter de la paix avec Alvinzi : la cour de Vienne éluda cette négociation, qui n'eut d'autre résultat que de traîner les affaires en longueur et de donner à Alvinzi qui, après la bataille d'Arcole s'était retiré sur la Brenta, le temps de recevoir des renforts du Rhin et de l'intérieur de l'Autriche.

L'armée française reçut vers la fin de décembre de légers renforts, mais à peine compensaient-ils les pertes d'Arcole et du blocus de Mantoue. On comptait en tout quarante-trois mille hommes, dont trente-un mille seulement à l'armée d'observation sur l'Adige. L'armée autrichienne se proposait d'opérer sur deux points distincts : le premier était celui de Vérone; l'autre le bas Adige. Le quartier-général

d'Alvinzi était à Roveredo ; ce général comptait quarante-cinq mille soldats : Provera commandait à Padoue une autre armée de vingt mille hommes.

Le pape, dont la perfidie avait rompu les négociations, dirigeait contre nous cinq mille hommes, sans compter cette immense population fanatique des états romains, qui n'attendait qu'un avantage des forces autrichiennes pour voler au meurtre et au pillage, sous l'abri des armes spirituelles.

La position de Bonaparte est de la plus grande gravité. Il a trois semaines pour vaincre ou périr : il faut que le coq républicain volé de victoire en victoire, depuis la chaîne du Tyrol jusqu'au Capitole ; Mantoue doit tomber ; et les trente mille soldats de l'armée d'Italie vont succomber, s'ils n'écrasent pas quatre-vingt mille soldats aguerris, et s'ils n'imposent pas par la victoire au poignard d'une nation agitée de haine et de superstition.

CHAPITRE XI.

SOMMAIRE : Combat de Saint-Michel.—Bataille de Rivoli. — Combat de Saint-George. — Bataille de Legnano.—Reddition de Mantoue.

Janv. 1797.

Cette nouvelle campagne commença le 12 janvier. Masséna, attaqué à Saint-Michel par une division de Provera, la culbuta et lui fit neuf cents prisonniers : Bonaparte, au premier bruit du canon, s'était mis en route, il arriva sur la fin de l'action.

Par une habile politique il avait profité de ses deux mois de repos pour organiser plusieurs bataillons d'Italiens; il les fit camper sur les frontières de la Transpadane, avec trois mille Français tirés de Bologne, et les opposant ainsi à l'armée pontificale, les commit à la défense de leurs propres frontières.

Dans la nuit du 13, Bonaparte fit concentrer toutes ses troupes sur Rivoli : la division Augereau seule fut dirigée sur le bas Adige pour disputer le passage de ce fleuve au général Provera.

A deux heures du matin, Bonaparte était sur le plateau de Rivoli : il fit engager par Joubert la fusillade avec une des colonnes ennemies; au point du jour celle-ci était repoussée. Une seconde colonne pressa sa marche vers le plateau; en moins d'une heure Masséna la rompit; une troisième courut au secours de celle engagée; mais l'artillerie française la mitrailla, et la cavalerie chargeant au même instant, culbuta tout ce qui s'opposait à son attaque, dans le ravin. Infanterie, artillerie, cavalerie, tout fut pris. La quatrième colonne autrichienne se déployait en ce moment sur les hauteurs de Pipolo, croyant avoir tourné l'armée française. Il n'était plus temps; elle n'arriva que pour être témoin des désastres des trois colonnes qui l'avaient précédée. Mitraillée, débordée, elle

fut dispersée et détruite à son tour. Le reste de l'armée d'Alvinzi devint inutile : il opéra sa retraite par l'Escalier et perdit beaucoup de monde. La bataille de Rivoli fut une des plus chaudes de la campagne; Bonaparte, entouré plusieurs fois, eut deux chevaux tués sous lui. Il prit à l'ennemi sept mille prisonniers, douze pièces de canon et huit drapeaux.

Cependant, le même jour, le général Provera, avec ses vingt mille hommes, avait passé l'Adige près de Legnano : il croyait arriver à Mantoue, battre les sept mille hommes de Serrurier, et échapper à Bonaparte, qu'il savait occupé à Rivoli : à deux heures seulement, au fort de la bataille, Bonaparte apprend par une dépêche d'Augereau la marche de Provera. Son parti est arrêté aussitôt : il laisse à Masséna, à Murat, à Joubert, le soin de poursuivre Alvinzi, et prenant avec lui quatre demi-brigades, se met en marche sur Mantoue.

De Rivoli à Mantoue, on compte treize

lieues; Provera a vingt-quatre heures d'avance : Bonaparte force en vain sa marche; il est probable que Provera va lui faire perdre tout le fruit de sa victoire en se joignant aux vingt mille hommes de Wurmser. En effet, au moment où les Français arrivent à Roverbella, Provera vient de se présenter devant Saint-George. Bonaparte frémit : il sait que Saint-George, ce faubourg de Mantoue, n'a qu'une très-faible garnison, et qu'un fossé seul le défend : le brave Miollis, d'ailleurs, qui occupe Saint-George avec quinze cents hommes, est bien loin de craindre une attaque du côté de l'Adige, où se trouve Augereau : il n'observe que le côté de Mantoue.

Provera s'avance avec précaution : il se fait éclairer par des hussards couverts de manteaux semblables à ceux de nos hussards Berchini. Déjà ceux-ci vont franchir la barrière. Miollis et ses soldats sont perdus : le coup-d'œil d'un sergent les sauve. Il voit approcher ces hussards; il remarque que leurs manteaux sont neufs; ceux

de Berchini ont fait la campagne. Il pousse la barrière, saisit un tambour et donne l'alarme. Miollis accourt, et, quoique Provèra attaque le faubourg de tous les côtés à la fois, ses quinze cents braves se défendent toute la journée, et donnent le temps au général en chef d'arriver à leur secours.

Provera cependant est parvenu à communiquer avec le maréchal Wurmser, et ils ont concerté leurs opérations du lendemain.

Le 16 janvier, dès que le jour paraît, Wurmser sort de Mantoue à la tête de la garnison, et prend position à la Favorite. Bonaparte avait, dans la nuit, placé sa division de manière à empêcher la jonction de cette garnison avec le corps de Provera. Serrurier avec les troupes du blocus, attaque Wurmser, et le général en chef marche contre l'armée de secours. C'est à cette bataille que la 55me. demi-brigade acquit le nom de la *terrible*, en abordant la ligne autrichienne, et en renversant tout ce qui tenta de lui résister.

Au bout de quelques heures la garnison

était rejetée dans la place, et Provera, forcé de poser les armes, signait une capitulation. Deux mille hommes seulement parvinrent à s'échapper.

Le même jour, du côté de Rivoli, Joubert battait Alvinzi et lui prenait sept mille hommes. Les troupes françaises occupèrent aussitôt Trente, Bassano et Trévise. Les débris de l'armée autrichienne ne trouvèrent d'abri que derrière la Piave, ou au milieu des neiges du Tyrol.

En vingt jours l'Autriche venait de perdre trente-cinq mille hommes, dont vingt-cinq mille prisonniers ; soixante pièces de canon et vingt-quatre drapeaux.

Mantoue, le constant objet des efforts des Français, le boulevard de l'Italie, ne pouvait tenir long-temps, abandonnée à ses propes ressources. On savait que la garnison était réduite à demi-ration. Wurmser tint pourtant encore tout le mois de janvier. Bonaparte lui fit en vain connaître le résultat de cette campagne de huit jours, et le somma de se rendre. Ce

ne fut que lorsqu'il ne lui restait plus que trois jours de vivres, qu'il envoya le général Klénau au quartier-général, pour connaître les conditions qu'on lui ferait. Bonaparte, respectant l'âge, la bravoure et les malheurs de Wurmser, usa envers lui des procédés les plus généreux, et lui accorda au-delà de tout ce qu'il pouvait espérer. Vingt mille hommes, dont douze mille combattans; trente-quatre généraux, ainsi que tout l'état-major du maréchal, défilèrent devant le général Serrurier. Bonaparte n'avait pas voulu assister à ce spectacle si flatteur : après avoir dicté les conditions de la capitulation; il avait écrit à Wurmser : « Voilà les conditions que je vous accorde si vous ouvrez vos portes demain : si vous tardez quinze jours, un mois, deux mois, vous aurez toujours les mêmes conditions; vous pouvez attendre jusqu'à votre dernier morceau de pain. Je pars à l'instant pour passer le Pô, et je marche sur Rome..... »

Wurmser, vivement touché des procé-

dés de son vainqueur, lui écrivit pour lui exprimer toute sa reconnaissance; il lui fit même offrir de passer le Pô à Mantoue; mais Bonaparte refusa et partit voulant éviter au vieux maréchal la douleur de remettre son épée aux mains d'un vainqueur de vingt-sept ans. Quelques jours plus tard Wurmser le fit prévenir d'une trame d'empoisonnement ourdie près de Rome, contre ses jours. Il dut ainsi la vie à celui dont il avait triomphé tant de fois, mais dont sa générosité avait su lui faire un ami.

Ce fut après la reddition de Mantoue que Bonaparte envoya au Directoire les drapeaux pris à l'ennemi dans ces mémorables campagnes. Le général Bessières, commandant des guides, en présenta soixante-onze pris sur les champs de bataille, et le général Augereau en apporta soixante trouvés dans Mantoue. La vue de ces trophées excita en France de vifs transports d'admiration pour l'armée d'Italie, et pour le jeune général qui l'avait si constamment conduite à la victoire.

CHAPITRE XII.

SOMMAIRE : Marche sur Rome. — Passage du Senio. — Prise de Faenza. — Fuite de Colli. — Ancône. — La madone. — Traité de Tolentino.

Février 1797.

Un traité d'armistice signé à Bologne dans le courant du mois de juin 1796, entre le général Bonaparte et le marquis Gnudi, plénipotentiaire du pape Pie VI, avait été ratifié le 27 du même mois par sa sainteté; et depuis lors l'ambassadeur de France à la cour de Rome, le citoyen Cacault, ne cessait de se plaindre de la non exécution de ce traité. Liée avec l'Autriche, Rome, dont le cardinal Busca dirigeait la politique, avait armé et équipé plusieurs régimens, et les avait placés sous les ordres du général autrichien Colli. Bonaparte, occupé contre Wurmser et Alvinzi,

avait dissimulé tant d'outrages, et le pape, prenant sa temporisation pour de la faiblesse, encouragé d'ailleurs par le ravitaillement de Mantoue et l'arrivée des renforts du Rhin, avait publié un manifeste où après avoir déclaré que *toute négociation de paix était incompatible avec la religion catholique*, « il enjoignait aux évêques, » aux curés, aux magistrats, et à toute » autre personne en place, d'encourager » les peuples qui dépendaient d'eux, à » prendre les armes, et de les exciter » même au son du tocsin. »

La reddition de Mantoue mit enfin le général en chef de l'armée d'Italie à même de tirer de ces perfidies une vengeance éclatante : il ordonna au ministre Cacault de se retirer à Florence, et se mit aussitôt en mesure d'envahir les états Romains : la nouvelle campagne ne devait être ni longue ni glorieuse; les troupes du pape étaient peu formidables; mais il était temps que le saint-siége payât ses trahisons du prix d'une partie de ses trésors.

Le lendemain même de la capitulation de Mantoue, le 3 février, le général Victor passa le Pô et se rendit à Bologne : le général en chef arriva lui-même dans cette ville, et ne répondit aux déclamations que le pape publiait chaque jours, que par cette courte proclamation : L'armée française va entrer sur le territoire du pape ; elle sera fidèle aux maximes qu'elle professe : elle protégera la religion et le peuple. Le soldat français porte d'une main la baïonnette, sûr garant de la victoire, et de l'autre le rameau d'olivier, symbole de la paix et gage de sa protection. Malheur à ceux qui, séduits par des hommes profondément hypocrites, attireront sur leurs maisons la vengeance d'une armée qui, en six mois, a fait cent mille prisonniers des meilleures troupes de l'empereur, pris quatre cents pièces de canon de bataille, cent dix drapeaux, et détruit cinq armées. »

L'armée n'était forte que de neuf mille hommes. Bonaparte lui rendit compte,

par l'ordre du jour suivant, des motifs qui le forçaient d'entreprendre cette expédition :

« 1° Le pape a refusé d'observer les conditions de l'armistice qu'il avait conclu; 2° la cour de Rome n'a pas cessé d'armer et d'exciter les peuples à la croisade, par ses manifestes; 3° elle a entamé des négociations hostiles contre la France avec la cour de Vienne; 4° le pape a confié le commandement de ses troupes à des officiers-généraux envoyés par la cour de Vienne; 5° il a refusé de répondre aux demandes officielles qui lui ont été faites par le citoyen Cacault, ministre de la république française; 6° le traité d'armistice a été rompu et violé par la cour de Rome, etc. ».

Les Français se trouvaient en présence de l'armée du pape, placée sur la rive droite du Senio : le 4, à cinq heures du matin, Bonaparte fit mouvoir l'avant-garde, sous les ordres de Lannes. Elle passa la rivière à gué, et, à la pointe du

jour, se trouva rangée en bataille sur les derrières de l'armée papale. Le général Lahoz traversa le pont en colonne serrée : en un moment cette multitude, armée par le cardinal Busca, fut dans une déroute complète; artillerie, bagages, tout fut pris. Quelques moines fanatiques se firent sabrer, le crucifix à la main; la troupe de ligne fut faite prisonnière.

Aussitôt Victor marcha sur Faenza : les portes étaient barricadées, et le peuple insultait et provoquait les Français avec une fureur qui tenait du délire. Il fallut briser les portes et entrer de vive force dans la ville. Les soldats demandaient que Faenza fût livrée au pillage; le général en chef s'y opposa. Il fit rassembler tous les prisonniers dans le jardin d'un couvent. Ces malheureux se croyaient perdus; Bonaparte leur accorda la vie et même la liberté : il méprisait trop cette populace fanatisée pour la retenir prisonnière.

Les prisonniers faits au combat de Se-

nio furent aussi, pour la plupart, rendus à la liberté; les officiers appartenaient aux premières familles de Rome; Bonaparte les renvoya dans leurs foyers, en les assurant de sa ferme résolution de protéger l'Italie et le Saint-Père. Ces officiers, touchés de sa générosité, répandirent de tous côtés les proclamations dont il les chargea; et, grâces à leurs efforts, le peuple des états romains devint bientôt favorable aux Français, qui furent reçus avec des démonstrations de joie à Forli, à Césène, à Rimini, à Pesaro et à Sinigaglia.

Le général Colli, cependant, avec ses trois mille hommes, s'était retranché dans une forte position, près d'Ancône, et paraissait déterminé à s'y défendre : à l'approche des colonnes de Victor, il se retira pour s'établir à Lorette : le général Victor le somma de se rendre; mais pendant les pourparlers, le général autrichien et son état-major disparurent : les troupes françaises et italiennes, débordant l'armée

papale, l'entourèrent et lui firent mettre bas les armes.

Bonaparte entra dans Ancône et y établit aussitôt la franchise de culte et l'égalité de droits.

C'est à Ancône que le peuple courait se prosterner aux pieds d'une madone qui pleurait à grosses larmes. Le général en chef fit vérifier le fait par Monge : la madone fût apportée au quartier général, et l'on reconnut que le peuple était trompé par une illusion d'optique adroitement ménagée à l'aide d'un verre. Le lendemain la madone fut replacée dans sa niche, mais sans verre : elle ne pleura plus.

Six jours après son premier mouvement, l'armée française campa à Notre-Dame de Lorette, si fameuse par la *casa santa* que les anges y apportèrent. Le pape avait prudemment fait enlever les trésors de la madone. On y trouva cependant un million environ en matière d'or et d'argent.

Quelques mois avant son expédition

sur les terres papales, Bonaparte avait reçu du Directoire une instruction qui lui enjoignait de partir de Gênes; « pour enlever la » *casa santa*, et les trésors que la supers- » tition y amasse depuis quinze siècles ; » on les évalue à dix millions sterling. » Pour répondre au vœu du Directoire, Bonaparte lui expédia la madone de bois peint, en exprimant ironiquement le regret que les deux cent cinquante millions eussent été enlevés.

Le retour des prisonniers de Faenza jeta la consternation à la cour de Rome. Le parti de la liberté exprima hautement ses espérances et ses vœux. Le sacré collége ne voyant plus dès-lors d'espérance de salut que dans la fuite, fit en quelques jours toutes les dispositions nécessaires pour fuir et se retirer à Naples. C'est alors que Bonaparte, qui à son passage à Césène avait distingué le général des camaldules, et savait l'influence que ce religieux exerçait sur l'esprit du Saint-Père, le lui dépêcha porteur de propositions honorables.

Le général en chef assurait S. S. de son respect, et lui offrait, en supposant qu'il consentît à changer son cabinet, d'envoyer des plénipotentiaires à Tolentino pour y conclure une paix définitive. Le pape, dont les voitures étaient déjà attelées pour la fuite, quand le pacifique messager arriva au Vatican, se hâta de renvoyer le cardinal Busca, et de confier la direction des affaires au cardinal Doria.

Le Directoire cependant ne voulait entendre à aucune négociation avec Rome, persuadé que le temps était venu de mettre un terme au règne temporel des papes; il avait enjoint à son général d'occuper la capitale du monde chrétien et d'en chasser un ennemi sur la foi de qui la république ne pouvait se reposer. Bonaparte n'entra pas dans les vues des directeurs, et, soit qu'il pensât qu'un traité fût préférable à la violence, soit que les idées italiennes inculquées à son premier âge laissassent dans son esprit quelque crainte superstitieuse, il conclut à Tolentino un

traité que Pie VI ratifia le 23 février. Le pape abandonna ses droits sur Avignon et le comtat Venaissin, céda les légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne, ainsi que la ville, la citadelle et le territoire d'Ancône. Il s'engagea aussi à payer seize millions qui restaient à solder pour l'armistice de Bologne, et quinze autres millions pour la paix actuelle. Un article spécial obligea le pape à faire désavouer à Paris l'assassinat de Basseville, par un envoyé extraordinaire, et à payer à sa famille une somme de trois cent mille francs; l'école française des beaux-arts fut aussi rétablie aux frais du saint-siége.

Le général Victor fut chargé de l'exécution de ce traité.

Bonaparte, dédaignant de faire une entrée triomphale dans Rome, quitta Tolentino aussitôt la ratification du traité de paix. Il s'est éloigné de Mantoue par respect pour les cheveux blancs de Wurmser, il y retourne maintenant pour épar-

gner au pape la vue de son jeune vainqueur; mais il manquera à sa vie d'avoir vu Rome, qui plus tard doit être la seconde capitale de son empire.

CHAPITRE XIII.

SOMMAIRE : Le prince Charles. — Allocution. — Bataille de Tagliamento. — Proclamation. — Entrée en Allemagne. — Marche sur Vienne. — Négociations. — Les préliminaires de paix sont signés à Léoben.

Mars, avril 1797.

La nouvelle de la prise de Mantoue, et de la destruction de l'armée d'Alvinzi, vint jeter l'effroi dans la cour de Vienne, et lui fit apercevoir toute l'étendue de son danger. Les états héréditaires étaient déjà menacés, et tandis que, vainqueur sur le Rhin, le prince Charles s'emparait de Kehl et se disposait à envahir les frontières de la République, l'armée d'Italie menaçait de se porter sur Vienne, dont les avenues étaient ouvertes devant elle.

Il fallait opposer un obstacle puissant

au vainqueur de Wurmser et d'Alvinzi. Ce fut au prince Charles lui-même que l'Autriche confia le soin d'arrêter les progrès de Bonaparte. L'élite des armées du Rhin marcha donc sous les ordres de son habile général, et se porta rapidement sur le Tagliamento, qui devint le point de ralliement des forces impériales.

De son côté le Directoire sentit qu'il était enfin nécessaire de secourir l'armée d'Italie, décimée par la victoire. Il ordonna à une division de l'armée de Sambre-et-Meuse et à une division de l'armée du Rhin de passer les Alpes; ces renforts toutefois éprouvèrent des retards dans leur marche, et ce ne fut qu'au retour de Tolentino que Bonaparte put les passer en revue. Bernadotte commandait la division de Sambre-et-Meuse, Delmas celle du Rhin; leur force, annoncée par le Directoire à trente mille hommes, ne se composait effectivement que de dix-neuf mille, mais ces troupes étaient belles, braves : en arrivant sur les rives du Tagliamento,

Bernadotte n'eut qu'un mot à leur dire : *Soldats de Sambre-et-Meuse, l'armée d'Italie vous regarde.*

De ce jour, Bonaparte se trouva en état de tout entreprendre, et de forcer l'Autriche à renoncer à l'alliance de l'Angleterre.

Le quartier-général de l'archiduc, d'abord à Inspruck, était porté à Goritz. Il avait sous ses ordres cinquante mille hommes, tant dans le Tyrol que dans la Piave : quarante mille hommes s'avançaient d'une autre part pour le rejoindre. Bonaparte résolut d'attaquer son adversaire avant de lui laisser prendre un si grand avantage numérique.

Le Directoire, en refusant de ratifier le traité de Bologne, avait porté un coup sensible à l'armée d'Italie, et l'espérance qu'avait conçue son général d'ouvrir la campagne avec soixante-dix mille hommes, se trouvait déçue. La Sardaigne ne dut plus lui fournir son contingent de troupes; et Venise, non-seulement se re-

fusa à toute proposition d'alliance, mais encore manifesta des dispositions hostiles. Il fallut laisser sur l'Adige dix mille hommes pour en imposer à l'oligarchie vénitienne. Ainsi l'armée active se trouva réduite à cinquante mille hommes.

Avant d'entreprendre les opérations de cette campagne, qui s'annonçait comme devant être décisive, Bonaparte voulut faire entendre encore à ses soldats cette voix qui avait tant d'empire sur leurs âmes :

« Soldats de l'armée d'Italie,

» La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné des titres éternels à la reconnaissance de la patrie.

» Vous avez remporté la victoire dans quatorze batailles rangées et soixante-dix combats; vous avez fait plus de cent mille prisonniers, pris à l'ennemi cinq cents pièces de canon de campagne, deux mille de gros calibre, quatre équipages de pont.

» Les contributions mises sur les pays que vous avez conquis, ont nourri, entretenu, soldé l'armée, pendant toute la compagne; vous avez en outre envoyé trente millions au ministre des finances pour le soulagement du trésor public.

» Vous avez enrichi le Muséum de Paris de plus de trois cents objets, chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour produire.

» Vous avez conquis à la république les plus belles contrées de l'Europe; les républiques Lombarde et Cispadane vous doivent leur liberté; les couleurs françaises flottent pour la première fois sur l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de navigation de l'ancienne Macédoine; les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, se sont détachés de la coalition de nos ennemis, et ont brigué notre amitié; vous avez chassé les Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse; mais vous n'avez pas encore tout achevé, une grande entreprise vous est

réservée : c'est en vous que la patrie met ses plus chères espérances : vous continuerez à en être dignes.

» De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la République à sa naissance, l'empereur seul reste devant nous. Se dégradant lui-même du rang d'une grande puissance, ce prince s'est mis à la solde des marchands de Londres ; il n'a plus de politique, de volonté, que celle de ces insulaires perfides, qui, étrangers aux malheurs de la guerre, sourient avec plaisir aux maux du continent.

» Le Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe ; la modération de ses propositions ne se ressentait pas de la force de ses armées : il n'avait pas consulté votre courage, mais l'humanité et l'envie de vous faire rentrer dans vos familles ; il n'a pas été écouté à Vienne ; il n'est donc plus d'espérances pour la paix qu'en allant la chercher dans le cœur des États héréditaires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez un brave

peuple, accablé par la guerre qu'il a eue contre les Turcs, et par la guerre actuelle. Les habitans de Vienne et des états de l'Autriche gémissent sur l'aveuglement et l'arbitraire de leur gouvernement; il n'en est pas un qui ne soit convaincu que l'or de l'Angleterre a corrompu les ministres de l'empereur. Vous respecterez leur religion et leurs mœurs; vous protégerez leurs propriétés; c'est la liberté, que vous apporterez à la brave nation hongroise.

» La maison d'Autriche, qui, depuis trois siècles, va perdant à chaque guerre une partie de sa puissance, qui mécontente ses peuples en les dépouillant de leurs priviléges, se trouvera réduite, à la fin de cette sixième campagne (puisqu'elle nous contraint à la faire), à accepter la paix que nous lui accorderons, et à descendre, dans la réalité, au rang des puissances secondaires, où elle s'est déjà placée en se mettant aux gages et à la disposition de l'Angleterre. »

Cette proclamation était de nature à

produire un grand effet : tout y était vrai. Nos armées républicaines se battaient alors en effet pour donner aux peuples la liberté; leurs chefs, dégagés d'ambition, voulaient seulement la gloire pour nos armes, l'indépendance pour nos voisins.

Il fallait cependant passer la Piave et le Tagliamento en présence de l'armée ennemie, afin de tourner sa droite. Masséna, le premier, passa la Piave et battit la division du général Lusignan, qu'il fit prisonnier. Serrurier, Guieux, effectuèrent aussi le passage et tournèrent toutes les divisions qui défendaient la basse Piave. Le quartier-général fut porté à Conegliano: l'ennemi nous attendait dans les plaines de Tagliamento, favorables au déploiement de sa nombreuse cavalerie. Bonaparte le laissa sur ce champ de bataille de son choix, et fit rapidement ses dispositions.

Le 16 mars, dès neuf heures du matin, les deux armées se trouvaient en présence. La canonnade s'engagea d'une rive à l'au-

tre. L'armée française, voyant l'ennemi trop bien préparé, cessa son feu, et établit son bivouac: l'archiduc crut qu'elle prenait position: il fit un mouvement en arrière, et rentra dans son camp. Mais, deux heures après, quand tout fut tranquille, l'armée française reprit subitement les armes, et se précipita dans la rivière. L'ennemi accourut pour s'opposer au passage des Français ; il n'était plus temps : la première ligne avait traversé le Tagliamento dans le plus bel ordre, et était déjà rangée en bataille sur la rive gauche. La seconde ligne passa la rivière, protégée par les troupes qui l'avaient précédée. Après plusieurs heures de combat, l'ennemi se voyant tourné, battit en retraite, abandonnant au vainqueur huit pièces de canon et des prisonniers.

Masséna, qui avait exécuté son passage à Saint-Daniel, s'était emparé de la chaussée de la Ponteba. L'archiduc ne pouvant plus se retirer par la Carinthie, puisque Masséna était à Osopo , résolut de gagner la

chaussée de la Ponteba, par Tarvis. Masséna n'était qu'à deux journées de Tarvis; aussi l'archiduc courut-il de sa personne à Clagenfurt, se mettre à la tête de la division de grenadiers qui s'y trouvait, et prit position pour arrêter Masséna. Ce général ayant reçu l'ordre de marcher tête baissée sur Tarvis, s'y porta en toute hâte. Le combat fut opiniâtre; de part et d'autre on sentait l'importance d'être vainqueur. Le prince autrichien se prodigua de sa personne, et fut sur le point d'être pris. Le général Brune déploya la plus grande valeur. Les Autrichiens furent rompus, et ne purent opérer aucune retraite; les débris de ces divisions coururent se rallier à Villach, derrière la Drave. Masséna, maître de Tarvis, s'y établit.

Du champ de bataille de Tagliamento, le général Guieux s'était dirigé sur Udine, par la chaussée d'Isonzo; il avait eu tous les jours de forts engagemens avec l'arrière-garde de Bagalitsch, et l'avait obligé à précipiter sa marche. Arrivés à la Chiuza

di Petz, les Autrichiens se crurent sauvés, ils ignoraient que Masséna occupait Tarvis. Ils furent bientôt attaqués en front par ce général, et en queue par Guieux. Il ne resta plus d'autre ressource au général autrichien que de poser les armes. Bagages, canons, drapeaux, tout fut pris : on ne fit cependant que cinq mille prisonniers, parce qu'un grand nombre d'hommes avaient été tués, blessés ou pris depuis le Tagliamento, et que tous les soldats natifs de la Carniole ou de la Croatie s'étaient débandés pour gagner isolément leurs villages.

L'armée française passa la Drave sur le pont de Villach, que l'ennemi n'avait pas eu le temps de brûler ; elle se trouvait ainsi en Allemagne. La langue, les mœurs, le climat, la culture, tout contrastait avec l'Italie.

Le général en chef adressa alors aux habitans la proclamation suivante :

Au quartier-général à Clagenfurth, le 1er avril 1797.

Au peuple de la Carinthie.

« L'armée française ne vient pas dans votre pays pour le conquérir, ni pour porter aucun changement à votre religion, à vos mœurs, à vos coutumes; elle est l'amie de toutes les nations, et particulièrement des braves peuples de Germanie.

» Le Directoire exécutif de la république française n'a rien épargné pour terminer les calamités qui désolent le continent. Il s'était décidé à faire le premier pas et à envoyer le général Clarke à Vienne, comme plénipotentiaire, pour entamer des négociations de paix; mais la cour de Vienne a refusé de l'entendre; elle a même déclaré à Vicence, par l'organe de M. de Saint-Vincent, qu'elle ne reconnaissait pas de république française. Le général Clarke a demandé un passe-port pour aller lui-

même parler à l'empereur; mais les ministres de la cour de Vienne ont craint, avec raison, que la modération des propositions qu'il était chargé de faire ne décidât l'empereur à la paix. Ces ministres, corrompus par l'or de l'Angleterre, trahissent l'Allemagne et leur prince, et n'ont plus de volonté que celle de ces insulaires perfides, l'horreur de l'Europe entière.

» Habitans de la Carinthie, je le sais, vous détestez autant que nous, et les Anglais, qui seuls gagnent à la guerre actuelle, et votre ministère, qui leur est vendu. Si nous sommes en guerre depuis six ans, c'est contre le vœu des braves Hongrois et des citoyens éclairés de Vienne, et des simples et bons habitans de la Carinthie.

» Eh bien! malgré l'Angleterre et les ministres de la cour de Vienne, soyons amis; la république française a sur vous les droits de conquête; qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie réciproquement. Vous ne vous mêlerez pas d'une

guerre qui n'a pas votre aveu. Vous fournirez les vivres dont nous pouvons avoir besoin. De mon côté, je protégerai votre religion, vos mœurs et vos propriétés; je ne tirerai de vous aucune contribution. La guerre n'est-elle pas elle-même assez horrible? Toutes les impositions que vous avez coutume de payer à l'empereur serviront à indemniser des dégâts inséparables de la marche d'une armée, et à payer les vivres que vous nous aurez fournis. »

BONAPARTE.

C'est par de tels moyens que le grand capitaine se conciliait l'affection des populations envahies. Aussi nos soldats furent-ils partout bien reçus du paysan qui les considéra comme alliés, plutôt que comme ennemis.

Depuis dix jours la campagne était ouverte sur les bords de la Piave, du Taglimento et dans le Frioul, et les deux armées du Tirol étaient restées inacti-

ves. Le général Kerpen, qui commandait le corps autrichien, attendait les renforts du Rhin, et le général Joubert n'avait d'autre ordre que celui de contenir l'ennemi. Mais dès que Napoléon se fut décidé à pénétrer en Allemagne par la Carinthie, il envoya l'ordre au général Joubert de battre l'ennemi, de le rejetter au-delà du Brenner, et de rejoindre l'armée à Spital. Joubert commença son mouvement, et attaqua le camp du général Kerpen. Le succès ne fut pas douteux: Kerpen perdit la moitié de ses troupes à Saint-Michel, et cette bataille ouvrit le Tyrol. Joubert entra à Neumarch, avec des canons, des drapeaux et des prisonniers.

Tandis que Kerpen était poursuivi par Joubert, la première division autrichienne du Rhin débouchait à Clausen. Kerpen rallia ses troupes derrière cette division, et prit position pour attendre son vainqueur. Les Français arrivèrent bientôt, enlevèrent la position et obligèrent les Autrichiens à se retirer sur Mitten-

wald. Attaqués et battus une troisième fois par les troupes françaises, les débris du général Kerpen se retirèrent sur le Brenner. Joubert, voyant que rien ne s'opposait plus à l'exécution des ordres du général en chef, commença son mouvement pour se joindre à la grande armée; il arriva au quartier-général avec douze mille hommes, et emmenant avec lui sept mille prisonniers.

En moins de vingt jours, l'armée de l'archiduc avait été défaite en deux batailles rangées et en plusieurs combats; elle avait perdu vingt mille prisonniers et cinquante pièces de canon. Elle était rejetée au-delà du Brenner, de l'Isonzo et des Alpes-Juliennes. Le quartier-général français était en Allemagne, à soixante lieues de Vienne. Les armées françaises allaient être bientôt sous les murs de cette capitale. La plus grande consternation régnait à la cour d'Autriche; les meubles précieux et les papiers les plus importans furent embarqués sur

le Danube, pour être transportés en Hongrie, ainsi que les jeunes archiducs et archiduchesses : Marie-Louise, qui depuis fut impératrice des Français, avait alors cinq ans et demi, et se trouvait au nombre des fugitifs.

Napoléon, qui comptait toujours sur la coopération de l'armée du Rhin pour arriver jusqu'à Vienne, fut bien désappointé lorsqu'il reçut une lettre du Directoire qui lui mandait de ne pas compter sur cette coopération, attendu que l'armée de Moreau ne pouvait pas entrer en campagne faute de bateaux pour exécuter le passage du Rhin. Le général en chef ne pouvait donc plus se flatter d'entrer à Vienne : il n'avait pas assez de cavalerie pour descendre dans la plaine du Danube; tout ce qu'il pouvait faire était d'arriver jusqu'au sommet du Simering, et de tirer parti de sa position pour conclure une paix avantageuse.

Quelques jours après avoir reçu la dé-

pêche du Directoire, Bonaparte écrivit donc en ces termes à l'archiduc :

Le général en chef de l'armée d'Italie à son altesse royale M. le prince Charles.

31 mars 1797.

« M. le général en chef,

» Les braves militaires font la guerre et désirent la paix : celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans? Avons-nous assez tué de monde et commis assez de maux à la triste humanité? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la République française, les a posées; votre nation reste seule, et cependant le sang va couler encore plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres : quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus, et il

faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

» Le Directoire exécutif de la République française avait fait connaître à Sa Majesté l'empereur le dessein de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples; l'intervention de la Cour de Londres s'y est opposée : n'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre? Et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger? Vous, M. le général en chef, qui, par votre naissance, approchez si près du trône, et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernemens, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas, M. le général en chef, que j'entende par là qu'il ne soit pas possible de la sauver par la force des armes; mais, dans la supposition que

les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires.

» Je vous prie de croire, M. le général en chef, aux sentimens d'estime et de considération distinguée avec lesquels je suis, etc. »

L'archiduc répondit aussitôt :

« Monsieur le général,

» Assurément en faisant la guerre et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire autant que vous la paix, pour le bonheur des peuples et de l'humanité. Comme cependant, dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de

scruter ou de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni, de la part de S. M. l'empereur, d'aucun plein pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, M. le général, que je n'entre point là dessus avec vous dans une négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour cet objet de si haute importance, et qui n'est pas précisément de mon ressort. Quelles que soient au reste les chances futures de la guerre, ou les espérances de la paix, je vous prie, M. le général, d'être bien persuadé de mon estime et de ma considération distinguée. »

Il avait fallu que le besoin de la paix fût bien impérieux pour décider Bonaparte à la demander aux portes de Vienne. L'orgueil autrichien se refusait à ses ouvertures, et tentait politiquement de gagner du temps. Bonaparte résolut de ne pas perdre un moment.

Le traité d'alliance offensive et défensive venait d'être enfin signé avec la Sar-

daigne; une partie des forces piémontaises allait entrer en ligne avec nos bataillons. Le général fit marcher en avant la division Masséna, résolu d'appuyer des baïonnettes républicaines le commencement de ses négociations. Un combat opiniâtre s'engagea le 1er. avril près de Neumarck, où les troupes françaises entrèrent pèlemêle avec les Autrichiens. L'archiduc tenta d'arrêter les progrès de notre marche en renouant les négociations : Bonaparte répondit que *l'on peut très-bien négocier et se battre*. Le lendemain, en effet, une affaire très-chaude eut lieu dans les défilés d'Unzmarck; l'ennemi fut culbuté, et notre avant-garde entra dans Léoben le 7 avril.

Le 8 avril Bonaparte était à Indembourg. Là il reçut deux envoyés de l'empereur, les généraux Belgarde et Meerweldt. Ils venaient demander un armistice de dix jours, afin de pouvoir traiter de la paix définitive. Bonaparte leur répondit : « Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est toute

contraire à l'armée française; mais si elle doit être un acheminement à la paix tant désirée, et si utile aux peuples, je consens sans peine à vos désirs. La république française a manifesté souvent à S. M. le désir de mettre fin à cette lutte cruelle. Elle persiste dans les mêmes sentimens.

Le soir même l'armistice fut signé, mais pour cinq jours seulement.

Les plénipotentiaires autrichiens arrivèrent à Léoben le 13 avril, et les préliminaires de paix furent signés le 18.

Par une fatalité inconcevable, les armées françaises du Rhin, dont la diversion eût assuré le succès des plans hardis de Bonaparte, et sur la coopération desquelles il ne devait plus compter, commencèrent à se mettre en mouvement le jour même de la signature des préliminaires de paix. Hoche, qui venait d'être mis à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, passait le Rhin le 18 avril. Desaix, en l'absence de Moreau, le franchissait le 21. Partout les Autrichiens étaient battus; Kehl était re-

pris. Mais le 22 la nouvelle de la signature de la paix de Léoben arriva sur le Rhin, et force fut aux deux habiles généraux de cesser les hostilités. Hoche s'arrêta à Francfort, Moreau à Offenbourg.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

HISTOIRE

DE NAPOLÉON.

TOME 2.

PARIS, IMPRIMERIE DE CH. DEZAUCHE.
RUE DU FAUB.-MONTMARTRE, N. 11.



[illegible]

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON.



PARIS,

JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE, ÉDITEURS

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE,

PAR M. HORACE RAISSON.

TROISIÈME ÉDITION.

On parlera de sa gloire
Sous le chaume bien long-temps.
L'humble toit dans cinquante ans,
Ne connaîtra pas d'autre histoire.
BÉRANGER.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,
CHARLES MARIN, ÉDITEUR,
RUE GRANGE-AUX-BELLES, N. 4.

1830.

HISTOIRE POPULAIRE

DE NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE.

CHAPITRE PREMIER.

SOMMAIRE : Insurrection de Venise.—Manifeste. —Occupation.—Traité.

Avril 1797.

Alors qu'il s'apprêtait à pénétrer en Allemagne, et à menacer la capitale de l'empire, Bonaparte quittant Venise, dont il n'avait jamais cessé de suspecter la foi, avait adressé ces mots au doge Pesaro : « S'il est des troubles sur mes derrières » par votre faute, si les troupes que je » laisse sont insultées, ce qui n'était pas

» un crime quand j'étais en Italie, en serait un irrémissible quand je serai en » Allemagne; votre république cesserait » d'exister : vous auriez prononcé sa sentence. Vaincu ou vainqueur, je ferai la » guerre à vos dépens. » Venise protesta de son dévoûment, et continuant sa sourde politique, manda à son envoyé à Vienne de conclure un traité avec l'empereur.

Bientôt le général autrichien Laudon à la tête de dix mille hommes de milices tyroliennes, attaqua le petit corps d'observation qui lui était opposé; et de concert avec Pesaro, n'épargnant ni les proclamations, ni les fausses nouvelles, souleva la population entière contre les Français : on répandit partout le bruit de la défaite totale des troupes républicaines. L'oligarchie de ce pays ne garda plus de mesures : une levée en masse, organisée de longue main, eut lieu dans le Véronais; plus de trente mille paysans furent armés. Le 17 avril, le tocsin sonna partout : on vou-

lait faire de nouvelles *vêpres siciliennes*, et un grand nombre de Français furent égorgés.

Mais le général Kilmaine, commandant supérieur de la Lombardie, réunit ses troupes, délivra une partie des détachemens compromis, et investit Vérone. Le lendemain, la nouvelle des préliminaires de Léoben fut connue des insurgés : leur abattement fut égal à ce qu'avait été leur fureur; ils demandèrent à capituler, livrèrent des otages, et tout rentra dans l'ordre.

Dès que Bonaparte fut instruit de la situation des choses sur les derrières de son armée, il envoya son aide-de-camp Junot au sénat de Venise, avec l'ordre de lire en plein conseil la lettre suivante, adressée au doge :

Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, au sérénissime doge de la république de Venise.

Quartier-général de Judembourg,
9 avril 1797.

« Dans toute la terre ferme, les sujets vénitiens sont sous les armes. Leur cri de ralliement est : *Mort aux Français !* Le nombre de soldats d'Italie qui en ont été victimes monte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez vainement de désavouer les attroupemens que vous-même avez préparés. Croyez-vous que quand j'ai pu porter mes armes au cœur de l'Allemagne, je n'aurai pas la force de faire respecter le premier peuple du monde ? Pensez-vous que les légions d'Italie puissent souffrir les massacres que vous excitez ? le sang de nos frères d'armes sera vengé, et il n'est pas un seul bataillon français qui, chargé de cette mission généreuse, ne se sente

trois fois plus de courage et de moyens qu'il ne lui en faut pour vous punir. Le sénat de Venise a répondu par la plus noire perfidie à notre générosité soutenue à son égard. Je prends le parti de vous envoyer mes propositions par un de mes premiers aides-de-camp et chef de brigade : *la guerre ou la paix*. Si vous ne prenez sur-le-champ toutes les mesures pour dissiper les attroupemens, si vous ne faites arrêter et remettre en mes mains les auteurs des meurtres qui se commettent, la guerre est déclarée. Le Turc n'est pas sur vos frontières : aucun ennemi ne vous menace, et cependant vous avez fait arrêter de dessein prémédité des prêtres, pour faire naître un attroupement : je vous donne vingt-quatre heures pour le dissiper. Les temps de Charles VIII sont passés. Si, malgré la bienveillance que vous a montrée le gouvernement français, vous me réduisez à vous faire la guerre, ne pensez pas que le soldat français, comme les brigands que vous avez armés, aille ravager les champs

du peuple innocent et malheureux de la terre ferme : non, je le protégerai, et il bénira jusqu'aux forfaits qui auront obligé l'armée française de l'arracher à votre tyrannique gouvernement. »

Junot remplit sa mission avec la fermeté d'un soldat : il vit à ses pieds ce fier et lâche sénat de Venise, cherchant à s'excuser. Le doge répondit le jour même à Bonaparte; il cherchait à s'excuser en rejetant les désordres et les assassinats sur la nécessité où les citoyens avaient été de combattre les insurgés. Il tentait de retarder la dernière heure de l'oligarchie vénitienne.

Mais tout à coup Bonaparte se vit forcé de prononcer l'arrêt de cette république perfide; une correspondance interceptée lui dévoila les basses intrigues du sénat, et il publia ainsi sa déclaration de guerre :

Au quartier-général à Palma-Nova, le 13 floréal an V (2 mai 1797).

Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie.

MANIFESTE.

« Pendant que l'armée française est engagée dans les gorges de la Styrie et laisse loin derrière elle l'Italie et les principaux établissemens de l'armée, où il ne reste qu'un petit nombre de bataillons, voici la conduite que tient le gouvernement de Venise :

» 1°. Il profite de la semaine sainte pour armer quarante mille paysans, y joint dix régimens d'Esclavons, les organise en différens corps d'armée, et les poste aux différens points pour intercepter toute communication entre l'armée et ses derrières.

» 2°. Des commissaires extraordinaires, des fusils, des munitions de toute espèce,

une grande quantité de canons, sortent de Venise même pour achever l'organisation des différens corps d'armée.

» 3°. On fait arrêter en terre ferme ceux qui nous ont accueillis; on comble de bienfaits et de toute la confiance du gouvernement tous ceux en qui on connaît une haine furibonde contre le nom français, et spécialement les quatorze conspirateurs de Vérone, que le provéditeur Prioli avait fait arrêter il y a trois mois, comme ayant médité l'égorgement des Français.

» 4°. Sur les places, dans les cafés et autres lieux publics de Venise, on insulte et on accable de mauvais traitemens tous les Français, les dénommant du nom injurieux de jacobins, de régicides, d'athées: les Français doivent sortir de Venise, et peu après il leur est même défendu d'y rentrer.

» 5°. On ordonne au peuple de Padoue, de Vicence, de Vérone, de courir aux armes, de seconder les différens corps d'armée, et de commencer enfin ces nouvelles

vêpres siciliennes. Il appartient au Lion de Saint-Marc, disent les officiers vénitiens, de vérifier le proverbe que *l'Italie est le tombeau des Français.*

» 6°. Les prêtres, en chaire, prêchent la croisade, et les prêtres, dans l'État de Venise, ne disent jamais que ce que veut le gouvernement. Des pamphlets, des proclamations perfides, des lettres anonymes sont imprimés dans les différentes villes et commencent à faire fermenter toutes les têtes; et dans un état où la liberté de la presse n'est pas permise, dans un gouvernement aussi craint que secrètement abhorré, les imprimeurs n'impriment, les auteurs ne composent que ce que veut le sénat.

» 7°. Tout sourit d'abord aux projets perfides du gouvernement; le sang français coule de toutes parts; sur toutes les routes on intercepte nos convois, nos courriers et tout ce qui tient à l'armée.

» 8°. A Padoue, un chef de bataillon et deux autres Français sont assassinés. A

Castiglione de Mori, nos soldats sont désarmés et assassinés. Sur toutes les grandes routes de Mantoue à Legnago, de Cassano à Vérone, nous avons plus de deux cents hommes assassinés.

» 9°. Deux bataillons français, voulant rejoindre l'armée, rencontrent à Chiari une division de l'armée vénitienne, qui veut s'opposer à leur passage; un combat s'engage, et nos braves soldats se font passage en mettant en déroute ces perfides ennemis.

» 10°. A Valeggio il y a un autre combat; à Dezenzano, il faut encore se battre : les Français sont partout peu nombreux ; mais ils savent bien qu'on ne compte pas le nombre des bataillons ennemis, lorsqu'ils ne sont composés que d'assassins.

» 11°. La seconde fête de Pâques, au son de la cloche, tous les Français sont assassinés dans Vérone. On ne respecte ni les malades dans les hôpitaux, ni ceux qui, en convalescence, se promènent dans

les rues, ils sont jetés dans l'Adige, ou meurent percés de mille coups de stylet : plus de quatre cents Français sont assassinés.

» 12°. Pendant huit jours, l'armée vénitienne assiége les trois châteaux de Vérone : les canons qu'ils mettent en batterie leur sont enlevés à la baïonnette ; le feu est mis dans la ville, et la colonne mobile qui arrive sur ces entrefaites, met ces lâches dans une déroute complète, en faisant trois mille hommes de troupes de ligne prisonniers, parmi lesquels plusieurs généraux vénitiens.

» 13°. La maison du consul français de Zante est brûlée dans la Dalmatie.

» 14°. Un vaisseau de guerre vénitien prend sous sa protection un convoi autrichien, et tire plusieurs boulets contre la corverte *la Brune*.

» 15°. *Le Libérateur de l'Italie*, bâtiment de la République, ne portant que trois à quatre petites pièces de canon, et n'ayant que quarante hommes d'équipage,

est coulé à fond dans le port même de Venise, et par les ordres du sénat. Le jeune et intéressant Laugier, commandant ce bâtiment, dès qu'il se voit attaqué par le feu du fort et de la galère amirale, n'étant éloigné de l'un et l'autre que d'une portée de pistolet, ordonne à son équipage de se mettre à fond de cale : lui seul il monte sur le tillac au milieu d'une grêle de mitraille, et cherche par ses discours à désarmer la fureur de ses assassins; mais il tombe roide mort; son équipage se jette à la nage et est poursuivi par six chaloupes, montées par des troupes soldées par la république de Venise, qui tuent à coups de hache plusieurs de ceux qui cherchaient leur salut dans la haute mer. Un contremaître, blessé de plusieurs coups, affaibli, faisant sang de tous côtés, a le bonheur de prendre terre à un morceau de bois touchant au château du port; mais le commandant lui-même lui coupe le poignet d'un coup de hache.

» Vu les griefs ci-dessus, et autorisé

par le titre 12, art. 328 de la constitution de la République, et vu l'urgence des circonstances :

» Le général en chef requiert le ministre de France près la république de Venise de sortir de ladite ville; ordonne aux différens agens de la république de Venise dans la Lombardie de l'évacuer sous vingt-quatre heures.

» Ordonne aux différens généraux de division de traiter en ennemi les troupes de la république de Venise, de faire abattre dans toutes les villes de la terre ferme le Lion de Saint-Marc. Chacun recevra à l'ordre du jour de demain une instruction particulière pour les opérations militaires ultérieures.

» BONAPARTE. »

Au quartier-général à Palma-Nova, le 14 floréal an V (3 mai 1797).

Au Directoire exécutif.

« Je reçois dans l'instant des nouvelles

de Vérone. Je vous envoie les rapports du général de division Balland, du général Kilmaine et du chef de brigade Beaupoil. Dès l'instant que j'eus passé les gorges de la Carinthie, les Vénitiens crurent que j'étais enfourné en Allemagne, et ce lâche gouvernement médita des vêpres siciliennes. Dans la ville de Venise et dans la terre ferme on courut aux armes. Le sénat exhorta les prédicateurs, déjà assez portés par eux-mêmes à prêcher la croisade contre nous. Une nuée d'Esclavons, une grande quantité de canons, et plus de cent cinquante mille fusils furent envoyés dans la terre ferme, des commissaires extraordinaires, avec de l'argent, furent envoyés de tous côtés pour enrégimenter les paysans. Cependant M. Pesaro, sage grand, me fut envoyé à Goritzia, afin de chercher à me donner le change sur tous ces armemens. J'avais des raisons de me méfier de leur atroce politique, que j'avais assez appris à connaître; je déclarai approuver cet armement, s'il n'avait pour but que de faire

rentrer des villes dans l'ordre, moyennant qu'on me demanderait la médiation de la République : il me promit tout et ne tint rien. Il resta à Goritzia et à Udine assez de temps pour être persuadé par lui-même que j'étais passé en Allemagne, et que les marches rapides que je faisais tous les jours donneraient le temps d'exécuter les projets qu'on avait en vue.

» Le 30 germinal, des corps de troupes vénitiennes considérables, augmentés par une grande quantité de paysans, interceptèrent les communications de Vérone à Porto-Legnago. Plusieurs de mes courriers furent sur-le-champ égorgés, et les dépêches portées à Venise. Plus de deux mille hommes furent arrêtés dans différentes villes de la terre ferme, et précipités sous les plombs de Saint-Marc : c'étaient tous ceux que la farouche jalousie des inquisiteurs soupçonnait de nous être favorables. Ils défendirent à Venise que le canal où ils ont coutume de noyer les criminels fût net-

toyé. Eh ! qui peut calculer le nombre des Vénitiens que ces monstres ont sacrifiés ?

» Cependant, au premier bruit que j'eus de ce qui se tramait, j'en sentis la conséquence ; je donnai au général Kilmaine le commandement de toute l'Italie. J'ordonnai au général Victor de se porter avec sa division, à marches forcées, dans le pays vénitien.

» Les divisions du Tyrol s'étant portées sur l'armée active, cette partie devenait plus découverte ; j'y envoyai sur-le-champ le général Baraguay-d'Hilliers. Cependant le général Kilmaine réunit des colonnes mobiles de Polonais, de Lombards et de Français qu'il avait à ses ordres, et qu'il avait remis sous ceux des généraux Chabran et Lahoz. A Padoue, à Vicence et sur toute la route, les Français étaient impitoyablement assassinés. J'ai plus de cent procès-verbaux qui tous démontrent la scélératesse du gouvernement vénitien.

» J'ai envoyé à Venise mon aide-de-

camp Junot, et j'ai écrit au sénat la lettre dont je vous ai envoyé copie.

» Pendant ce temps ils étaient parvenus à rassembler à Vérone quarante mille Esclavons, paysans, ou compagnies de citadins qu'ils avaient armés, et au signal de plusieurs coups de la grosse cloche de Vérone et de sifflets, on court sur tous les Français qu'on assassine : les uns furent jetés dans l'Adige; les autres, blessés et tout sanglans, se sauvèrent dans les forteresses, que j'avais depuis long-temps eu soin de réparer et de munir d'une nombreuse artillerie.

» Je vous envoie le rapport du général Balland; vous y verrez que les soldats de l'armée d'Italie, toujours dignes d'eux, se sont, dans cette circonstance comme dans toutes les autres, couverts de gloire. Enfin, après six jours de siége, ils furent dégagés par les mesures que prit le général Kilmaine après les combats de Dezenzano, de Valeggio et de Vérone. Nous avons fait trois mille cinq cents prisonniers, et avons

enlevé tous leurs canons. A Venise, pendant ce temps, on assassinait tous les Français, ou on les obligeait à quitter la ville. Tant d'outrages, tant d'assassinats ne resteront pas impunis; mais c'est à vous surtout et au corps législatif qui appartient de venger le nom français d'une manière éclatante. Après une trahison aussi horrible, je ne vois plus d'autre parti que celui d'effacer le nom vénitien de dessus la surface du globe. Il faut le sang de tous les nobles vénitiens pour apaiser les mânes des Français qu'ils ont fait égorger.

» J'ai écrit à des députés que m'a envoyés le sénat la lettre que je vous fais passer; j'ai écrit au citoyen Lallement la lettre que je vous envoie également. Dès l'instant où je serai arrivé à Trévise, j'empêcherai qu'aucun Vénitien ne vienne en terre ferme, et je ferai travailler à des radeaux, afin de pouvoir forcer les lagunes et chasser de Venise même ces nobles, nos ennemis irréconciliables, et les plus vils de tous les hommes. Je vous écris à la hâte;

mais dès l'instant que j'aurai recueilli tous les matériaux, je ne manquerai pas de vous faire passer dans le plus grand détail l'histoire de ces conspirations aussi perfides que les vêpres siciliennes.

» L'évêque de Vérone a prêché, la semaine sainte et le jour de Pâques, que c'était une œuvre méritoire et agréable à Dieu de tuer les Français. Si je l'attrape, je le punirai exemplairement.

» Bonaparte. »

A la lecture du manifeste, les armes tombèrent des mains des oligarques. Le sénat, abandonné de la cour de Vienne qu'il avait vainement sollicitée de faire comprendre Venise dans la suspension d'armes et le traité, se vit forcé de se démettre lui-même, et de rendre la souveraineté au peuple. Le terrible conseil des Dix fut remplacé par une simple municipalité. Pesaro s'enfuit avec tous les nobles, la haine et le mépris public leur faisaient craindre pour leurs jours. Bergame, Bres-

cia, Bassano, Padoue, Vicence, Udine s'érigèrent en républiques. Bonaparte alors écrivait au Directoire :

Au quartier-général de Palma-Nova, le 12 floréal an V (8 mai 1797).

« Je suis parti, le 12 floréal, de Palma-Nova, et je me suis rendu à Mestre. J'ai fait occuper par les divisions des généraux Victor et Baraguay-d'Hilliers toutes les extrémités des lagunes. Je ne suis éloigné actuellement que d'une petite lieue de Venise, et je fais les préparatifs pour pouvoir y entrer de force, si les choses ne s'arrangent pas. J'ai chassé de la terre ferme tous les Vénitiens, et nous en sommes en ce moment exclusivement les maîtres. Le peuple montre une grande joie d'être délivré de l'aristocratie vénitienne : il n'existe plus de Lion de Saint-Marc.

» Comme j'étais sur le bord des lagunes, sont arrivés trois députés du grand conseil, qui me croyaient encore en Allemagne et

qui venaient avec des pleins pouvoirs du même conseil, pour finir tous les différends. Ils m'ont remis la note que je vous envoie. En conséquence, je leur ai fait répondre par le général Berthier la lettre que je vous fais tenir. Je viens de recevoir une nouvelle députation qui m'a remis la note que je vous envoie

« Les inquisiteurs sont arrêtés; le commandant du fort de Lido, qui a tué Laugier, est arrêté; tout le corps du gouvernement a été destitué par le grand conseil, et celui-ci lui-même a déclaré qu'il allait abdiquer sa souveraineté et établir la forme de gouvernement qui me paraîtrait la plus convenable. Je compte d'après cela y faire établir une démocratie, et même faire entrer dans Venise trois ou quatre mille hommes de troupes. Je crois qu'il devient indispensable que vous renvoyiez M. Quirini.

» Depuis que j'ai appris le passage du Rhin par Hoche et Moreau, je regrette bien qu'il n'ait pas eu lieu quinze jours

plutôt, ou que du moins Moreau n'ait pas dit qu'il était dans le cas de l'effectuer. Notre position militaire est tout aussi bonne aujourd'hui qu'il y a quinze jours; j'occupe encore Clagenfurth, Goritzia et Trieste. Tous les paysans vénitiens sont désarmés; dans toutes les villes, ceux qui nous étaient opposés sont arrêtés; nos amis sont partout en place, et toute la terre ferme est municipalisée. On travaille tous les jours sans relâche aux fortifications de Palma-Nova.

» Je vous prie de désigner le Frioul pour le lieu où les Autrichiens doivent nous faire passer les prisonniers français. Nous ne leur en restituerons qu'à mesure qu'ils nous restitueront les nôtres.

» Le choix des membres qui composent le directoire de la Cisalpine est assez mauvais; il s'est fait pendant mon absence, et a été absolument influencé par les prêtres; mais comme Modène et Bologne ne doivent faire qu'une seule république avec Milan, je suspends l'activité du gouvernement, et

je fais rédiger ici par quatre comités différens toutes les lois militaires, civiles, financières et administratives qui doivent accompagner la constitution Je ferai, pour la première fois, tous les choix, et j'espère que d'ici à vingt jours toute la nouvelle république italienne sera parfaitement organisée et pourra marcher toute seule.

» Mon premier acte a été de rappeler tous les hommes qui s'étaient éloignés, craignant les suites de la guerre. J'ai engagé l'administration à concilier tous les citoyens et à détruire toute espèce de haine qui pourrait exister. Je refroidis les têtes chaudes et j'échauffe les froides. J'espère que le bien inestimable de la liberté donnera à ce peuple une énergie nouvelle, et le mettra dans le cas d'aider puissamment la république française dans les guerres futures que nous pourrions avoir.

» Bonaparte. »

Traité de paix entre la république française et la république de Venise.

Le directoire exécutif de la république française et le grand-conseil de la république de Venise, voulant rétablir sans délai l'harmonie et la bonne intelligence qui régnaient ci-devant entre elles, conviennent des articles suivans :

Art. 1. Il y aura paix et amitié entre la république française et la république de Venise; toutes les hostilités cesseront dès à présent.

2. Le grand-conseil de Venise, ayant à cœur le bien de sa patrie et le bonheur de ses concitoyens, et voulant que les scènes qui ont eu lieu contre les Français ne puissent plus se renouveler, renonce à ses droits de souveraineté; ordonne l'abdication de l'aristocratie héréditaire, et reconnaît la souveraineté de l'État dans la réunion de tous les citoyens, sous la condition cependant que le gouvernement garantira la dette

publique nationale, l'entretien des pauvres gentilshommes qui ne possèdent aucun bien-fonds, et les pensions viagères accordées sous le titre de provisions.

3. La république française, sur la demande qui lui en a été faite, voulant contribuer, autant qu'il est en elle, à la tranquillité de la ville de Venise et au bonheur de ses habitans, accorde une division de troupes françaises pour y maintenir l'ordre et la sûreté des personnes et des propriétés, et seconder les premiers pas du gouvernement dans toutes les parties de son administration.

4. La station des troupes françaises à Venise n'ayant pour but que la protection des citoyens, elles se retireront aussitôt que le nouveau gouvernement sera établi, ou qu'il déclarera n'avoir plus besoin de leur assistance. Les autres divisions de l'armée française évacueront également toutes les parties du territoire vénitien qu'elles occuperont dans la terre ferme lors de la conclusion de la paix continentale.

5. Le premier soin du gouvernement provisoire sera de faire terminer le procès des inquisiteurs et du commandant du fort de Lido, prévenus d'être les auteurs et instigateurs des Pâques vénitiennes et de l'assassinat commis dans le port de Venise; il désavouera d'ailleurs ces faits de la manière la plus convenable et la plus satisfaisante pour le gouvernement français.

6. Le directoire exécutif, de son côté, par l'organe du général en chef de l'armée, accorde pardon et amnistie générale pour tous les autres Vénitiens qui seraient accusés d'avoir pris part à toute conspiration contre l'armée française; et tous les prisonniers seront mis en liberté après la ratification.

Ainsi a été arrêté et convenu, savoir : au nom de la république française, par les citoyens Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, et Lallement, ministre plénipotentiaire de la république française près celle de Venise; et, au nom du grand-conseil vénitien, par MM. François Dona,

Léonard Justiniani et Louis Moncenigo, députés munis de pleins pouvoirs, dont l'original est annexé aux présentes, lesquelles devront être ratifiées par les hautes puissances contractantes, dans le plus court délai possible, pour sortir leur entière exécution.

Fait à Milan, le 27 floréal an 5 de la république française (16 mai 1797).

Ainsi se trouva renversée l'oligarchie vénitienne. On brûla publiquement le livre d'or, ainsi que le bonnet ducal. Le lion de Saint-Marc et les chevaux de Corinthe furent envoyés à Paris. Bonaparte avait voulu faire un exemple sévère, et frapper vivement l'imagination des peuples. Ils virent de ce jour que, s'il n'est pas d'allié plus fidèle que le peuple français, il n'est pas d'ennemi plus sensible à l'injure et à la perfidie. Venise nous avait trahis: il ne resta plus de Venise que son nom et ses palais, où les républicains vainqueurs dédaignèrent de camper.

CHAPITRE II.

SOMMAIRE : Négociations. — Traité de Léoben.

Avril 1797.

Les négociations qui se poursuivaient à Léoben montrèrent à l'Europe Napoléon sous un point de vue tout nouveau. Là le grand général dévoila pour la première fois sa politique profonde, mais ferme et généreuse. Placé au cœur des possessions autrichiennes, sur le terrain même où il a détruit cinq armées impériales, il dicte à la fois la paix à la cour de Vienne et au Directoire. Sa correspondance de cette époque atteste la puissance et l'élévation de son génie : et forcé qu'il est de faire comprendre ses motifs au faible gouvernement qui doit ratifier ses traités, il les développe avec cette raison brillante et grave, cette lucidité impétueuse qui portent la convic-

tion dans l'esprit; Bonaparte, à Léoben, fait faire un cours de politique au Directoire : et semble par sa supériorité lui prédire une chute prochaine. Le 16 avril, dans une dépêche célèbre, il exprime ainsi ses vues et ses craintes :

« Nous sommes à l'article de la reconnaissance : j'ai dit aux négociateurs que la république française ne voulait pas être reconnue. Elle est en Europe ce qu'est le soleil sur l'horison : tant pis pour qui ne veut pas la voir et en profiter.

» Si l'un des trois projets que je vous fais passer est accepté à Vienne, les préliminaires de la paix se trouveront signés le 20 avril.

» Si rien de tout cela n'est accepté, nous nous battrons; et si l'armée de Sambre-et-Meuse s'est mise en marche le 20, elle pourrait, dans les premiers jours du mois prochain, avoir frappé de grands coups et se trouver sur la Reidnitz. Les meilleurs généraux et les meilleures troupes sont devant moi. Quand on a bonne volonté d'en-

trer en campagne, il n'y a rien qui arrête, et jamais, depuis que l'histoire nous retrace des opérations militaires, une rivière n'a pu être un obstacle réel. Si Moreau veut passer le Rhin, il le passera; et s'il l'avait déjà passé, nous serions dans un état à pouvoir dicter les conditions de la paix d'une manière impérieuse, et sans courir aucune chance; mais qui craint de perdre sa gloire est sûr de la perdre. J'ai passé les Alpes juliennes et les Alpes noriques sur trois pieds de glace; j'ai fait passer mon artillerie par des chemins où jamais chariots n'avaient passé, et tout le monde croyait la chose impossible. Si je n'eusse vu que la tranquillité de l'armée et mon intérêt particulier, je me serais arrêté au-delà de l'Isonzo. Je me suis précipité dans l'Allemagne pour dégager les armées du Rhin et empêcher l'ennemi d'y prendre l'offensive. Je suis aux portes de Vienne, et cette cour insolente et orgueilleuse a ses plénipotentiaires à mon quartier-général. Il faut que les armées du Rhin n'aient

point de sang dans les veines : si elles me laissent seul, alors je m'en retournerai en Italie. L'Europe entière jugera la différence de conduite des deux armées : elles auront ensuite sur le corps toutes les forces de l'empereur, elles en seront accablées, et ce sera leur faute. »

Comme on l'a vu, les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin avaient commencé trop tard les hostilités ; mais ce n'était pas à ces braves armées que l'on pouvait reprocher ce retard funeste, les officiers avaient eu peine à contenir l'impatience des troupes dans les cantonnemens où les ordres précis du Directoire les retenaient : le Directoire devait prendre pour lui seul les reproches que Bonaparte adressait à Moreau et à l'armée de Hoche ; et si Moreau, qui s'empara alors des fourgons de Kinglin, renfermant la correspondance du traître Pichegru avec le prince de Condé, n'accomplit pas son devoir de citoyen en dénonçant des machinations perfides, il

se montra du moins général habile et prudent.

Les nouvelles des deux armées étaient parvenues à Bonaparte le 18; le 19 il écrivait encore au Directoire, mais il avait changé de style comme de position : les préliminaires étaient signés : il n'hésitait pas d'établir la position où il voulait se placer vis-à-vis du Directoire. Après d'énergiques considérations, il terminait ainsi sa dépêche :

« Le vrai plan de campagne pour détruire l'empereur était celui que j'ai fait. Dès l'instant que j'ai prévu que les négociations s'ouvraient sérieusement, j'ai expédié un courier au général Clarke, qui, chargé plus spécialement de vos instructions dans un objet aussi essentiel, s'en serait mieux acquitté que moi; mais lorsque, après dix jours, j'ai vu qu'il n'était pas arrivé, et que le moment commençait à presser, j'ai dû laisser tout scrupule, et j'ai signé. Vous m'avez donné plein pou-

voir sur toutes les opérations diplomatiques; et, *dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'empereur, sont devenus une opération militaire.* Cela sera un monument de la gloire de la république française, et un présage infaillible qu'*elle peut, en deux campagnes, soumettre le continent de l'Eurore, si elle organise ses armées avec force, et surtout l'arme de la cavalerie.*

» Je n'ai pas, en Allemagne, levé une seule contribution; il n'y a pas eu une seule plainte contre nous. J'agirai de même en évacuant, et, sans être prophète, je sens que le temps viendra où nous tirerons parti de cette sage conduite; elle germera dans toute la Hongrie, et sera plus fatale au trône de Vienne que les victoires qui ont illustré la guerre de la liberté.

» D'ici à trois jours, je vous enverrai la ratification de l'empereur..... Quant à moi, je vous demande du repos. J'ai justifié la confiance dont vous m'avez investi; je ne me suis jamais considéré pour rien dans

toutes mes opérations, et je me suis lancé aujourd'hui sur Vienne, ayant acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour être heureux, et ayant derrière moi les superbes plaines de l'Italie, comme j'avais fait au commencement de la campagne dernière, *en cherchant du pain pour l'armée, que la république ne pouvait plus nourrir.*

» La calomnie s'efforcera en vain de me prêter des intentions perfides; ma carrière civile sera comme ma carrière militaire, une et simple. Cependant vous devez sentir que je dois sortir de l'Italie, et je vous demande avec instance de renvoyer, avec la ratification des préliminaires de paix, des ordres sur la première direction à donner aux affaires d'Italie, et un congé pour me rendre en France.

» BONAPARTE. »

La réponse du Directoire n'arrivait pas: Bonaparte sans l'attendre fit évacuer, dès que l'empereur eut signé, la Styrie, une partie de la Carniole et la Carinthie; il

envoya Masséna porter au Directoire le traité définitif.

Le cabinet de Vienne appréciait, mieux peut-être que celui de Paris, les taleus militaires de Bonaparte et les ressources puissantes de son génie : l'empereur, dans une lettre toute de sa main, qu'il lui fit remettre à Gratz par le marquis de Gallo, lui offrit de lui donner à la paix une souveraineté de cent cinquante mille âmes, pour lui et sa famille. L'Autriche pensait séduire le jeune général, et, en désarmant son bras, enlever le plus ferme appui à la république. Bonaparte refusa ; et l'Autriche n'osa recommencer la guerre tant qu'elle eut ce redoutable ennemi à craindre. Ce ne fut qu'après son départ pour l'Egypte qu'elle renouvela les hostilités, et elle ne cessa de nouveau à combattre que lorsque la victoire, de retour en Italie avec lui, la força, après Marengo, de sanctionner le traité de Campo-Formio par celui d'Alexandrie.

CHAPITRE III.

SOMMAIRE : Organisation de la république cisalpine. — Allocution. — Anniversaire du 14 juillet. — 18 fructidor. — La paix est signée. — Bonaparte quitte l'armée d'Italie. — Proclamation au peuple cisalpin. — Ordre du jour. — Arrivée à Paris.

De mai à décembre 1797.

L'armée d'Italie n'avait plus d'ennemis à combattre : Bonaparte transporta son quartier-général à Montebello, et s'occupa avec ardeur de donner une organisation libérale aux peuples qu'il venait d'affranchir du joug autrichien.

Bientôt des envoyés de l'empereur, du pape, de la Sardaigne, de Gênes, de Parme, des cantons suisses, se rendirent à Montebello : le château de cette petite ville devint une sorte de résidence royale. On eût dit d'une cour au lieu d'un quartier-

général; et c'est là, au milieu des ministres étrangers et de ses anciens compagnons d'armes, que Bonaparte fit son apprentissage du métier de monarque : ses vrais amis, toutefois, Augereau, Masséna, Serrurier, Bernadotte, virent de mauvais œil ce changement du général en chef; leur fierté républicaine ne put se ployer aux exigences de l'étiquette, et ils exprimèrent vivement leur désapprobation. Plus tard, cependant, le moment arriva où ils se montrèrent soumis; et, comme la révolution, la république, la liberté, on les vit entrer au service de l'empereur Napoléon.

Un corps diplomatique était accrédité près de Bonaparte, que l'on n'appelait plus que le *Libérateur.* Il s'occupa d'abord de constituer la démocratie vénitienne, pour éteindre tout-à-fait l'esprit de la noblesse, qui s'agitait toujours, et la constitution de la république fut soumise à l'approbation du peuple.

Le 9 juillet on proclama la nouvelle

République Cisalpine, formée de la Lombardie autrichienne, du Bergamasque, du Mantouan et de la Romagne. La constition française y fut mise en vigueur le 14 juillet, et trente mille gardes nationaux, députés par dix départemens cisalpins, se jurèrent fraternité sur l'autel de la patrie.

L'incorrigible Rome voyait avec douleur et crainte les idées républicaines s'établir sur ses frontières; elle tenta encore un mouvement combiné avec l'Autriche; le sénat cisalpin lui demanda fièrement raison; et le pape, obligé cette fois à une humilité trop peu commune au caractère évangélique, demanda pardon à ses voisins, et leur donna toutes les satisfactions qu'ils exigèrent.

Cette belle création de la république cisalpine avait le double avantage de nous donner un allié redoutable à l'Autriche en cas de rupture, et de contenir les princes d'Italie : tous les efforts de Bonaparte tendaient à la rendre unie et puissante, lorsque les événemens intérieurs vinrent l'ar-

racher à ses travaux pacifiques, et l'obliger à porter toute son attention sur la France.

Pendant que les armées françaises s'immortalisaient et rendaient la république formidable au dehors, l'intérieur était divisé, et tout semblait présager une crise funeste à la liberté. Bonaparte, instruit à temps, voulut sonder l'esprit de son armée dans ces grandes circonstances, et le 14 juillet, jour choisi pour la fédération cisalpine, il adressa la proclamation suivante à ses soldats, réunis en carré autour d'une pyramide où on lisait le nom des guerriers tombés sur les champs d'Italie.

« Soldats !

» C'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juillet : vous voyez devant vous le nom de vos compagnons d'armes morts au champ d'honneur pour la liberté de la patrie. Ils vous ont donné l'exemple : vous vous devez tout entiers à la gloire de ce nom qui a reçu un nouvel éclat par vos victoires.

» Soldats, je sais que vous êtes profondément affectés des malheurs qui menacent la patrie; mais la patrie ne peut courir de dangers réels : les mêmes hommes qui l'ont fait triompher de l'Europe coalisée sont là. Des montagnes nous séparent de la France, vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir la constitution, défendre la liberté, protéger le gouvernement et les républicains.

» Soldats ! le gouvernement veille sur le dépôt des lois qui lui est confié. Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez sans inquiétude, et jurons par les mânes des héros qui sont morts à côté de nous pour la liberté, jurons, sur nos nouveaux drapeaux, guerre implacable aux ennemis de la république et de la constitution de l'an III. »

Un vif mouvement d'enthousiasme accueillit ces paroles : l'armée, que le général faisait ainsi entrer dans les intérêts

politiques de la patrie, vota par acclamation des adresses énergiques que chaque division envoya au Directoire et aux conseils. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse furent animées du même esprit que celle d'Italie; et Hoche, plus impatient que Bonaparte, marcha sur Paris, et ne fut arrêté que par les dépêches du conseil des Cinq Cents. De ce jour la puissance militaire commença à dominer dans l'état.

Les royalistes cependant travaillaient sourdement à renverser le Directoire. Pichegru, dont personne hormis Moreau ne connaissait la trahison, avait été porté à la présidence du conseil des Cinq-Cents. Willot, Lajolais, ses complices, étaient aussi députés : l'or de l'Angleterre avait trouvé des sicaires au sein de toutes les grandes administrations publiques; on attaquait à la fois le Directoire, la république, les armées : la contre-révolution menaçait de tout envahir.

Le Directoire, toujours faible et flottant, pouvait sauver l'état par son union :

il se divisa au contraire en deux partis. Rewbel, Barras et Larévcillère se mirent en opposition contre Carnot et Barthélemy : le ministère fut changé.

Les républicains prononcés, ceux que depuis quelque temps on semblait prendre à tâche de persécuter, marchèrent alors avec la majorité du Directoire. Les partisans des princes et de l'étranger, à la tête desquels se trouvaient Pichegru, Willot, Imbert, Colomès, Rovère, formaient un comité royaliste, et étaient seuls dans les secrets de ce parti; les clubistes de Clichy, continuateurs du système girondin, comptaient dans leurs rangs des hommes de mérite; ils voulaient le bien, mais ils ne savaient pas le faire. Ennemis des directeurs et des conventionnels, ils se donnaient pour sages, pour bons Français, et n'eussent su dire eux-mêmes ce qu'ils étaient. Leurs discours secondaient la politique de Pitt et des princes, et pourtant rien n'était plus loin de leur pensée que de tramer contre la république : enfin, les

journalistes étaient contraires au Directoire, qui ne savait pas même leur opposer d'autres journaux.

Il se fit sur-le-champ un changement total dans l'esprit public; mais la république n'en était pas moins en danger.

Un parti puissant engageait Bonaparte à renverser le Directoire et à s'emparer des rênes du gouvernement. La chose eût été facile; le dévouement de l'armée qu'il venait de couvrir de tant de lauriers aurait aplani tous les obstacles; mais alors, comme toujours, l'indépendance, la puissance et le bonheur de la France étaient sa première pensée. Il se décida à soutenir le Directoire, et, à cet effet, il envoya le général Augereau à Paris; mais si, contre son attente, les conjurés l'eussent emporté, tout était disposé pour qu'il fît aussitôt son entrée dans Lyon, à la tête de quinze mille hommes, et pour rallier tous les républicains en marchant sur Paris.

Dès son arrivée, Augereau avait été nommé au commandement de la dix-sep-

tième division militaire. Le Directoire fit arrêter l'un de ses membres, Barthélemy; Carnot, prévenu à temps, se réfugia à Genève. Au même moment, Pichegru, Willot, cinquante députés au conseil des Anciens ou des Cinq-Cents, et cent cinquante autres individus, la plupart journalistes, furent également arrêtés. Le Directoire fit connaître la conspiration qui se tramait contre la république, et que Moreau s'était vu forcé de dénoncer, après de coupables retards qui attestaient presque sa complicité. On mit sous les yeux de la nation les papiers trouvés dans le porte-feuille d'Entraigues. Le peuple se montra d'abord incrédule; mais toutes les incertitudes cessèrent dès qu'on eut connaissance de la proclamation suivante, que Moreau adressa à son armée:

« Soldats!

» Je reçois à l'instant la proclamation du Directoire exécutif du 18 de ce mois,

qui apprend à la France que Pichegru s'est rendu indigne de la confiance qu'il a long-temps inspirée à la république et sur-tout aux armées. On m'a également informé que plusieurs militaires, trop confians dans le patriotisme de ce représentant, d'après les services qu'il a rendus, doutaient de cette assertion. Je dois à mes frères d'armes, à mes concitoyens, de les instruire de la vérité. Il n'est que trop vrai que Pichegru a trahi la confiance de la France entière. J'ai instruit un des membres du Directoire qu'il m'était tombé entre les mains une correspondance avec Condé et d'autres agens du prétendant, qui ne me laisse aucun doute sur cette trahison. Le Directoire vient de m'appeler à Paris, et désire sûrement des renseignemens plus étendus sur cette correspondance. Soldats, soyez calmes et sans inquiétude sur les événemens de l'intérieur; croyez que le gouvernement, en comprimant les royalistes, veillera au maintien de la consti-

tution républicaine, que vous avez juré de défendre. »

La loi du 19 fructidor condamna à la déportation deux directeurs, cinquante députés, et cent cinquante-huit individus. Les élections de plusieurs départemens furent cassées; plusieurs mesures de salut public furent décrétées; Merlin et François de Neufchâteau remplacèrent Carnot et Barthélemy : les déportés furent embarqués à Rochefort et transportés à la Guiane.

Bonaparte, profondément affligé de la loi du 19 fructidor, témoigna hautement son mécontentement. Il reprocha aux trois directeurs de n'avoir pas su vaincre avec modération. Il approuvait que Carnot, Barthélemy et les cinquante députés fussent destitués de leurs fonctions, mais il eût voulu que Pichegru, Willot, Imbert et Colomès fussent seuls mis en accusation.

Le triumvirat Barras, Rewbel et Laréveillère se déshonora dès le jour de sa vic-

toire, en condamnant, sans aucune forme de procès, des hommes d'un grand talent, des patriotes purs, à périr dans les déserts de Sinamari. Portalis, Trouçon Ducoudray, Dumolard, Muraire, Barbé-Marbois, Pastoret, Siméon, Benezech, Dumas, Villaret-Joyeuse et cinquante citoyens aussi honorables, étaient portés sur cette liste de proscription. Le 18 fructidor fut un grand attentat contre la liberté du peuple français; il a précédé le 18 brumaire, devant lequel peut-être, sans cet antécédent funeste, Bonaparte eût reculé.

Les trois directeurs, enivrés de leur triomphe, se jetèrent dans un système sans force et sans considération. Le rappel des lois révolutionnaires ne menait à rien; ce n'était pas avec un bras débile que l'on pouvait manier ces puissantes armes : quelques gouttes de sang émigré versées sans but et sans sujet vinrent rendre plus odieuse cette réaction, dont Barras etait le chef; et la bravade de rom-

pre les négociations entamées avec l'Anglerre, prouva la présomption des directeurs, au lieu de témoigner de la force du gouvernement.

La journée du 18 fructidor changea aussitôt la politique du Directoire; elle l'aveugla sur ses propres forces. Dès lors, au lieu d'aplanir les difficultés qui se présentaient pour le traité de paix avec l'Autriche, il en créa lui-même de nouvelles. C'est ainsi qu'à cette même époque, il refusa, malgré les instances de Bonaparte, de ratifier le traité conclu avec le roi de Sardaigne, et qu'après avoir éloigné du continent le plénipotentiaire anglais, lord Malmesbury, il faisait insinuer à Napoléon de rompre les négociations et de recommencer les hostilités.

Lorsque le Directoire s'aperçut que cette marche ne réussissait pas, il envoya son *ultimatum*, en date du 29 septembre. La France ne voulait plus céder à l'Autriche ni Venise ni la ligne de l'Adige. C'était l'équivalent d'une déclaration de

guerre. Napoléon jugea que cet *ultimatum*, si différent des bases posées à Montebello, et approuvées par le gouvernement avant la journée de fructidor, ne serait point accepté par l'Autriche ; il sentit dès lors combien sa position était difficile, puisque, en sa qualité de plénipotentiaire, il devait déclarer la guerre, en même temps que, comme général en chef, il se démettait de son commandement, pour ne pas exécuter un plan de campagne contraire à son opinion. Pendant qu'il méditait sur cet état des choses, une dépêche du ministre des affaires étrangères lui apprit qu'en arrêtant son *ultimatum*, le Directoire avait été dans l'opinion que le général en chef était en mesure de le faire agréer par la force des armes. Cette communication lui prouva que le sort de la France était entre ses mains, et dépendait du parti qu'il choisirait : il se décida pour la paix.

Déjà l'on était d'accord sur les principes; mais on était bien loin de l'être sur

le mode d'exécution. De nouvelles conférences eurent lieu à Udine : le comte de Cobentzel se débattait contre l'*ultimatum* posé par Napoléon, et assurait que l'empereur était irrévocablement résolu à s'exposer à toutes les chances de la guerre, à fuir même de sa capitale, plutôt que de consentir à une paix aussi désavantageuse. En même temps il menaçait du secours des troupes russes; il finit par dire qu'il partirait dans la nuit, et que tout le sang qui coulerait dans cette nouvelle lutte retomberait sur le négociateur français.

La discussion était tellement vive, que Bonaparte déclara qu'il préférait s'en remettre au sort des armes, et dit en se levant : « La trève est donc rompue et la » guerre déclarée; mais souvenez-vous » qu'avant la fin de l'automne, *je briserai* » *votre monarchie comme je brise cette* » *porcelaine.* » En prononçant ces derniers mots, il jeta à terre, avec vivacité, un cabaret de porcelaine que l'impératrice Catherine II avait donné au comte, salua le

congrès et sortit. Les plénipotentiaires autrichiens restèrent interdits. Peu après ils apprirent que le général français, en montant à cheval, avait expédié un officier à l'archiduc Charles pour le prévenir que, les négociations étant rompues, les hostilités recommenceraient sous vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel, effrayé, envoya aussitôt le marquis de Gallo près de Napoléon, avec la déclaration signée qu'il adhérait à l'*ultimatum* de la France. Le lendemain 17 octobre, la paix fût signée.

Par ce traité l'empereur reconnut à la république française ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Océan; il consentit à ce que la république cisalpine fût formée de la Lombardie, des duchés de Reggio, de Modène, de la Mirandole; de trois légations (de Bologne, de Ferrare et de la Romagne); de la Valteline et de la partie des États vénitiens sur la rive droite de l'Adige. Il céda encore le Brisgaw, ce qui éloignait

les états héréditaires des frontières françaises. Il fut convenu en outre, que Mayence, ce boulevart important, serait remis aux troupes de la république, d'après une convention militaire qui serait faite à Rastadt, où le plénipotentiaire français et le comte de Cobenzel se donnèrent rendez-vous.

C'est dans ce fameux traité que le rédacteur ayant mis pour premier article : L'empereur d'Allemagne reconnaît la république française. — Effacez cela, lui dit Bonaparte; la république française est comme le soleil : elle aveugle celui qui ne la voit pas. Le peuple français est maître chez lui; il a fait une république, peut-être demain il fera une aristocratie, après demain une monarchie : c'est son droit. »

Bonaparte avait envoyé successivement tous ses généraux à Paris, ce qui mettait le gouvernement à même de les connaître et de se les rattacher par des récompenses : il chargea le général Berthier de porter le traité de Campo-Formio; et, vou-

lant donner une preuve d'estime et de considération aux sciences, il lui adjoignit le célèbre Monge, membre de la commission des sciences et des arts en Italie. Ils remirent, en arrivant, au ministre des relations extérieures, cette lettre, où Bonaparte répond par avance à toutes les objections:

Au quartier-général à Passeriano, le 27 vendémiaire an VI (18 octobre 1797).

« La paix a été signée hier après minuit. J'ai fait partir à deux heures le général Berthier et le citoyen Monge pour vous porter le traité en original. Je me suis référé à vous en écrire ce matin, et je vous expédie à cet effet un courrier extraordinaire qui vous arrivera en même temps, et peut-être avant le général Berthier : c'est pourquoi j'y inclus une copie collationnée de ce traité.

» 1°. Je ne doute pas que la critique ne

s'attache vivement à déprécier le traité que je viens de signer. Tous ceux cependant qui connaissent l'Europe et qui ont le tact des affaires seront bien convaincus qu'il était impossible d'arriver à un meilleur traité sans commencer par se battre, et sans conquérir encore deux ou trois provinces de la maison d'Autriche. Cela était-il possible? oui. Préférable? non.

» En effet, l'empereur avait placé toutes ses troupes contre l'armée d'Italie, et, nous, nous avons laissé toute la force de nos troupes sur le Rhin. Il aurait fallu trente jours de marche à l'armée d'Allemagne pour pouvoir arriver sur les lisières des États héréditaires de la maison d'Autriche, et pendant ce temps-là j'aurais eu contre moi les trois quarts de ses forces. Je ne devais pas avoir les probabilités de les vaincre, et, les eussé-je vaincues, j'aurais perdu une grande partie des braves soldats qui ont seuls vaincu toute la maison d'Autriche et changé le destin

de l'Europe. Vous avez cent cinquante mille hommes sur le Rhin; j'en ai cinquante mille en Italie.

» 2°. L'empereur, au contraire, a cent cinquante mille hommes contre moi, quarante mille en réserve, et plus de quarante mille au-delà du Rhin.

» 3°. Le refus de ratifier le traité du roi de Sardaigne me privait de dix mille hommes et me donnait des inquiétudes réelles sur mes derrières, qui s'affaiblissaient par les armemens extraordinaires de Naples.

» 4°. Les cimes des montagnes sont déjà couvertes de neige : je ne pouvais pas, avant un mois, commencer les opérations militaires, puisque, par une lettre que je reçois du général qui commande l'armée d'Allemagne, il m'instruit du mauvais état de son armée, et me fait part que l'armistice de quinze jours qui existait entre les armées n'est pas encore rompu. Il faut dix jours pour qu'un courrier se rende d'Udine à l'armée d'Allemagne annoncer la rupture; les hostilités ne pouvaient donc en

réalité commencer que vingt-cinq jours après la rupture, et alors nous nous trouvions dans les grandes neiges.

» 5°. Il y aurait eu le parti d'attendre au mois d'avril et de passer tout l'hiver à organiser les armées et concerter un plan de campagne, qui était, pour le dire entre nous, on ne peut pas plus mal combiné; mais ce parti ne convenait pas à la situation intérieure de la république, de nos finances, et de l'armée d'Allemagne.

» 6°. Nous avons la guerre avec l'Angleterre : cet ennemi est assez considérable.

» Si l'empereur répare ses pertes dans quelques années de paix, la république cisalpine s'organisera de son côté, et l'occupation de Mayence et la destruction de l'Angleterre nous compenseront de reste et empêcheront bien ce prince de penser à se mesurer avec nous.

» 7°. Jamais, depuis plusieurs siècles, on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons. Nous acquérons la partie de la république de Venise la plus pré-

cieuse pour nous. Une autre partie du territoire de cette république est acquise à la Cisalpine, et le reste à l'empereur.

» 8°. L'Angleterre allait renouveler une autre coalition. La guerre, qui a été nationale et populaire lorsque l'ennemi était sur nos frontières, semble aujourd'hui étrangère au peuple, et n'est devenue qu'une guerre de gouvernement. Dans l'ordre naturel des choses, nous aurions fini par y succomber.

» 9°. Lorsque la Cisalpine a les frontières les plus militaires de l'Europe, que la France a Mayence et le Rhin, qu'elle a dans le Levant Corfou, place extraordinairement bien fortifiée, et les autres îles, que veut-on davantage ? Diverger nos forces pour que l'Angleterre continue à enlever à nous, à l'Espagne, à la Hollande, leurs colonies, et éloigner encore pour long-temps le rétablissement de notre commerce et de notre marine.

» 10°. Les Autrichiens sont lourds et avares ; aucun peuple moins intrigant et

moins dangereux pour nos affaires militaires qu'eux; l'Anglais, au contraire, est généreux, intrigant, entreprenant. Il faut que notre gouvernement détruise la monarchie anglicane, ou il doit s'attendre lui-même à être détruit par la corruption et l'intrigue de ces actifs insulaires. Le moment actuel nous offre un beau jeu. Concentrons toute notre activité du côté de la marine, et détruisons l'Angleterre : cela fait, l'Europe est à nos pieds.

» BONAPARTE. »

Le traité de Campo-Formio surprit le Directoire, qui était loin de s'y attendre; il laissa percer son mécontentement : on assure même qu'il pensa un instant à ne pas le ratifier ; mais l'opinion publique était trop prononcée, et les avantages que cette paix assurait à la France étaient trop évidens.

Aussitôt après la signature de la paix, Napoléon retourna à Milan pour mettre la dernière main à l'organisation de la ré-

publique cisalpine, et compléter les mesures administratives de son armée. Il prit alors congé du peuple italien et de ses soldats, en leur adressant les deux proclamations suivantes.

Au quartier-général à Milan, le 21 brumaire an VI (11 novembre 1797).

Au peuple cisalpin.

« CITOYENS,

« A compter du 1er. frimaire, votre constitution se trouvera en pleine activité.

» Votre directoire, votre corps législatif, votre tribunal de cassation, les autres administrations subalternes, se trouveront organisés.

» Vous êtes le premier exemple, dans l'histoire, d'un peuple qui devient libre sans factions, sans révolutions et sans déchiremens.

» Nous vous avons donné la liberté, sachez la conserver. Vous êtes, après la

France, la république la plus populeuse, la plus riche. Votre position vous appelle à jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe.

» Pour être digne de votre destinée, ne faites que des lois sages et modérées.

» Faites-les exécuter avec force et énergie.

» Favorisez la propagation des lumières, et respectez la religion.

» Composez vos bataillons, non pas de gens sans aveu, mais de citoyens qui se nourrissent des principes de la république, et soient immédiatement attachés à sa prospérité.

» Vous avez, en général, besoin de vous pénétrer du sentiment de votre force et de la dignité qui convient à l'homme libre.

» Divisés et pliés depuis tant d'années à la tyrannie, vous n'eussiez pas conquis votre liberté : mais sous peu d'années, fussiez-vous abandonnés à vous-mêmes, aucune puissance de la terre ne sera assez forte pour vous l'ôter.

» Jusqu'alors la grande nation vous protégera contre les attaques de vos voisins. Son système politique sera réuni au vôtre.

» Si le peuple romain eût fait le même usage de sa force que le peuple français, les aigles romaines seraient encore sur le Capitole, et dix-huit siècles d'esclavage et de tyrannie n'auraient pas déshonoré l'espèce humaine.

» J'ai fait, pour consolider la liberté, et en seule vue de votre bonheur, un travail que l'ambition et l'amour du pouvoir ont seuls fait faire jusqu'ici.

» J'ai nommé à un grand nombre de places, je me suis exposé à avoir oublié l'homme probe et avoir donné la préférence à l'intrigant; mais il y avait des inconvéniens majeurs à vous laisser faire ces premières nominations ; vous n'étiez pas encore organisés.

» Je vous quitte sous peu de jours. Les ordres de mon gouvernement, et un danger éminent que courrait la république ci-

salpine, me rappeleront seuls au milieu de vous.

» Mais, dans quelque lieu que le service de ma patrie m'appelle, je prendrai toujours une vive sollicitude au bonheur et à la gloire de la république.

» BONAPARTE. »

Au quartier-général de Milan, le 24 brumaire an VI (14 novembre 1797).

« SOLDATS !

» Je pars demain pour me rendre à Rastadt.

» En me trouvant séparé de l'armée, je ne serai consolé que par l'espoir de me revoir bientôt avec vous, luttant contre de nouveaux dangers.

» Quelque poste que le gouvernement assigne à l'armée d'Italie, nous serons toujours les dignes soutiens de la liberté et de la gloire du nom français.

» Soldats! en vous entretenant des princes que vous avez vaincus..... des peuples qui vous doivent leur liberté... des combats que vous avez livrés en deux campagnes, dites-vous : *Dans deux campagnes nous aurons plus fait encore.*

» BONAPARTE. »

L'ordre du jour qui suivit cette proclamation est sans doute la plus belle page de notre histoire militaire : Bonaparte y prend congé de l'illustre armée d'Italie, d'une façon digne à la fois et d'elle et de lui.

Ordre du jour.

16 novembre.

« Le général Bonaparte a quitté Milan hier matin, pour présider la légation française au congrès de Rastadt. Avant de partir il a envoyé au Directoire exécutif, à Paris, le drapeau de l'armée d'Italie, qui sera présenté par le général Joubert. Il y

a sur une face de ce drapeau : *A l'armée d'Italie, la patrie reconnaissante*. Sur l'autre côté sont les noms de tous les combats qu'a livrés, de toutes les villes qu'a prises l'armée d'Italie. On remarque entre autres les inscriptions suivantes : Cent cinquante mille prisonniers, dix-sept mille chevaux, cinq cent cinquante pièces de siége, six cents pièces de campagne, cinq équipages de ponts, neuf vaisseaux de cinquante-quatre canons, douze frégates de trente-deux, douze corvettes, dix-huit galères ; armistice avec le roi de Sardaigne : convention avec Gênes ; armistice avec le duc de Parme, avec le duc de Modène, avec le roi de Naples, avec le pape ; préliminaires de Léoben, convention de Montebello avec la république de Gênes ; traités de paix avec l'empereur à Campo-Formio ; donné la liberté aux peuples de Bologne, Ferrare, Modène, Massà-Carrara ; de la Romagne, de la Lombardie, de Brescia, de Bergame, de Mantoue, de Créma, d'une partie du Véronnais, de

Chiavenna, Bormio, et de la Valteline; au peuple de Gênes, aux fiefs impériaux, aux peuples des départemens de Corcyre, de la mer Egée et d'Ithaque.

» Envoyé à Paris tous les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse, Corrège, Albane, des Carrache, Raphaël, Léonard de Vinci, etc.

» Ce monument de la gloire de l'armée d'Italie, suspendu aux voûtes de la salle des séances publiques du Directoire exécutif, attestera encore les exploits de nos guerriers, quand la génération présente aura disparu. »

A son arrivée à Turin, le roi de Sardaigne désirait le voir et lui témoigner publiquement sa reconnaissance; mais les circonstances étaient déjà telles qu'il ne crut pas devoir se complaire à des démonstrations de cour. Il continua sa route vers Rastadt.

Réuni au Congrès, Bonaparte s'empressa

de signer la convention pour la remise de Mayence aux troupes françaises, en échange de Venise et de Palma-Nuova, qui devaient être livrées le même jour aux troupes autrichiennes. Tout était conclu le 1er. décembre. Bonaparte déclara aux ministres français Treilhart et Bonnier, qu'il regardait sa mission comme finie, et le 5 décembre il arrivait incognito à Paris. Il alla descendre à sa petite maison de la rue Chantereine, à laquelle la municipalité, par une délibération spontanée, donna le nom de *rue de la Victoire.*

CHAPITRE IV.

SOMMAIRE : Séjour à Paris.—Fêtes.—Insurrection suisse. — La république romaine proclamée. — Echauffourée à Vienne. — Préparatifs de l'expédition d'Egypte.

De déc. 1797 à mai 1798.

Le traité de Campo-Formio donnait à la république française une grande prépondérance dans la balance politique de l'Europe ; la paix laissait quelque répit aux membres inquiets ou jaloux du Directoire ; ils en profitèrent pour tourmenter de leur arbitraire les supériorités militaires de l'époque.

Le 18 septembre, Hoche, guerrier citoyen, idole de l'armée, le seul homme dont les talens, le génie et la gloire pussent contrebalancer l'influence de Bonaparte, était mort empoisonné ; Moreau,

le dénonciateur de Pichegru, s'était vu réformer ; le meneur du 18 fructidor, Augereau, lui succédait à la tête des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse : Bernadotte était exilé dans un petit poste diplomatique ; Bonaparte alors, le pacificateur de l'Italie, obtint pour prix de ses services une récompense imaginaire que le Directoire décorait pompeusement du titre de *commandement de l'armée d'Angleterre.*

Bonaparte cependant était à Paris, et partout on s'entretenait de lui, de ses actions, de sa gloire.

Durant les deux ans qu'il venait de passer en Italie, il avait rempli le monde de l'éclat de ses triomphes : la coalition en avait été divisée. L'empereur et les princes de l'empire avaient reconnu la république. L'Italie entière était soumise à nos lois. Deux nouvelles républiques y avaient été créées dans le système français. L'Angleterre seule restait armée ; encore avait-elle manifesté le désir de la

paix : et si le traité n'avait point été signé il fallait en accuser la folie du Directoire après le 18 fructidor.

A ces résultats si grands obtenus sous le rapport des relations extérieures de la république, se joignaient tous les avantages qu'elle avait recueillis dans son administration intérieure et dans sa puissance militaire. A aucune époque de son histoire le soldat français n'avait éprouvé plus vivement le sentiment de sa supériorité sur tous les soldats de l'Europe. C'était à l'influence des victoires d'Italie que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient d'avoir pu reporter les couleurs françaises sur les bords du Lech, où Turenne, le premier, les avait arborées.

Au commencement du 1796, l'empereur avait cent quatre-vingt mille hommes sur le Rhin, il voulait porter la guerre en France. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin n'avaient point de forces suffisantes pour lui résister. Les journées de

Montenote, d'Arcole, de Lodi, en portant l'alarme à Vienne, avaient obligé le conseil aulique de rappeler successivement de ses armées d'Allemagne le maréchal Wurmser, l'archiduc Charles, et plus de soixante mille hommes: l'équilibre s'était ainsi trouvé rétabli; Moreau, Jourdan, avaient pu alors prendre l'offensive à leur tour.

Quant aux résultats financiers de l'expédition d'Italie, ils avaient passé toute espérance: plus de cent vingt millions de contributions extraordinaires avaient été levés; la moitié avait servi à payer, nourrir et réorganiser l'armée dans tous ses services; les autres soixante millions, envoyés au trésor de Paris, l'avaient aidé à pourvoir aux besoins de l'intérieur et aux services de l'armée du Rhin. Le Muséum national s'était enrichi des chefs-d'œuvre des arts qui embellisaient Parme, Florence et Rome, et que l'on évaluait à plus de 200 millions. Les bâtimens conquis à Gênes, à Livourne et à Venise, avaient relevé la

marine française. Les escadres de Toulon dominaient dans la méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Le commerce de Lyon, de la Provence et du Dauphiné, commençait à renaître, depuis que le grand débouché des Alpes lui était ouvert. De beaux jours paraissaient assurés à la France; c'était aux vainqueurs d'Italie qu'elle se plaisait à les devoir: la reconnaissance gravait le nom de Bonaparte dans tous les cœurs.

Cependant le général auquel la France devait tant d'avantages et de richesses, retournait en France aussi pauvre qu'il en était sorti. Des millions lui avaient été offerts en Italie, il avait pu s'approprier des sommes immenses, et il revenait avec les économies faites sur ses appointemens. On crut un instant que la nation allait lui décerner quelque grande récompense; le conseil des Cinq Cents rédigea même l'acte qui lui devait donner le château de Chambord, ce château que l'on donne toujours; mais le Directoire s'alarma, on ne sait pourquoi,

de cette proposition, ses affidés l'écartèrent. C'est alors que Bonaparte acheta au nom de sa femme la terre de la Malmaison.

Dès l'arrivée de Bonaparte à Paris, les chefs de tous les partis se présentèrent chez lui : il refusa de les accueillir. Le public se montrait avide de le voir : les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait étaient encombrées de monde ; il ne se montra nulle part.

Le Directoire lui témoignait les plus grands égards ; quand il croyait devoir le consulter, il envoyait un des ministres l'inviter à assister au conseil ; et dans ces occasions, il prenait place entre deux directeurs, et donnait librement son avis sur les objets en discussion.

L'injuste proscription de Carnot avait laissé une place vacante à l'Institut : ce corps s'empressa de la donner au général Bonaparte.

Le Directoire s'effrayait de cette puissance de gloire dont Bonaparte se trouvait involontairement entouré : trop faible pour

combattre ou braver l'opinion publique, il s'y soumit lui-même, et pour témoignér la reconnaissance de la république au général de l'armée d'Italie, il lui donna une fête magnifique, triomphale, inusitée, dont le prétexte était la remise du traité de Campo-Formio. Des échafaudages furent élevés dans la cour du Luxembourg; les drapeaux conquis en Italie étaient groupés en dais au-dessus des cinq directeurs. Ceux-ci, drapés à l'antique, présidaient la fête; mais cette magnificence théâtrale disparut devant la simplicité du héros. Bonaparte, couvert de l'habit d'Arcole et de Lodi, attira seul les regards; et dès qu'il prit la parole, un silence inquiet et religieux régna dans l'immense assemblée. Son discours fut simple; il évita de parler de fructidor, des affaires du temps et de l'expédition d'Angleterre; mais on remarqua les phrases suivantes: « Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre; pour obtenir une constitution

fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre : la religion, la féodalité, le despotisme, ont successivement gouverné l'Europe; mais de la paix que vousv enez de conclure, date l'ère des gouvernemens représentatifs. Je vous remets le traité de Campo-Formio, ratifié par l'empereur. Cette paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

Barras, chargé de répondre au nom du Directoire, se livra à de longues déclamations; il dit : « que la nature avait épuisé toutes ses richesses pour créer Bonaparte; il l'engagea à aller planter le drapeau tricolore sur la tour de Londres. »

Jourdan et Andréossy, présentés alors par le ministre de la guerre, reçurent les félicitations du Directoire; l'illustre général de Sambre-et-Meuse, Jourdan, prit aussi la parole, et célébra avec la franchise

du vrai soldat la gloire de l'armée d'Italie, et celle de son chef, qui venaient d'éclipser la sienne.

Les conseils, et le ministre des affaires étrangères Talleyrand, lui donnèrent aussi des fêtes. Il parut à toutes, mais y resta peu de temps.

Le Directoire, en dépit de tous les égards et de toute la franchise qu'il affectait envers Napoléon, avait peine à supporter sa grande popularité. Les troupes, en rentrant en France, le célébraient dans leurs récits, dans leurs chansons: elles disaient hautement qu'il fallait chasser les avocats, et le faire roi. L'administration marchait mal; beaucoup d'espérances se tournaient vers le vainqueur d'Italie. Napoléon sentait toute la délicatesse et l'embarras de sa situation; c'est alors que les directeurs voulurent le décider à retourner au congrès de Rastadt pour y diriger les opérations: il refusa, mais il consentit à accepter le commandement de l'armée d'Angleterre.

C'est alors qu'il fit part au gouverne-

ment de ce grand projet qu'il avait nourri secrètement au milieu de ses triomphes, et dont le savant Monge eut peut-être seul la confidence à Milan. Ce projet, qui devait affranchir Bonaparte de la méfiance du Directoire et de la nullité du commandement dans lequel on prétendait l'exiler, était la mémorable expédition d'Égypte. Le plan de cette expédition, dont le succès ouvrait la route de l'Inde à la gloire française, fixa toute l'attention du Directoire, et lui parut satisfaire tous ses intérêts, dont le moindre, sans doute, en éloignant l'homme qui lui portait ombrage, était de lui rendre la sécurité.

Bonaparte partit avec éclat pour inspecter les troupes qui composaient l'expédition d'Angleterre; elles étaient cantonnées en Normandie, en Picardie et en Belgique. Leur nouveau général parcourut ces départemens incognito. Ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus à Londres, et masquaient davantage les préparatifs dans le Midi. C'est à cette excursion

que l'on doit reporter l'origine des grands projets d'établissemens maritimes qu'il fit exécuter à Anvers, sous l'empire; c'est à cette époque qu'il reconnut les avantages que Saint-Quentin retirerait du canal ouvert depuis le consulat; c'est aussi dans ce voyage qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais, pour tenter, avec des simples péniches, une entreprise contre l'Angleterre. Ainsi, au moment où il ne devait être agité d'aucune autre pensée que celle de faire retentir les rivages du Nil de la gloire du nom français, il prévoyait déjà son retour, et bâtissait à l'avance l'édifice qu'il lui était réservé de finir.

Cependant l'aristocratie de la Suisse faisait des efforts pour conserver la prépondérance que le Directoire voulait lui ravir, en donnant à cette république fédérative une constitution unique semblable à celle de la France. Les petits cantons se soulevèrent à l'aspect d'un bouleversement qui froissait leurs intérêts.

De son côté, la cour de Rome, plutôt aigrie que corrigée par le traité de Tolentino, persistait dans son système d'aversion contre la France. Ce cabinet de vieillards sans sagesse fit fermenter autour de lui l'opinion. Des scènes tumultueuses eurent lieu dans cette capitale: le jeune Duphot, général de la plus grande espérance, fut assassiné devant le palais, et sous les yeux de Joseph Bonaparte, ambassadeur de France. Celui-ci dut se retirer à Florence. On avait déjà reproché à Bonaparte d'avoir conservé le pouvoir du pape. Il fut décidé qu'on détrônerait ce faible et remuant ennemi. Berthier reçut l'ordre de marcher sur Rome avec une armée, et de rétablir la république romaine; ce qui fut exécuté. Le 19 février le Capitole vit de nouveau des consuls, un sénat, un tribunat. Le peuple, enivré par l'idée de l'indépendance, s'émerveilla en entendant quatorze cardinaux consacrer la république dans la basilique de Saint-Pierre.

A cette époque un événement bizarre

pensa rallumer la guerre avec l'Autriche, et nous faire perdre le fruit de tant de triomphes et de traités; Bernadotte, ambassadeur à Vienne, arbora au haut de son hôtel le drapeau tricolore, surmonté du bonnet rouge et de la devise *liberté, égalité*. La populace de Vienne arracha le drapeau tricolore, et insulta Bernadotte. Le Directoire envoya son *ultimatum* à l'Autriche : il portait *guerre* ou *paix*. L'empereur donna des satisfactions.

Cependant Napoléon commençait à craindre qu'au milieu de ces orages une entreprise en Orient ne fût devenue contraire aux vrais intérêts de la patrie. Il demanda au gouvernement d'ajourner l'expédition d'Égypte. Le Directoire, alarmé, craignant qu'il ne voulût se mettre à la tête des affaires, ne se montra que plus ardent à presser cette expédition.

Un parti, composé des députés influens dans les deux conseils; les fructidoriens qui cherchaient un protecteur; les généraux les plus marquans et les plus éclairés,

pressèrent long-temps Bonaparte de faire un mouvement et de se mettre à la tête de la république. Il s'y refusa: il ne se croyait pas encore assez populaire pour marcher seul; il craignait de compromettre son caractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte, mais avec la résolution bien arrêtée dès lors de reparaître aussitôt que les circonstances s'offriraient plus favorables à son ambition.

CHAPITRE V.

Sommaire ; Expédition d'Egypte. — Proclamation. — Départ de Toulon. — Prise de Malte. — Arrivée de la flotte devant Alexandrie.

Mai, juin 1798.

Les préparatifs de l'expédition d'Égypte se faisaient avec mystère; jamais Bonaparte n'avait déployé plus de vigilance et de talent qu'en cette circonstance : il se multipliait par son infatigable activité ; de Paris, ses ordres dirigeaient tous les mouvemens de l'armée vers les ports de la Méditerranée, non seulement il pourvoyait d'avance aux moindres besoins des troupes de terre, mais encore il s'occupait des plus petits détails de la flotte qui devait les transporter, et en même temps il adressait des notes au gouvernement, des instructions aux généraux sous ses ordres, et or-

ganisait un corps de savans et d'artistes destinés à explorer les antiquités de l'Egypte. Il écrivait par jour plus de vingt dépêches.

Tout-à-coup la France apprend que trente-six mille hommes de toutes les armes se trouvent réunis dans différens ports de France et d'Italie, prêts à s'embarquer au premier signal : Toulon est le centre de ces préparatifs immenses. Parmi les généraux qui composent l'état-major général de l'armée, on remarque Berthier, Desaix, Kléber, Menou, Bon, Reynier, Vaubois, du Muy, Dugua, Lannes, Murat, Verdier, Dumas, Lanusse, Vial, Zayonscheck, Rampon, Leclerc, Davoust. Cafarelli commande l'arme du génie ; Dommartin, l'artillerie. Le service de santé est sous la direction de Larrey et de Desgenettes.

Cette réunion extraordinaire de troupes donna lieu à mille conjonctures : quoiqu'un grand nombre d'agens connussent le but de tant d'apprêts, le secret avait été gardé.

avec une fidélité rare; l'avenir était couvert d'un voile impénétrable. La première opinion que conçut le cabinet de Saint-James fut que la mission de cette escadre était de débloquer les vaisseaux renfermés à Cadix; en France on pensait que toutes ces forces étaient destinées à opérer une descente sur le territoire britannique. Mais l'incertitude renaissait à l'aspect de ce corps nombreux de savans attaché à l'armée; plusieurs membres de l'institut national accompagnaient l'expédition, et des hommes déjà distingués leur étaient adjoints: Monge, Denon, Costaz, Fourier, Berthollet, Geoffroy, Dolomieu, devaient explorer les mines fécondes que l'Égypte offre à l'astronomie, à la physique, à la chimie, à la botanique, à l'archéologie, à toutes les sciences: pour ce qui est de l'histoire, Bonaparte allait leur en faire.

Bonaparte descendit le 9 mai à l'hôtel de la Marine, à Toulon. L'armée l'attendait; un discours brusque et énergique

salua les braves d'Italie. « Je promets à chaque soldat, avait-il dit, qu'au retour de cette expédition il aura de quoi acheter six arpens de terre. « Au moment de lever l'ancre il dit : « Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre ; vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de siéges ; il vous reste à faire la guerre maritime. » Après les avoir exhortés à l'union et à la confiance, il terminait ainsi : « Le génie de la liberté qui a rendu, dès sa naissance, la république l'arbitre de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des nations les plus lointaines. » Ces paroles électrisèrent l'armée ; elles furent accueillies avec enthousiasme. Tous ignoroient encore vers quels parages devait se tourner la proue ; nul ne s'en inquiétait : c'était assez pour eux de suivre Bonaparte. « Il est avec nous, s'écriaient-ils, nous allons à la victoire ! »

Les vaisseaux composant l'avant-garde appareillèrent le 19 mai : l'escadre entière les suivit à peu de distance.

Bonaparte, avec une partie de l'état-major général de l'armée, se trouvait sur le vaisseau *l'Orient*, monté par le vice-amiral Brueys qui commandait la flotte. Treize vaisseaux de ligne, deux autres armés en flûtes, huit frégates, soixante-dix-huit bâtimens de guerre moins considérables, corvettes, bricks, chaloupes cannonières, telles étaient les forces qui protégeaient les quatre cents navires de transport sur lesquels voguaient joyeusement les vainqueurs de l'Europe. Le vice-amiral avait sous ses ordres les contre-amiraux Villeneuve, Decrès, Blanquet-Duchaila; le chef de division Gantheaume était chef de l'état-major naval; et dix mille hommes formaient l'effectif total des équipages de guerre.

L'armée naviguait depuis plusieurs jours; on s'attendait à chaque instant à voir arriver les Anglais; de continuelles alertes troublaient la sécurité du voyage.

Les voiles qu'on apercevait dans le lointain étaient autant de motifs d'inquiétude;

plusieurs bâtimens sortis des ports de l'Italie pour rallier la flotte, ne se joignirent à elle qu'après l'avoir jetée dans les plus vives alarmes. On vit successivement arriver les convois de Gênes, d'Ajaccio, de Civita-Vecchia, et leur approche fut à chaque fois le signal des alarmes. Un combat naval pouvait faire échouer l'expédition. Mais la fortune veillait sur elle, et nos vaisseaux échappèrent à la vigilance de la croisière anglaise. Après vingt-un jours de navigation, on découvrit enfin l'île de Malte et ses fortifications. Toute la côte était hérissée de batteries; on voyait de distance en distance des fortins situés sur des éminences escarpées. A gauche se présentait l'entrée du grand port, et le fort Saint-Ange avec le terrible appareil de ses fossés, de ses canons et de ses hautes murailles.

L'île de Malte, située entre Toulon et Alexandrie, offrait une position intermédiaire dont il était important de s'assurer pour le succès de l'expédition. Mais une

longue résistance eût donné aux Anglais le temps d'arriver. La voie des négociations parut moins chanceuse; le général en chef fit demander au grand maître l'entrée du port pour notre armée navale.

La réponse fut que les statuts de l'ordre s'opposaient à ce qu'il entrât plus de quatre bâtimens à la fois. Peu accoutumé aux refus, Bonaparte se décida à user de violence. Il répliqua cependant au grand maître, et s'efforça de justifier son agression : « L'ordre avait long-temps favorisé les ennemis de la république en fournissant des matelots aux Anglais, en ravitaillant leurs vaisseaux, et en violant en leur faveur les statuts invoqués contre lui, général de l'armée de la république; l'ordre avait, au mépris des décrets du gouvernement français, nommé aux commanderies qui venaient à vaquer en France, quoiqu'elles y fussent abolies. »

Les premières menaces de Bonaparte, ses fières paroles aux chevaliers, le développement rapide de ses démonstrations

hostiles, répandirent la confusion dans la ville de Lavalette, où d'ailleurs les Français avaient un parti. Le 10 juin, au point du jour, les troupes opérèrent leur descente : elles s'emparèrent sans effort de l'île de Gose et des batteries de Marsa-Sirocco. Les divisions Vaubois et Lannes prirent terre près de Malte. En vain le bailli Tommassi voulut se maintenir dans les retranchemens de Niciar. Abandonné du petit nombre de milices qu'il avait rassemblées, tourné par deux compagnies de carabiniers, il faillit d'être fait prisonnier, et eut de la peine à rentrer dans la ville. A neuf heures le général Vaubois prit possession de la cité vieille, qui ouvrit ses portes sans attendre que les Français eussent tiré un coup de fusil. A dix heures, la campagne et tous les forts de la côte étaient en notre pouvoir.

Durant la nuit, à la clarté des feux allumés dans la ville, on put voir, du haut des vaisseaux, l'agitation qui régnait parmi les assiégés. La populace mutinée s'as-

semblait en tumulte autour du lieu où se tenait le conseil; des cris menaçans se faisaient entendre; le grand maître fut sommé par ces énergumènes de capituler. C'est à quoi il fallut se résigner pour éviter des malheurs plus terribles. En conséquence, le feu des forts cessa le lendemain, et des négociateurs furent envoyés à Bonaparte pour traiter de la reddition de la place.

A la tête de cette députation se trouvait le commandeur Bosredon-Ranségat, Français, qui, la veille, avait été jeté dans un cachot pour avoir refusé d'armer son bras contre ses compatriotes. Cet exemple honorable n'avait point été imité par tous les autres chevaliers français, plusieurs furent pris dans les forts les armes à la main. Bonaparte ne leur épargna point les témoignages de son indignation : « Puisque vous avez pu prendre les armes contre votre patrie, leur dit-il, il fallait savoir mourir; allez, retournez dans la place, tandis qu'elle ne m'appartient pas encore;

je ne veux point de vous pour mes prisonniers. »

La convention fut conclue et signée le 12 juin. Le général Baraguay-d'Hilliers partit pour la France avec les trophées de la nouvelle conquête.

Ainsi tomba, par un coup de main, cette aristocratie militaire qui avait jeté un si grand éclat. La politique seule peut justifier la surprise qui causa sa ruine.

Le général en chef fit son entrée dans la ville à la tête d'une partie de l'armée. Plusieurs bâtimens de guerre, douze cents pièces de canon, quarante mille fusils, quinze cents milliers de poudre, et trois millions de francs, formant le *trésor de Saint-Jean*, furent les fruits de cette conquête. Bonaparte admirait la beauté des fortifications taillées dans le roc, qui défendent la place, et s'étonnait lui-même de la facilité avec laquelle il s'en était emparé. « Oui, dit Cafarelli, à qui il communiquait ses réflexions, il faut avouer

que nous sommes bien heureux qu'il se soit trouvé du monde dans cette ville pour nous en ouvrir les portes. » Malte reçut un gouvernement organisé d'après les principes de la république. La servitude fut abolie, l'égalité proclamée. L'île adopta les couleurs françaises. Le premier soin du général fut de briser les fers des esclaves turcs et arabes : il voulait se faire précéder en Egypte par une renommée de générosité et de clémence.

Bonaparte chercha aussi à s'assurer un point d'appui dans l'Albanie et l'Epire : avant de continuer sa route, il dépêcha un de ses aides-de-camp vers le fameux Ali, pacha de Janina; par malheur le pacha était alors hors de son gouvernement, occupé à combattre Passavan-Oglow. L'absence d'Ali contraria les projets de Bonaparte · les négociations ne purent être entamées.

Le 1er. juillet, les minarets d'Alexandrie montrèrent à l'armée le but de son voyage : un vaste cri de joie retentit sur

la flotte, et chaque soldat regardant avec joie cette terre d'Egypte, sa conquête assurée, appela de ses vœux l'heure du débarquement.

CHAPITRE VI.

SOMMAIRE : Débarquement. — Prise d'Alexandrie. — Proclamation. — Affaire de Chébreis. — Bataille des Pyramides.

Juillet 1798.

Bonaparte voulut, le premier de tous, quitter le vaisseau amiral et mettre le pied sur cette terre qu'il voulait conquérir. A peine débarqué, il vit venir à lui le consul de France qui lui apprit que, trois jours auparavant, une flotte anglaise s'était présentée devant Alexandrie, avait prévenu les habitans de l'attaque dont ils étaient menacés, et s'était remise en route pour chercher la flotte française. La ville était donc sur ses gardes, et tout annonçait une vigoureuse résistance.

A ces nouvelles, Bonaparte juge que les momens sont précieux; il ordonne le débarquement.

Le moment était venu où le général en chef pouvait révéler ses vastes projets aux braves qui devaient si dignement les accomplir; mais comme l'amitié des vaincus peut seule assurer les conquêtes, il leur recommandait surtout de respecter les coutumes et même les préjugés des indigènes : « Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans; leur premier article de foi est celui-ci : *Il n'y a d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète.* Ne les contredites pas; agissez avec eux comme vous avez agi avec les juifs et avec les Italiens. Ayez des égards pour leurs muphtis et pour leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et les évêques.... Les légions romaines protégeaient toutes les religions. Vous trouverez ici des usages différens de ceux de l'Europe; il faut vous y accoutumer. Les peuples chez lesquels nous allons traitent leurs femmes différemment que nous; mais dans tous les pays, celui qui viole est un monstre; le pillage n'enrichit qu'un petit

nombre d'hommes, il nous déshonore, il détruit nos ressources, il nous rend ennemis des peuples, qu'il est de notre intérêt d'avoir pour amis. »

Après avoir parlé ainsi à l'armée française, le général en chef adressa une proclamation aux fanatiques habitans d'Alexandrie. « Peuple d'Egypte, on vous dira que je viens pour détruire votre religion : ne le croyez pas; répondez que je viens vous restituer vos droits, punir les usurpateurs; et que je respecte plus que les Mamelucks, Dieu, son prophète et le Koran... Quadys, cheiks, imans, tchorbadys, dites au peuple que nous sommes de vrais Musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux Musulmans? N'est-ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de Malte? Trois fois heureux ceux qui seront pour nous!.... Malheur à ceux qui s'armeront pour les Mamelucks, et combattront contre nous! Ils n'y aura pas d'espérance pour eux; ils périront. »

Trois mille six cents hommes des divisions Menou, Bon et Kléber, prirent aussitôt terre près du Marabou, à une lieue et demie d'Alexandrie. On marcha incontinent sur la cité moderne, à travers les débris de l'ancienne.

A peu de distance de la place, Bonaparte fit faire halte. Il se disposait à parlementer, quand tout-à-coup des cris horribles et le fracas du canon lui firent connaître la réception à laquelle il devait s'attendre. On manquait d'artillerie pour pouvoir répondre. L'ordre d'escalader les murs est donné, la charge est battue; généraux et soldats rivalisent de courage. Kléber, sous un feu meurtrier, montre à ses grenadiers l'endroit où ils doivent monter; une balle le frappe à la tête et le renverse; sa chute double l'ardeur des soldats; brûlant de le venger, ils s'élancent sur les échelles, et bientôt on voit flotter les drapeaux de la république au sommet des remparts. Sur ces entrefaits, le général Bon enfonçait à gauche la porte de Rosette, tandis que le



PRISE D'ALEXANDRIE

général Menou forçait à droite un autre point, et entrait le premier dans la ville après avoir reçu six blessures. Epouvantés de tant d'audace, les Alexandrins fuient en désordre dans toutes les directions.

Bonaparte alors envoie un parlementaire au gouverneur et aux principaux habitans d'Alexandrie. Le général leur promet que leurs biens, leur religion, leur liberté, seront respectés. Il les assure que les Français sont les meilleurs amis de la Sublime-Porte, et qu'ils n'ont mis le pied en Egypte que pour délivrer les Egyptiens du joug des Mamelucks. Ces raisons, et plus encore, sans doute, la crainte des dangers où les eût exposés une trop longue résistance, décidèrent les habitans à se rendre.

Bonaparte fit alors répandre dans la ville la proclamation suivante en langue arabe, imprimée avec des caractères apportés de France :

« Depuis trop long-temps les beys qui gouvernent l'Egypte insultent à la nation

française, et couvrent les négocians d'avanies : l'heure de leur châtiment est arrivée.

» Depuis trop long-temps ce ramassis d'esclaves, achetés dans le Caucase et la Géorgie, tyrannissent la plus belle partie du monde; mais Dieu, de qui dépend tout, a ordonné que leur empire finît.

» Peuples de l'Egypte, on vous dira que je suis venu pour détruire votre religion; ne le croyez pas : répondez que je viens restituer vos droits, punir les usurpateurs; et que je respecte plus que les Mamelucks, Dieu, son prophète et le Koran.

» Dites-leur que tous les hommes sont égaux devant Dieu : la sagesse, les talens et les vertus mettent seuls de la différence entre eux.

» Or, quelle sagesse, quels talens, quelles vertus distinguent les Mamelucks, pour qu'ils aient exclusivement tout ce qui rend la vie aimable et douce?

» Y a-t-il une belle terre, elle appar-

tient aux Mamelucks. Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une belle maison, cela appartient aux Mamelucks.

» Si l'Egypte est leur ferme, qu'ils montrent le bail que Dieu leur en a fait. Mais Dieu est juste et miséricordieux pour le peuple; tous les Égyptiens sont appelés à gérer toutes les places : que les plus sages, les plus instruits, les plus vertueux gouvernent; et le peuple sera heureux.

» Il y avait jadis parmi vous de grandes villes, de grands canaux, un grand commerce : qui a tout détruit, si ce n'est l'avarice, les injustices et la tyrannie des Mamelucks ?

» Quadys, cheiks, imans, tchorbadys, dites au peuple que nous sommes aussi de vrais Musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux Musulmans ? N'est-ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de Malte, parce que ces insensés croyaient que Dieu voulait qu'ils fissent la guerre aux Musulmans ? N'est-ce pas nous qui

avons été dans tous les temps les amis du Grand-Seigneur (que Dieu accomplisse ses desseins), et l'ennemi de ses ennemis? Les Mamelucks, au contraire, ne se sont-ils pas toujours révoltés contre l'autorité du Grand-Seigneur, qu'ils méconnaissent encore? ils ne font que leurs caprices.

» Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! ils prospéreront dans leur fortune et leur rang. Heureux ceux qui seront neutres! ils auront le temps de nous connaître et ils se rangeront avec nous.

» Mais malheur, trois fois malheur à ceux qui s'armeront pour les Mamelucks, et combattront contre nous! il n'y aura pas d'espérance pour eux; ils périront.

» Art. 1er. Tous les villages situés dans un rayon de trois lieues des endroits où passera l'armée, enverront une députation au général commandant les troupes, pour les prévenir qu'ils sont dans l'obéissance et qu'ils ont arboré le drapeau de l'armée.

» 2. Tous les villages qui prendraient les armes contre l'armée seront brûlés.

» 3. Tous les villages qui se seront soumis à l'armée, mettront, avec le pavillon du Grand-Seigneur, notre ami, celui de l'armée.

» 4. Les cheiks feront mettre les scellés sur les biens, maisons, propriétés, qui appartiennent aux Mamelucks, et auront soin que rien ne soit détourné.

» 5. Les cheiks, les cadhys et les imans conserveront les fonctions de leurs places; chaque habitant restera chez lui, et les prêtres continueront comme à l'ordinaire. Chacun remerciera Dieu de la destruction des Mamelucks, et criera: Gloire au sultan, gloire à l'armée française son amie ? malédiction aux Mamelucks et bonheur au peuple d'Égypte. »

Cette proclamation acheva de calmer les esprits et d'établir la confiance entre les habitans et les Français.

La prise d'Alexandrie n'avait coûté que quarante soldats ou officiers français. Bo-

naparte les fit enterrer, avec tous les honneurs militaires, au pied de la colonne de Pompée, et ordonna que leurs noms fussent gravés sur le fût de ce monument. La cérémonie eut lieu en présence de toute l'armée, et la remplit d'enthousiasme et d'amour pour un chef qui récompensait le mérite jusque dans la tombe.

Kléber, que sa blessure rendait incapable de se mettre en campagne, fut investi du commandement militaire de la place. Bonaparte songea aussi à mettre la flotte en sûreté: mais les pilotes turcs déclarèrent que les vaisseaux de 74 ne pourraient pas entrer dans le port, et à plus forte raison ceux de 80 et 120 canons. Il aurait fallu alléger, ou employer des chameaux; et en outre l'amiral craigait, une fois entré, de ne plus pouvoir sortir. La flotte aurait dû se rendre à Corfou. Brueys se contenta d'embosser à Aboukir, où il croyait être inattaquable.

L'organisation du gouvernement provisoire était à peine terminée que Bona-

parte se dirigea sur le Caire. D'après une ancienne tradition répandue parmi les musulmans, la prise de cette capitale assurait au vainqueur la possession de toute l'Égypte, et c'était là que les beys avaient établi le centre de leur domination. Le succès de l'expédition devait donc avoir le double résultat de prévenir les préparatifs de l'ennemi, et de frapper l'imagination d'un peuple superstitieux. Aussi Bonaparte, habile appréciateur du temps et des causes morales, préféra-t-il prendre le chemin le plus court, malgré les difficultés qu'il présentait; et, laissant la route de Rosette, il fit suivre à l'armée celle qui passe par Damanhour.

L'avant-garde, sous les ordres du général Desaix, partit d'Alexandrie dans la nuit du 3 au 4 juillet. Elle se composait de quatre mille six cents hommes, dont cent soixante de cavalerie, hussards et dragons. Après cinq heures de marche dans des sables arides, elle arriva près de deux puits récemment comblés. On les

nettoya sur-le-champ ; leur eau saumâtre et fangeuse, distribué avec parcimonie, fut loin de pouvoir suffire aux besoins des soldats.

Cette division fut suivie de celle des généraux Reynier, Bon et Menou. Le général en chef partit d'Alexandrie le 9, arriva le 10 à Damanhour, où l'armée se trouva réunie, après avoir parcouru le même espace avec les mêmes souffrances.

Une marche de quinze lieues sur un sable stérile et brûlant, apprit aux Français que cette contrée leur offrirait des obstacles et des périls plus redoutables que ceux qu'ils étaient venus y chercher. Espérant trouver, comme dans leurs campagnes d'Europe, des villages et des habitations pourvus de vivres et de rafraîchissemens, ils s'étaient débarrassés, dès la première journée, du biscuit et de l'eau dont on les avait chargés pour quatre jours. « Nous couchons ce soir à Béda, à Birket, etc., » se disaient-ils entre eux pour s'encourager à la marche ; leur

étonnement était grand de trouver deux ou trois huttes sans habitans. Bientôt ils eurent à endurer les tourmens de la faim et ceux de la soif, plus terribles encore. Plusieurs y succombèrent. Un phénomène inconnu dans nos climats réalisa pour l'armée les tortures auxquelles la fable a condamné Tantale. Par un singulier effet de lumière, on croyait voir devant soi un lac immense où se réfléchissaient les monticules de sable et toutes les aspérités du sol. L'illusion du mirage est telle qu'on s'y trompe la dixième fois aussi bien que la première. Comme c'était principalement dans la matinée que ce phénomène avait lieu, nos soldats, épuisés de fatigue, faisaient de nouveaux efforts, pressaient leur marche, et ne la ralentissaient enfin que quand le soleil, dans toute sa force, avait fait disparaître les eaux imaginaires dans lesquelles ils avaient cru éteindre la soif qui les dévorait. Le sable était comme enflammé; c'était un égal supplice de s'arrêter ou de se mouvoir sur ce brasier ardent;

les pieds des soldats étaient ensanglantés. La nuit, qui partout ailleurs verse l'oubli des peines, n'apportait pour eux qu'un changement de tourmens : le sol se couvrait d'une rosée froide qui glaçait leurs membres et semblait pénétrer jusque dans les os ; ces variations extrêmes de la température ne pouvaient manquer d'engendrer des maladies ; bientôt se déclara l'ophtalmie, ce fléau permanent de l'Égypte.

Au milieu de tant de souffrances et de fatigues, nos guerriers conservèrent néanmoins l'insouciance et la gaîté qui les a toujours caractérisés. Dans ces déserts, comme sous le climat riant de l'Italie, ils égayaient leurs marches par des plaisanteries et des chansons.

Pendant que le gros de l'armée se portait sur Damanhour, le général Dugua s'emparait de Rosette, et ouvrait à la flottille française la libre entrée du Nil. Le chef de division Perrée, qui la commandait, reçut ordre de lui faire suivre les mouvemens de l'armée. Ramanieh était le point de jonc-

tion des deux routes, et le rendez-vous des forces destinées à agir contre le Caire. Lorsqu'au sortir du désert les troupes aperçurent les bords du fleuve bienfaiteur de l'Égypte, un cri de joie s'éleva : il est impossible de décrire les sensations qu'elles éprouvèrent à l'aspect d'une nature pleine de force et de vie. L'inondation avait engraissé le sol, et de riches moissons bordant les deux rives du Nil semblaient une broderie d'or. Le premier mouvement des soldats fut de se précipiter dans le fleuve, sans même se déshabiller; ils s'enivrèrent à longs traits d'une eau délicieuse.

Ce fut le 12 juillet, à Ramanieh, que les Mamelucks se montrèrent aux troupes françaises pour la première fois.

Accueillis par un feu de peloton bien nourri, ils ne tardèrent pas à se dissiper, laissant une vingtaine des leurs sur la poussière.

L'armée prit deux jours de repos à Ramanieh.

Le 14, au soir, l'armée arriva en vue

du village du Chébreis, où l'attendaient quatre mille Mamelucks et une multitude d'Arabes. Le 13 les ennemis furent en présence.

L'engagement commença sur le Nil entre la flottille française et celle des beys. Des deux côtés on combattit avec une extrême opiniâtreté; plus de quinze cents coups de canon furent échangés en peu de temps.

Pendant que cette action se passait sur le Nil, les Mamelucks s'étendaient dans la plaine, débordaient les ailes et cherchaient un point faible pour pénétrer dans les rangs de l'infanterie française. Partout les bataillons, habilement disposés et flanqués les uns par les autres, leur présentent un front impénétrable. Ils reviennent à la charge à plusieurs reprises et toujours avec une nouvelle fureur: on leur oppose une immobilité meurtrière; un mur de baïonnettes les arrête. On vit de ces Mamelucks, désespérés d'une résistance inattendue, pousser leurs chevaux à re-

culons, pour renverser la barrière contre laquelle ils venaient échouer. Après avoir consumé la journée en efforts impuissans, ils disparurent. Quatre cents des leurs restèrent sur le champ de bataille.

Avant cette affaire, les Mamelucks avaient un souverain mépris pour l'infanterie européenne, qu'ils jugeaient d'après celle du pays. Aussi furent-ils tellement surpris de la précision avec laquelle les bataillons manœuvraient, que les blessés prisonniers demandaient si leurs adversaires n'étaient pas *liés* ensemble.

L'armée continua sa marche au milieu de toutes sortes de privations, à travers des villages déserts et sur un sol presque sans végétation alimentaire.

Enfin le 23 juillet, au moment où le soleil paraissait sur l'horizon, l'armée aperçut les Pyramides. A l'aspect de ces masses antiques qui se dessinaient au loin sur un ciel bleuâtre, elle s'arrêta saisie de respect et d'admiration. « Soldats, s'écria Bonaparte, vous allez combattre les domi-

nateurs de l'Égypte ; songez que du haut de ces monumens quarante siècles vous contemplent! » Et le plus noble enthousiasme animait sa figure. L'armée s'apprêta à lui répondre par la victoire.

Mourad a appelé tous les beys à la défense de la ville sacrée; six mille Mamelucks n'attendent que le signal du combat, et leurs armes, réfléchissant les rayons du soleil, étincèlent aux yeux des Français. Mourad est furieux de l'échec que les siens ont essuyé à Chébreis: il veut les remplir de son courage ou du moins de sa colère.

Dès que Bonaparte eut reconnu la position de l'ennemi, il rangea ses troupes de la même manière qu'à Chébreis, par divisions en carrés qui se flanquaient mutuellement. Celles des généraux Desaix et Reynier reçurent ordre de se porter sur la droite, entre Embabeh et Gizeh, afin de couper aux vaincus la retraite vers la Haute-Égypte.

Mourad-Bey sentit les conséquences de

ce mouvement, et fit aussitôt avancer un groupe d'élite qui fondit impétueusement sur les deux divisions : les soldats l'attendirent en silence ; lorsqu'il fut à la distance de cinquante pas, ils le foudroyèrent par une grêle de balles et de mitraille, qui dans un instant joncha le champ de bataille d'hommes et de chevaux.

Les Mamelucks, qui s'étaient séparés pour charger les deux divisions à la fois, se réunirent alors contre le carré de Desaix, l'entourèrent et le pressèrent avec une nouvelle fureur ; ils voltigeaient sans ordre autour de ce trapèze, dont les décharges terribles les étendaient par centaines. Tous leurs efforts échouèrent contre un rempart de fer et de flammes.

Dans leur désespoir, ils voulurent se jeter sur la division Reynier ; mais ce mouvement les mit entre le feu des deux carrés. L'artillerie et la mousqueterie en firent un carnage horrible. Quoique leur désordre fût au comble, ils recommencèrent à charger avec le même acharne-

nement: un grand nombre vinrent expirer sur les baïonnettes.

Mourad-Bey lança hors des retranchemens un nouveau corps pour soutenir le premier. Bonaparte saisit ce moment: il ordonne au général Bon, à la gauche de la ligne, de se porter à l'attaque des ouvrages; et au général Vial de s'établir entre les retranchemens et le corps qui venait d'en sortir.

Les Mamelucks, qui avaient attaqué les divisions Desaix et Reynier, se voyant coupés par la division Menou, que commandait alors le général Vial, se portèrent au grand galop sur Bit-Kil, petit village occupé par quelques troupes du général Desaix, sous les ordres du chef de bataillon Dorsenne; mais ils y furent si chaudement accueillis, qu'ils tournèrent bride et regagnèrent la plaine. Leur intrépidité y éclata par de nouvelles charges. Vains efforts! ceux qui ne succombèrent pas furent obligés de se disperser.

Cependant le général Bon exécute l'or-

dre qu'il a reçu : sa division, formée en trois colonnes d'attaque, marche sur les retranchemens. Les Mamelucks lui opposent d'abord un feu d'artillerie bien nourri, et ensuite se décident à la charge : ils s'élancent avec une telle furie, que les colonnes ont à peine le temps de se former en bataillon carré. La rage déréglée de l'ennemi échoue de nouveau contre ce bastion vivant, dont toutes les faces vomissent la mort. Au milieu des balles et de la mitraille, les Mamelucks n'ont plus de salut que dans la fuite; ils dirigent leurs agiles chevaux vers leur gauche. Bonaparte l'avait prévu. Sur le passage se trouve la division Vial. Ils sont forcés de passer à cinq pas d'un bataillon de carabiniers, qui en font une effroyable boucherie. Un grand nombre se jettent épouvantés dans le Nil et s'y noient.

En même temps les retranchemens étaient enlevés; le général Bon s'établissait dans le village d'Embabeh, et privait

les Mamelucks de leur point d'appui principal.

Il fallut céder. Mourad-Bey, trop sûr de l'impuissance de ses efforts, s'éloigna précipitamment du champ de bataille, et, longeant le fleuve, prit le chemin de la Haute-Egypte, sans même oser s'arrêter à Gizeh, lieu de sa résidence habituelle. Son collègue Ibrahim-Bey avait eu la prudence de rester sur la rive droite du Nil avec les Mamelucks de sa maison ; de là il activait le feu de quelques chebecks placés vers le milieu du fleuve. Lorsque la bataille fut perdue, il brûla les bâtimens de la flottille.

Cette journée coûta aux ennemis plus de trois mille cavaliers d'élite, quarante pièces de canon et quatre cents chameaux chargés de bagages. La presque totalité de la milice à pied, acculée au Nil, s'était précipitée dans le fleuve, et y avait trouvé la mort. Plusieurs des beys, et Mourad

lui-même, furent blessés en combattant vaillamment.

Les troupes bivouaquèrent à Embabeh. Le lendemain de cette bataille, moins remarquable par le grand déploiement des forces que par l'habileté des manœuvres, Bonaparte reçut une députation des négocians du Caire. Cette ville abandonnée des Mamelucks était livrée aux excès de la populace; les maisons des beys avaient été pillées, et le quartier des Européens courut risque d'être incendié. Bonaparte se hâta de mettre un terme à de tels excès, et ordonna au général Dupuy de partir sur-le-champ avec deux compagnies de grenadiers, et d'aller prendre possession du Caire.

CHAPITRE VII.

SOMMAIRE : Prise du Caire.—Combat de Salahieh.—Bataille d'Aboukir.—Lettres à la veuve de l'amiral Brueys et au vice-amiral Thévenard.

1er. août 1798.

La marche du général Dupuy était éclairée par l'incendie de soixante bâtimens chargés de richesses, que les Mamelucks avaient livrés aux flammes avant de fuir loin des bords du Nil.

Aucun obstacle ne se présenta sur la route; à une heure du matin, il se trouvait dans les murs de la capitale de l'Egypte. L'effroi avait pris le dessus sur la fureur; la consternation régnait dans l'enceinte de la cité sacrée : toutes les portes étaient fermées, toutes les lumières éteintes. Les chiens, dont cette ville im-

mense est remplie, répondaient seuls par de longs hurlemens au tambour des Français.

Le premier soin de Bonaparte avait été d'organiser l'administration du pays. Il institua un divan composé des neuf scheiks les plus notables de la ville, avec injonction de s'assembler tous les jours à midi. Il investit le général Dupuy du commandement militaire de la place.

Dès que le jour parut, il prit, avec les négocians européens, les mesures nécessaires pour dissiper la frayeur des habitans; il n'eut pas de peine à réussir.

Vers le milieu de la journée, l'armée fit son entrée dans la ville, au milieu de la foule du peuple accouru pour contempler les vainqueurs des Mamelucks.

Bonaparte s'occupa ensuite d'assurer les subsistances de l'armée et de lever quelques impôts; les biens des Mamelucks furent séquestrés, quelques-uns même vendus.

Ces soins le retinrent au Caire pendant

quelques jours, qui suffirent à l'armée pour se remettre de ses fatigues.

L'armée avait jusqu'alors marché en corps; elle se divisa au Caire, et recommença le cours de ses glorieux travaux.

Le général Desaix eut la mission de poursuivre Mourad-Bey, qui s'était retiré dans la Haute-Egypte après la bataille des Pyramides. Bonaparte marcha sur Belbeïs, où Ibrahim avait établi son quartier-général; des colonnes mobiles furent destinées à agir contre les Arabes, toujours battus et toujours ramenés à la charge par l'espoir du butin.

Arrivé à Belbeïs, Bonaparte trouva la ville évacuée, alors il se porta en avant avec trois cents hommes qui composaient toute sa cavalerie, et ayant atteint l'ennemi au-delà du bois de Salahieh, le fit immédiatement charger.

Quatre cents Mamelucks formant l'arrière-garde d'Ibrahim, cédèrent d'abord et laissèrent prendre quelques chameaux et deux pièces de canon; mais revenant avec la rapidité de l'éclair, ils en-

tourèrent les Français et les chargèrent à leur tour dans tous les sens. La mêlée devint alors terrible; on vit des luttes d'homme à homme; chaque officier, chaque hussard soutint un combat particulier. Sulkowski, aide-de-camp de Bonaparte, reçoit huit blessures; le chef d'escadron d'Estrées tombe frappé de vingt-un coups de sabre, et les chevaux le foulent aux pieds. Lassalle, chef de brigade du 22e, laisse échapper son sabre au milieu de la charge, il s'élance à terre pour le ressaisir : aussitôt un des Mamelucks les plus intrépides fond sur lui; mais Lassalle est déjà à cheval et tue son adversaire.

L'ennemi ne put résister au choc de cette poignée de braves; il tourna bride précipitamment, et Ibrahim-Bey ne songea plus désormais qu'à gagner la Syrie.

Les nuées d'Arables qui voltigeaient continuellement autour de l'armée de terre, interceptaient les communications avec la flotte; Bonaparte, depuis plus d'un mois, n'en avait reçu aucune nouvelle. Les suc-

cès de l'armée et les dispositions qui furent prises ayant rouvert les communications, il apprit, le 24 juillet, avec la plus grande inquiétude, que la flotte était encore dans la rade d'Aboukir. Aussitôt il expédia un aide-de-camp, avec ordre de ne pas quitter Aboukir qu'il n'eût vu la flotte s'en éloigner pour se rendre à Corfou. Cet officier fut massacré en route par les Arabes; il n'était d'ailleurs plus temps.

L'escadre anglaise avait été signalée le 1er août, à deux heures après midi. Poussée par un vent favorable, elle se trouvait à trois heures si rapprochée de la flotte française, que l'on pouvait, à la simple vue, distinguer les quatorze vaisseaux et les deux bricks qui la composaient. A six heures on fut en présence, et le feu commença de part et d'autre.

Une manœuvre aussi hardie qu'heureuse donna, dès le commencement de l'action, aux Anglais l'immense avantage de n'avoir qu'une partie des vaisseaux français à combattre. L'escadre française, embossée sur

une seule ligne beaucoup trop étendue, laissait un vide de quatre-vingts brasses entre chacun de nos bâtimens. Le vaisseau *le Majesty* parvint à la couper, et se plaça entre *le Tonnant* et *l'Orient*; de plus, une partie des vaisseaux anglais ayant réussi à se porter entre la terre et la ligne française, l'amiral Brueys put reconnaître le vice de la position qu'il avait prise, et prévoir ses tristes résultats. Chacun des vaisseaux de l'avant-garde et du centre eut à combatre un nombre double de vaisseaux ennemis. Soit à cause de son amarinement, soit par tout autre motifs, le reste de la flotte ne prit et ne put prendre aucune part au combat.

De part et d'autre on se battit avec la dernière opiniâtreté : au bout d'une heure *le Guerrier* et *le Conquérant* avaient la moitié de leur équipage emportée par les boulets, leurs canons étaient démontés, leurs manœuvres se trouvaient hachées, et leurs mâts brisés; ils succombèrent les premiers. *La Sérieuse*, attaquée par *le*

Goliath, d'une force double, opposa la plus vigoureuse résistance. Percée de part en part par les boulets, elle coula ; mais son arrière se trouvait sur un haut fond, il ne fut point submergé, et servit de refuge à l'équipage, qui continua de se défendre dans cette position jusqu'à ce qu'il eût obtenu une capitulaton. Le capitaine Martin, aussi généreux qu'intrépide, se dévoua pour ses compagnons, en offrant de rester prisonnier, pourvu qu'on leur laissât la liberté, et qu'on les transportât à terre, ce qui fut accepté par les Anglais et exécuté.

La nuit arriva sur ces entrefaites, et son obscurité rendit plus épouvantable le feu de douze cents pièces de canon qui tiraient sans relâche. La commotion qu'elles produisaient agitait la mer comme dans une tempête.

Dès le commencement de l'action, Brueys avait été blessé. Vers les huit heures du soir, il fut frappé d'un boulet qui lui cassa les reins. On voulut l'emporter

dans sa chambre pour lui donner des secours : « Non, dit-il, un amiral français doit mourir sur son banc de quart. » Quelques instans après il n'existait plus.

Au même instant, le capitaine de pavillon Casa-Bianca fut blessé grièvement et transporté au poste des blessés. Exaspéré plutôt qu'abattu par la double perte qu'il venait de faire, l'équipage de *l'Orient* redoubla d'efforts et d'intrépidité. Déjà plusieurs vaisseaux ennemis, fortement endommagés, s'étaient vus forcés d'éviter ce terrible adversaire. *Le Bellérophon* vint à son tour tenter la fortune. En peu d'instans les boulets de *l'Orient* eurent abattu ses trois mâts et tué plus de la moitié de son équipage. Menacé d'une ruine certaine, il se hâta de s'éloigner ; mais déjà trop maltraité pour pouvoir manœuvrer, il fut entraîné par le vent sous le feu de notre arrière-garde, dont il parcourut tout le front. En passant il reçut les bordées du *Tonnant*, de *l'Heureux* et du *Mercure*. Près de couler, les cris de son

équipage annoncèrent qu'il se rendait, et l'on cessa de tirer sur lui. On ne conçoit pas comment Villeneuve fit la faute de ne pas s'en emparer. Toujours dérivant, *le Bellérophon* dépassa enfin notre ligne et fut sauvé.

Ce terrible combat continuait avec un acharnement sans exemple dans l'histoire; il semblait que la haine nationale animât chaque soldat; les cris *vive la liberté! vive la république!* poussés même par les mourans, réveillaient l'enthousiasme et ranimaient les forces épuisées des marins.

A neuf heures du soir le feu se manifesta sur *l'Orient*, et eut bientôt fait tant de progrès qu'il devint impossible de l'éteindre. Les artilleurs n'en continuèrent pas moins de tirer sur l'ennemi; ce ne fut que lorsqu'ils se virent entourés de flammes, qu'ils se décidèrent à abandonner leur vaisseau en se jetant à la mer. Les uns périrent, d'autres furent assez heureux pour gagner la terre à la nage; d'autres encore furent recueillis par les vaisseaux

français et recommencèrent à se battre avec une nouvelle ardeur.

Mais tout-à-coup *l'Orient* saute avec un fracas épouvantable : l'effet de cette terrible explosion est tel, que Français, Anglais, sont jetés dans une stupeur qui fait cesser le combat pendant quelques instans : mais bientôt il recommence de part et d'autre avec une nouvelle rage. Il faut cependant que le courage succombe sous la force. *Le Franklin*, après avoir perdu les deux tiers de son équipage, se rend au moment où une multitude d'Anglais montent à l'abordage : *Le Spartiate* et *l'Aquilon* avaient déjà cédé à la même nécessité. *Le Tonnant* alla s'échouer à la côte.

Ces succès donnaient le moyen aux Anglais d'attaquer l'arrière-garde, qui, jusqu'alors, ne s'était point trouvée engagée. *Le Mercure* et *l'Heureux*, échoués dans une position qui rendait leurs canons inutiles, furent obligés de rendre.

Au point du jour, les couleurs natio-

nales brillaient encore sur quelques bâtimens français. Le contre-amiral Villeneuve s'empressa d'appareiller pendant que l'escadre anglaise réparait ses avaries, et il fit voile pour Malte. Les vaisseaux anglais avaient été si maltraités, qu'il ne s'en trouva aucun en état de poursuivre les nôtres. *Le Guillaume Tell*, *le Généreux*, *la Diane* et *la Justice* furent, de toute la flotte française, les seuls qui parvinrent à se sauver; le reste avait été pris, brûlé ou coulé à fond, à l'exception du *Timoléon* et du *Tonnant*, sur lesquels le pavillon tricolore flottait encore le lendemain 3 août. Nelson s'en empara malgré les derniers efforts de l'équipage.

Ainsi se termina le combat d'Aboukir. Bonaparte en reçut la funeste nouvelle le soir même de la victoire de Salahieh. Son état-major l'entourait: il réfléchit, puis, du ton le plus calme: « Amis, dit-il, nous n'avons plus de flotte; eh bien? il faut rester dans ces contrées, ou en sortir grands comme les anciens! »

Cependant il était impossible que l'événement fût long-temps secret, Bonaparte le fit connaître sur-le-champ à l'armée ; il mit dans cette communication tant de sécurité, il en atténua si bien l'effet par les tableaux de gloire qu'il déroula aux yeux des soldats, et frappa si vivement leur imagination, qu'ils reçurent avec une sorte d'indifférence la nouvelle d'un désastre qui pouvait leur fermer pour toujours le retour de l'Europe.

Le général en chef, forcé d'affecter des dehors tranquilles, ne sentait pas moins dans son cœur une profonde tristesse au souvenir des braves marins qui avaient péri pour l'honneur du pavilion national ; sa douleur s'épanchait dans des lettres confidentielles, elle se montra jusque dans les consolations qu'il offrit aux parens des glorieuses victimes. « Les hommes paraissent plus froids et plus égoïstes qu'ils ne le sont réellement, écrivait-il, quelques jours après la bataille, à la veuve de l'amiral Brueys. L'on sent, dans cette situation,

que, si rien ne nous obligeait à la vie, il vaudrait beaucoup mieux mourir; mais lorsque après cette première pensée, on presse ses enfans sur son cœur, des larmes, des sentimens tendres, raniment la nature, et l'on vit pour ses enfans; oui, Madame, voyez, dès ce premier moment, qu'ils ouvrent votre cœur à la mélancolie; vous pleurerez avec eux, vous éleverez leur jeunesse; vous leur parlerez de leur père, de votre douleur, de la perte qu'eux et la république ont faite. »

Dans une autre lettre au vice-amiral Thévenard, Bonaparte disait : « Votre fils est mort d'un coup de canon sur son banc de quart; je remplis, citoyen général, un triste devoir en vous l'annonçant; mais il est mort sans souffrir, et avec honneur. C'est la seule consolation qui puisse adoucir la douleur d'un père. Nous sommes tous dévoués à la mort; quelques jours de vie valent-ils le bonheur de mourir pour son pays ? Compensent-ils la douleur de se voir sur un lit, environné de l'é-

goïsme d'une nouvelle génération ? Valent-ils les dégoûts, les souffrances d'une longue maladie ? Heureux ceux qui meurent sur le champ de bataille ! » Hélas ! cette mort qu'enviait Bonaparte, elle ne put écheoir en partage à Napoléon.

CHAPITRE VIII.

SOMMAIRE : Fêtes.—Révolte du Caire.

Octobre 1798.

Si la nouvelle du désastre d'Aboukir avait jeté les Français dans la consternation, elle avait relevé l'espérance des Arabes et des Mamelucks. A mesure que le gros de l'armée pénétrait dans l'intérieur, ses relations avec Alexandrie devenaient plus difficiles, les courriers étaient massacrés, et les convois de vivres ne parvenaient qu'après avoir couru de grands dangers. Kléber résolut de mettre un terme au brigandage des Arabes et des Bédouins. Le pays conquis redevint le théâtre d'une guerre qui, pour être irrégulière n'était pas moins dangereuse : on se battit à Damanhour, Mamourha, à Remerich ;

force fut de faire de cruels exemples, de brûler des maisons, de saccager des villages : encore ces rigueurs furent-elles vaines, et ne purent-elles empêcher les tribus du désert de harceler l'armée dans sa marche et ses cantonnemens.

La présence de Bonaparte au Caire rendit quelque courage aux Français. La sérénité de son visage et l'aplomb de ses paroles inspiraient de la confiance même aux hommes les plus clair voyans et les plus timides.

On était à l'époque où le retour de la grande opération de la nature, qui, chaque année, épanche le Nil sur le sol égyptien qu'il féconde, ramène l'antique cérémonie que la reconnaissance célèbre. Bonaparte saisit l'occasion de rendre un hommage éclatant à un usage consacré par la politique et la religion.

Le 18 août, revêtu du costume oriental, entouré de son état-major, des autorités turques et d'une foule immense d'Egyp-

tiens accourus de toutes parts, il fit faire en sa présence la rupture de la digue qui retient les eaux du fleuve. Le hasard, ou, selon ses idées, le destin voulut que les eaux montassent au degré le plus favorable pour la navigation et l'arrosement. Aussi les habitans du Caire poussèrent-ils au ciel les plus vives acclamations. Ils disaient à Bonaparte, dans leurs chansons : « Nous voyons bien que vous êtes l'envoyé de Dieu, car vous avez pour vous la victoire et le plus beau Nil qu'il y ait eu depuis un siècle. » Cette brillante solennité eut lieu quinze jours après le désastre d'Aboukir; on fêta deux jours après l'anniversaire de la naissance de Mahomet; les Français, étonnés que la veille on n'eût fait encore aucun préparatif, se virent obligés d'employer la menace pour déterminer le muphti à la célébrer. Ce prêtre, cachant sous des formes adulatrices une profonde haine, cherchait à rejeter sur l'étranger l'oubli de cette solennité pieuse. Les dispo-

sitions furent bientôt prises; jamais le fondateur du Coran ne fut honoré avec plus de pompe et de magnificence.

L'Institut d'Égypte fut créé le lendemain de cette fête. Bonaparte adjoignit aux savans de l'expédition quelques officiers et administrateurs de l'armée. Le but de cet établissement n'était pas seulement de fouiller dans les souvenirs de cette antique contrée, mais encore d'y ressusciter les lumières, d'y ranimer les arts.

Au milieu de tous ces soins, Bonaparte veillait à l'organisation d'une administration régulière; il travaillait aussi à étendre ses relations au dehors, et à se ménager des appuis parmi les habitans notables du Caire, d'Alexandrie et de la Mecque.

Le jour anniversaire de la fondation de la république française le trouva au milieu de ces soins importans. Il résolut de célébrer le retour de cette grande journée par des solennités publiques.

D'après ses ordres, on fit ranger sur la place d'Esbekieh les troupes de la garnison

du Caire et celles des environs : à sept heures du matin, Bonaparte arriva avec un cortége composé des officiers supérieurs de l'armée, des chefs de l'administration, des autorités et des notables du Caire.

L'artillerie tonne, et les acclamations de la multitude se mêlent au bruit du canon.

Le général en chef, debout au pied d'une pyramide qu'il a fait élever, dit d'une voix solennelle :

« SOLDATS,

» Nous célébrons le premier jour de l'an VII de la république.

» Il y a cinq ans, l'indépendance du peuple français était menacée; mais vous prîtes Toulon : ce fut le présage de la ruine de nos ennemis.

» Un an après, vous battiez les Autrichiens à Dego.

» L'année suivante, vous étiez sur le sommet des Alpes.

» Vous luttiez contre Mantoue, il y a deux ans, et vous remportiez la célèbre victoire de Saint-George.

» L'an passé, vous étiez aux sources de la Drave et de l'Isonzo, de retour de l'Allemagne.

» Qui eût dit alors que vous seriez aujourd'hui sur les bords du Nil, au centre de l'ancien continent?

» Depuis l'Anglais, célèbre dans les arts et le commerce, jusqu'au hideux et féroce Bédouin, vous fixez les regards du monde.

» Soldats, votre destinée est belle, parce que vous êtes dignes de ce que vous avez fait et de l'opinion que l'on a de vous. Vous mourrez avec honneur, comme les braves dont les noms sont inscrits sur cette pyramide, ou vous retournerez dans votre patrie, couverts de lauriers et de l'admiration de tous les peuples. »

Mille cris de joie accompagnent ce discours; le nom de Bonaparte frappe les airs, confondu avec celui de la république.

Les troupes font ensuite l'exercice à feu et exécutent des évolutions commandées par Bonaparte lui-même, tandis qu'un détachement se dirige sur Giseh, et va planter le drapeau tricolore au sommet de la plus haute pyramide.

Le peuple du Caire mêla le nom de Bonaparte à celui d'Ali dans ses acclamations, et cependant la sédition couvait dans son sein; dans quelques jours les Français devaient être égorgés, et leur canon de fête était destiné à vomir la mort et la vengeance.

Bonaparte ne négligeait aucun moyen pour s'attacher la population; mais ses ennemis se montraient de leur côté actifs à la soulever. Mourad-Bey et Ibrahim-Bey avaient organisé une insurrection formidable dans plusieurs contrées. Un manifeste du Grand-Seigneur, répandu avec profusion par les Anglais, annonçait la marche d'une forte armée, et appelait le peuple fanatisé à la destruction des infidèles; les mollahs, les imans, prêchaient

le massacre; des agitations partielles, des insurrections de villages, annonçaient une commotion prochaine; elle éclata au Caire le 21 octobre (30 vendémiaire.)

Dès la pointe du jour quelques rassemblemens se formèrent dans les rues; ils grossirent peu à peu, et se portèrent en masse vers la demeure du cadi, Ibrahim Ehetem-Effendy. Vingt personnes des plus marquantes lui sont députées. Le vénérable vieillard demande le motif qui les amène. Ils se plaignent d'une mesure fiscale que vient de prendre le chef de l'armée, et invitent le magistrat à les suivre chez Bonaparte, afin d'obtenir l'abrogation de cette mesure. Ehetem-Effendy se rend à leurs désirs, et monte à cheval; mais voyant la multitude qui l'accompagne, il fait observer que ce n'est point dans cette attitude qu'on présente une supplique. « Chez Bonaparte! » lui crie-t-on de tous côtés.

Bientôt la ville entière est soulevée: les habitans parcourent les rues avec des fu-

sils, et massacrent tous les Français qu'ils rencontrent sur leur passage.

A la première nouvelle de ce désordre, le général Dupuy, commandant de la place, sort de son hôtel à la tête de quelques dragons qui s'y trouvaient de piquet; il arrive dans une rue obstruée de mutins, et les engage à se retirer. Ils ne répondent au général que par des hurlemens et des menaces. Celui-ci se décide alors à les charger; il s'élance au milieu de cette populace et s'ouvre un passage sanglant. Mais au moment où il lève le bras pour secourir un des siens, il reçoit sous l'aisselle un coup de lance qui lui coupe l'artère : huit minutes après il avait cessé de vivre.

Le canon d'alarme gronde; la générale est battue. Les Français se rassemblent au château. A mesure qu'ils arrivent, le général Bon, qui a pris le commandement, les dirige par détachemens nombreux sur les principaux points occupés par les révoltés. Plus de quinze mille de ces insensés, poursuivis la baïonnette dans les reins,

se réfugient dans la grande mosquée d'El-Héazar et en barricadent toutes les avenues.

Averti par le canon d'alarme, Bonaparte accourt de l'île de Roudeh avec ses guides; il prend des mesures afin de couper les communications entre les divers quartiers où sont postés les rebelles.

La nuit, tant redoutée des Orientaux, amène un moment de calme : le général Dommartin a ordre de profiter des ténèbres pour dresser une batterie. Quatre bouches à feu sont placées sur le revers du Mokatam, à cent cinquante toises de la grande mosquée.

On apprend que cinq mille paysans s'avancent vers la ville; le général De Vaux marche à eux et les oblige à se retirer avec perte.

De leur côté, les Arabes volaient au secours de la révolte. La cavalerie du général Dumas, envoyée pour battre la plaine, les refoula dans le désert.

Au point du jour les bataillons s'ébran-

lent, leurs efforts triomphent d'une résistance opiniâtre. A huit heures du matin, il ne reste plus que la grande mosquée à emporter.

Bonaparte fait sommer ceux qui l'occupent de mettre bas les armes. Cette démarche est regardée comme un signe d'impuissance, et la révolte lève un front plus insolent. Alors le signal terrible est donné. La citadelle et les batteries du général Dommartin font pleuvoir sur la grande mosquée une grêle de bombes, d'obus et de boulets, qui portent la mort au milieu des révoltés. Une circonstance extraordinaire vient seconder les Français, et jeter dans l'esprit des Egyptiens une terreur superstitieuse : l'air s'obscurcit de nuages; le tonnerre mêle ses détonnations lointaines au bruit du canon. Les rebelles frémissent à cette voix céleste; leur courage chancelle. Voyant la foudre de Dieu et des hommes sur leurs têtes, consternés, éperdus, ils poussent des cris lamentables et demandent à capituler.

« Vous avez refusé ma clémence quand je vous l'offrais, répond le général en chef; l'heure de la vengeance est sonnée: vous avez commencé, c'est à moi de finir. »

Réduits au désespoir, ces malheureux tentent une sortie; de tous côtés ils rencontrent les baïonnettes des grenadiers, sur lesquelles ils viennent chercher le trépas.

Enfin, ils jettent leurs armes et se rendent à discrétion, implorant la miséricorde des Français, et poussant leur cri de détresse: *Amman !*

Bonaparte se laisse fléchir; les principaux meneurs suffisent à sa justice: onze d'entre eux sont condamnés à mort; six seulement subissent le dernier supplice. Leurs têtes, suivant l'usage du pays, sont promenées au bout d'une pique dans toutes les rues du Caire.

Trois mille cadavres attestent le pouvoir et la vengeance des Français. Bonaparte abolit le divan et assujettit la province au régime militaire.

La terreur que jeta dans l'Égypte l'issue de la révolte du Caire étouffa pour longtemps l'esprit de rebellion.

Dans les deux mois qui suivirent cette sanglante révolte, de nouveaux liens se formèrent entre les Français et les Égyptiens; la capitale s'orna des arts de l'Europe et s'enrichit de son industrie : un palais du bey et ses jardins furent métamorphosés en *Tivoli;* deux journaux, *la Décade Égyptienne* et *le Courrier d'Égypte,* furent même imprimés au Caire, et essayèrent de rallumer le flambeau éteint des sciences. Le commerce prenait une activité jusqu'alors inconnue parmi les apathiques habitans de la plus féconde des contrées. Des fonderies, des usines, des manufactures, créées par les soins de Comté, multiplièrent les produits de l'industrie européenne; Champy ouvrit des ateliers destinés à la fabrication de la poudre à canon; et, sur les hauteurs du Mokatam, des moulins à vent tournèrent

pour la première fois aux yeux surpris des Égyptiens.

Bonaparte avait voulu non seulement conquérir l'Égypte à la république, mais encore la rendre à la civilisation.

CHAPITRE IX.

SOMMAIRE : Manifeste de la Porte ottomane.— Expédition de Syrie. — Prise d'El-Arich, de Ghazad, de Jaffa, de Caïffa.—Siége de Saint-Jean d'Acre. — Bataille du Mont-Thabor.— Retour au Caire.—Bataille d'Aboukir.

Nov. 1798 à juill. 1799.

La destruction de notre marine à Aboukir avait laissé Bonaparte en quelque sorte prisonnier dans sa propre conquête. Aucune nouvelle ne lui était parvenue de France ; il avait cru dire vrai en annonçant, lors de son débarquement, que la paix existait entre la république et la Turquie, et, confiant aux promesses du Directoire, il croyait Talleyrand à Constantinople, quand tout à coup un firman du Grand Seigneur, arraché au divan par la politique anglaise, vint le tirer d'erreur et

l'éclairer sur tout le danger de sa position. Voici quelques extraits de ce document curieux :

« Au nom de Dieu clément et miséricordieux, gloire au Seigneur, maître du monde, salut et paix sur notre prophète Mahomet, le premier et le dernier des prophètes, sur sa famille, et sur les compagnons de sa mission.

» Le peuple français (Dieu veuille détruire leur pays de fond en comble, et couvrir d'ignominie leurs drapeaux) est une nation d'infidèles et de scélérats sans frein. Ils nient l'unité de cet Être-Suprême qui a créé le ciel et la terre; ils ne croient point à la mission du prophète, destiné à être l'intercesseur des fidèles au jugement dernier, ou, pour mieux dire, ils se moquent de toutes les religions; ils rejettent la croyance d'une autre vie, de ses récompenses et de ses supplices; ils ne croient ni à la résurrection des corps, ni au jugement dernier, et ils pensent qu'un aveugle hasard préside à leur vie et à leur

mort; qu'ils doivent leur existence à la pure matière, et qu'après que la terre a reçu leurs corps, il n'y a plus ni résurrection, ni compte à rendre, ni demande, ni réponse.

» En conséquence, ils se sont emparés des biens de leurs temples; ils ont dépouillé leurs croix, leurs ornemens, et ils ont chassé leurs vicaires, leurs prêtres et leurs religieux.

» Les livres inspirés aux divins prophètes ne sont, à leur dire, que mensonges et impostures, et ils regardent le Coran, l'Ancien-Testament et l'Évangile comme des fables. Les prophètes, tels que Moïse, Jésus et Mahomet, ne sont, selon eux, que des hommes comme les autres, qui n'ont jamais eu de mission et qui n'ont pu imposer qu'à des ignorans. Ils pensent que les hommes, étant nés égaux, doivent être également libres, que toute distinction entre eux est injuste, et que chacun doit être le maître de son opinion et de sa manière de vivre.

» C'est sur d'aussi faux principes qu'ils ont bâti une nouvelle constitution, et fait des lois auxquelles a présidé l'esprit infernal. Ils ont détruit les fondemens de toutes les religions; ils ont légitimé tout ce qui était défendu; ils ont laissé un libre cours aux désirs effrénés de la concupiscence; ils se sont perdus dans un dédale d'erreurs inextricable; et, en égarant la vile populace, ils en ont fait un peuple de pervers et de scélérats.

» Un de leurs principes diaboliques est de souffler partout le feu de la discorde, de mettre la désunion parmi les souverains, de troubler les empires, et d'exciter les sujets à la révolte par des écrits mensongers et sophistiques, dans lesquels ils disent avec impudence : Nous sommes frères et amis; les mêmes intérêts nous unissent, et nous avons les mêmes opinions religieuses.

» Ensuite viennent de futiles promesses ou des menaces inquiétantes; en un mot, ils ont appris à distiller le crime et à se

servir habilement de la fraude et du parjure. Ils se sont enfoncés dans une mer de vices et d'erreurs; ils se sont réunis sous les drapeaux du démon, et ils ne se plaisent que dans le désordre, ne suivant que les inspirations de l'enfer. Leurs conscience n'est jamais troublée par les remords et la crainte de faire le mal.

» Aucun dogme, aucune opinion religieuse ne les réunit; ils regardent le larcin et le pillage comme un butin légal, la calomnie comme la plus belle éloquence, et ils ont détruit tous les habitans de la France qui n'ont pas voulu adopter leurs nouveaux et absurdes principes.

» Toutes les nations européennes ont été alarmées de leur audace et de leurs forfaits, et alors ils se sont mis à aboyer comme des chiens, à hurler comme des loups, et, dans leur rage, ils se sont jetés sur tous les royaumes et sur toutes les républiques, pour détruire leurs gouvernemens et leurs religions, pour enlever leurs femmes et leurs enfans. Des rivières

de sang ont abreuvé la terre, et les Français ont enfin réussi dans leurs criminels desseins, vis-à-vis de quelques nations qui ont été forcées de se soumettre.

» O vous donc, défenseurs de l'islamisme! O vous, héros protecteurs de la foi! O vous, adorateurs d'un seul Dieu, qui croyez à la mission de Mahomet, fils d'Abd-Allah, réunissez-vous et marchez au combat sous la protection du Très-Haut! Ces chiens enragés s'imaginent sans doute que le peuple vrai croyant ressemble à ces infidèles qu'ils ont combattus, qu'ils ont trompés, et à qui ils ont fait adopter leurs faux principes. Mais ils ignorent, les maudits, que l'islamisme est gravé dans nos cœurs et qu'il circule dans nos veines avec notre sang. Nous serait-il possible d'abandonner notre sainte religion, après avoir été éclairés de sa divine lumière? Non, non! Dieu ne permettra pas que nous soyons un instant ébranlés; nous serons fidèles à la foi que nous avons jurée. Le Très-Haut a dit dans le livre de

la vérité : *Les vrais croyans ne prendront jamais les incrédules pour amis.* Soyez donc sur vos gardes ; méfiez-vous des piéges et des embûches qu'ils vous tendent, et ne soyez effrayés ni de leur nombre ni de leurs vêtemens hideux. Le lion ne se met point en peine du nombre de renards qui méditent de l'assaillir, et le faucon ne s'effraie point d'un essaim de corbeaux qui croassent contre lui.

» Grâce au ciel, vos sabres sont tranchans, vos flèches sont aiguës, vos lances sont perçantes, vos canons ressemblent à la foudre, et toutes sortes d'armes meurtrières, maniées par d'habiles cavaliers, sauront bientôt atteindre l'infidèle et le précipiter dans les flammes de l'enfer. N'en doutez pas, le ciel est pour vous, l'œil de Dieu veille à votre conservation et à votre gloire. Avec la puissante protection du prophète, ces armées d'athées se dissiperont devant vous et seront exterminées. Cette heure va bientôt sonner.

» Gloire au Seigneur des mondes ! »

Il fallait répondre à un tel manifeste par des victoires : Bonaparte résolut aussitôt l'expédition de Syrie.

Pendant que les préparatifs se faisaient avec activité, Bonaparte voulut aller résoudre à Suez le problème de la jonction de la Mer Rouge avec la Méditerranée. Plusieurs membres de l'Institut l'accompagnèrent dans cette exploration. Ils trouvèrent en effet les traces d'un canal, à deux lieues et demie au nord. de Suez.

Pendant ce voyage, il voulut par curiosité visiter les sources de Moïse. Sa petite caravane traversa la Mer Rouge à pied sec pendant la marée basse, mais au retour on fut surpris par la nuit et la marée montante. Les guides avaient mal calculé la hauteur du flux; Bonaparte était submergé si un grenadier ne l'eût pris sur ses épaules. Peu s'en fallut qu'il ne subît le sort de Pharaon, dont jadis cette mer engloutit les armées.

Sur ces entrefaites, Ibrahim-Bey et Djezzar se préparaient à reconquérir l'E-

gypte : ils appelaient, au nom du sultan, toutes les populations d'alentour à la défense de l'islamisme, et déjà même leur avant-garde s'était avancée jusqu'au fort d'El-Arich, à quelques lieues de Catieh ; Bonaparte n'eut pas plûs tôt reçu cette nouvelle qu'il reprit le chemin du Caire.

Les troupes destinées à l'expédition de Syrie formaient un corps de treize mille hommes ; c'était presque la moitié de toute l'armée d'Égypte.

La division Reynier formait l'avant-garde de l'armée de Syrie. Le 6 février elle quitta Catieh, et trois jours après elle se trouvait devant El-Arich. Pendant cette longue marche sur un sable brûlant, les Français avaient supporté avec une courageuse patience les supplices de la chaleur et de la soif ; en arrivant ils n'éprouvèrent plus que le besoin de combattre.

El-Arich se compose d'un village et d'un fort. Tandis que le général Lagrange tourne le fort et place deux pièces de canon sur une hauteur qui le domine, le gé-

néral Reynier fait attaquer le village. Après avoir éprouvé une résistance opiniâtre, les Français escaladent les murs; mais c'était dans l'intérieur que le péril devait être plus grand : toutes les maisons étaient crénelées; il en sortait un feu meurtrier dont les effets étaient secondés par la chute des pierres et des matières enflammées que les Syriens faisaient pleuvoir sur les Français engagés dans des rues étroites.

Le courage des troupes s'accroît avec les obstacles; le village est pris, et subit la vengeance du soldat irrité.

Le fort résistait toujours, le général Reynier, n'ayant pas l'artillerie suffisante pour le forcer, se contenta de le bloquer étroitement, en attendant le corps d'armée.

Le surlendemain, Bonaparte parut devant El-Arich avec le parc et le reste de l'armée; une batterie qu'il fit élever eut bientôt ouvert une brèche praticable. Le

19, la garnison n'eut d'autre ressource que de se rendre.

Le 22, l'armée se remit en marche, et après des souffrances inouïes, causées par l'ardeur du soleil et le manque d'eau, elle arriva enfin à Kan-Jounes, d'où elle aperçut les fertiles plaines qui entourent Ghazah. Ce fut avec ravissement que les Français, après avoir traversé soixante lieues de désert, se virent au milieu d'une contrée qui leur offrait à chaque pas de l'ombrage, de nombreux ruisseaux et toutes les richesses d'une abondante végétation. A leur gaîté, à la légèreté de leur marche, on les eût pris pour des guerriers revoyant le sol natal après la victoire.

La ville, quoique fortifiée, ouvrit ses portes sans résistance.

Après quelques jours de repos, il fallut de nouveau rentrer dans le désert et traverser les immenses plaines de sable qui séparent Ghazah de Jaffa.

Kléber arriva le 3 mars devant Jaffa,

Bonaparte le rejoignit le 7, l'avant-garde dût se porter en avant pour couvrir le siége. Elle prit position à deux lieues de là, sur la route de Saint-Jean-d'Acre (ancienne Ptolémaïs).

Les batteries commencèrent aussitôt un feu si bien nourri qu'à quatre heures du soir la brèche était praticable. L'assaut est ordonné. Les Français s'élancent avec intrépidité ; les assiégés les reçoivent avec un courage égal ; on se bat corps à corps ; bientôt les Français redoublent d'efforts et pénètrent dans la ville, et la garnison, refusant toujours de mettre bas les armes, est passée au fil de l'épée ; la ville fut abandonnée au pillage.

Cependant des symptômes de peste s'étaient manifestés dans le camp français dès le commencement du siége : Bonaparte fit aussitôt établir l'hôpital des pestiférés, dans lequel eut lieu cette mémorable scène que M. Gros a retracée dans un des chefs-d'œuvre de la peinture française. Il fallait relever le moral des soldats

malades; le général en chef entre dans toutes les salles des pestiférés, il leur parle, il les touche et les rassure : dès cet instant, l'armée semble ne plus redouter ce terrible fléau.

Kléber cependant marchait toujours en avant-garde. Le 14, ses éclaireurs rencontrèrent un corps nombreux d'ennemis et se replièrent en toute hâte sur le gros de la division. Celles des généraux Lannes et Bon arrivèrent alors, et, se formant en carré ainsi que la première, elles culbutèrent l'ennemi sur tous les points.

Le 16, l'armée s'empara de Caïffa, au pied de ce mont Carmel si fameux dnas nos livres sacrés. Les troupes de Djezzar avaient évacué la ville avec tant de précipitation qu'elles n'avaient ni détruit ni enlevé les magasins de vivres et de munitions qu'elle renfermait. Le chef d'escadron Lambert en fut nommé gouverneur.

Le 18, l'armée française parut devant Saint-Jean-d'Acre. On commença aussitôt le siége. Le 20 mars, la tranchée fut ou-

verte, on n'avait pour toute artillerie de siége qu'une caronade de 32 sans affût et quatre pièces de 12, et l'on manquait de boulets. Néanmoins, cinq jours après on crut la brèche praticable, et l'on se flattait de prendre la ville d'assaut; mais les sapeurs envoyés pour déblayer le pied de la brèche, furent arrêtés par une contrescarpe et un fossé de plusieurs toises. La plupart furent blessés; le reste, en butte à une épouvantable fusillade, rentra précipitamment dans la tranchée.

Il fallut miner et faire sauter la contrescarpe; la mine fit mal son effet. Le second assaut ne fut pas plus heureux que le premier; les grenadiers qui furent envoyés à la brèche la trouvèrent trop haute de plusieurs pieds. Néanmoins, les Turcs avaient été tellement effrayés de l'audace des grenadiers français, qu'ils s'étaient enfuis au port, et que Djezzar-Pacha même s'était embarqué. La retraite des Français rendit le courage aux assiégés, qui, depuis cette époque, ne cessèrent de recevoir des

renforts. On s'occupa alors de creuser un puits de mine, afin de faire sauter toute une tour; il n'y avait plus moyen de s'introduire par la brèche, l'ennemi l'avait remplie de toute espèce d'artifices. Durant ces travaux, l'armée turque fit une sortie générale; mais les colonnes de Djezzar furent bientôt repoussées dans les murs de la place, après avoir éprouvé de grandes pertes.

Le général en chef profita de l'avantage qu'il venait de remporter sur les assiégés, pour aller à la rencontre de Kléber, dont la division était presque cernée par la grande armée de Damas. Dans sa course, il livre les combats de Oanaam, de Nazareth et de Saffet; partout il met l'ennemi en fuite. Il découvre enfin Kléber, qui, retranché dans des ruines avec quatre mille hommes, bravait les vingt mille Turcs qui l'entouraient. En un moment le général en chef improvise la victoire du Mont-Thabor. L'armée de Damas, attaquée sur tous les points, coupée dans ses retraites, laisse

cinq mille hommes sur le champ de bataille, perd ses chameaux, ses tentes, ses provisions. L'abondance règne enfin dans le camp français. Le lendemain, le général en chef apprend que l'amiral Perrée a débarqué des canons de siége près de Saint-Jean-d'Acre, l'armée reprend aussitôt la route de cette place.

Le 25 avril, on mit le feu à la mine; mais un souterrain qui était sous la tour trompa encore tous les calculs, la partie de la tour qui était du côté des Français sauta seule, et tout l'effet de la mine se borna à enterrer deux à trois cents Turcs et quelques pièces de canon. On fit alors usage des batteries contre cette tour ébranlée, malheureusement, le général du génie Caffarelli-Dufalga fut tué deux jours après; c'était un officier du premier mérite, qu'il fut impossible de remplacer; l'armée entière sentit vivement sa perte; Bonaparte le regretta, comme un de ses plus braves frères d'armes.

L'ennemi était perdu s'il restait sur la

défensive, il fit plusieurs sorties dans lesquelles il éprouva toujours des pertes considérables, mais il ne cessait de recevoir des renforts pour les réparer aussitôt.

Le moment de crise pour la place approchait ; les batteries francaises avaient rasé la plupart des fortifications, élevées par Phélippeaux, émigré français, qui servait dans les rangs des Turcs; tous les créneaux de la muraille étaient détruits et les pièces démontées. Déjà les Français s'étaient emparés de la partie la plus saillante de la contre-attaque, il ne fallait plus que quelques jours pour enlever la ville, lorsqu'on signala une flotte, portant douze mille hommes de renfort aux Turcs. Le général en chef, calculant le temps qui était nécessaire au débarquement de ce renfort, crut qu'il fallait donner immédiatement l'assaut. A la nuit on se jette sur tous les travaux de l'ennemi, on les comble ; on égorge tout, on encloue les pièces, on monte à l'assaut, on se loge dans la tour; on entre dans la place, et l'on va

être maître de la ville, lorsque tout à coup les troupes débarquent et arrivent pour rétablir le combat. Raimbaut est tué; cent cinquante hommes périssent avec lui ou sont pris; Lannes est blessé. Les assiégés sortent par toutes les portes et prennent la brêche à revers. La perte de l'ennemi fut énorme; toutes les batteries tirèrent à mitraille sur lui. Les succès des Français parurent si grands que, le 10 mai, à deux heures du matin, Bonaparte commanda un nouvel assaut. Il y avait vingt mille hommes dans la place, et toutes les maisons étaient tellement remplies de monde que les troupes françaises ne purent pas dépasser la brêche.

L'armée française commençait à avoir assez de pièces de siége pour espérer de réduire la ville; mais les renforts reçus ou à recevoir par l'ennemi pouvaient rendre le succès du siége problématique. Éloignés comme ils l'étaient de la France et de l'Égypte, les Français ne pouvaient plus faire de nouvelles pertes. La peste était à l'am-

bulance française, et l'on comptait plus de douze cents blessés. Dans de telles circonstances, quel parti devait prendre le général en chef? il se vit forcé d'ordonner le 17 mai la levée du siége par un ordre du jour, dans lequel, après avoir cherché à retremper le moral des soldats par le souvenir de leurs exploits, il présentait la prise d'Acre comme une chose de peu d'importance. Mais les efforts inouis qu'il avait faits attestaient le contraire, et depuis, sur son rocher de Saint-Hélène, il disait : « Si j'avais enlevé Saint-Jean-d'Acre, j'opérais une révolution dans l'Orient. Les plus petites circonstances conduisent les plus grands événemens. J'aurais atteint Constantinople et les Indes; j'eusse changé la face du monde. » Cette assertion n'aurait rien d'exagéré si, comme l'assure M. de Forbin, soixante mille Druses n'attendaient que la prise de cette place pour se réunir à l'armée républicaine.

C'est à l'époque de cette retraite que quelques historiens passionnés ont placé

l'épisode de l'empoisonnement des pestiférés de Jaffa, par ordre du général en chef. Cette absurde calomnie fut longtemps propagée en Europe, et s'y était popularisée; mais on sait aujourd'hui que tous les pestiférés ont été évacués tant par mer que par terre, et qu'il n'en restait à Jaffa que *sept*, déclarés incurables, qui eurent le temps de mourir avant d'être égorgés par les Turcs. Jamais Bonaparte n'a donné l'ordre barbare d'administrer de l'opium aux pestiférés; et, l'eût-il fait, il n'eût trouvé personne qui consentît à se charger de l'exécuter: il n'y avait pas d'ailleurs un seul grain d'opium dans toute la pharmacie de l'armée de Syrie.

Cette armée dont les pertes, durant la campagne, ne s'élevaient en tout qu'à dix-huit cents hommes, puisqu'elle ramenait dix-huit cents blessés ou convalescens, arriva au Caire le 14 juin.

L'entrée au Caire fut triomphale, et effaça les funestes impressions que le bruit

de notre défaite et de la mort du sultan Kébir (le père du feu), nom donné par les Arabes à Bonaparte, avait produites sur la population; et les Français, en retrouvant au Caire toutes les jouissances de la vie, oublièrent les journées du désert et les périls de St.-Jean d'Acre.

Les Egyptiens cependant étaient dans l'attente du débarquement prochain d'une armée turque. Les bruits qui en couraient acquéraient de jour en jour plus de consistance; le général en chef dut prendre ses mesures pour la bien recevoir. En conséquence, des ordres furent donnés pour mettre en état de défense les forts qui se trouvent entre Alexandrie et Rosette, la plage qui s'étend de l'une à l'autre de ces deux villes étant, selon toutes les probabilités, le point de débarquement que choisiraient les Turcs.

Bonaparte eut bientôt lieu de s'applaudir de sa prévoyance; il apprit que Mourad-Bey, après avoir reparu vers les Py-

ramides, se rapprochait d'Aboukir, et qu'une nombreuse armée débarquait sur ces parages.

L'armée anglo-turque à peine débarquée, attaqua vivement la garnison d'Aboukir. Celle-ci, forte seulement de trois cents hommes, après soixante heures de combat, attaquée par mer et par terre, et réduite à trente-cinq combattans, fut contrainte à mettre bas les armes.

Ces alarmantes nouvelles parvinrent en même-temps au général en chef. Aussitôt il expédia de tous côtés des ordres pour rassembler une armée à Ramanieh. Heureusement les Turcs songèrent plutôt à se fortifier dans la presqu'île d'Aboukir, qu'à profiter du premier moment de trouble qu'avait causé leur présence, en se portant sur Alexandrie ou dans l'intérieur des terres. Tandis que Mustapha-Pacha, généralissime de l'armée ottomane, élevait une double ligne de retranchemens, Bonaparte faisait ses préparatifs, et embrassait toute l'étendue des positions ennemies de ce

coup-d'œil qui commanda si long-temps la victoire.

Arrivé le 24 juillet à Alexandrie, il ménagea peu le général Marmont dans les reproches qu'il lui adressa pour ne pas s'être opposé au débarquement. Sur ce que Marmont objectait qu'il n'avait que douze cents hommes, et que les troupes turques s'élevaient à dix-huit mille : « Eh bien ! s'écria Bonaparte, avec vos douze cents hommes je serais allé jusqu'à Constantinople. »

Ce fut le lendemain, 25 juillet, qu'eut lieu cette mémorable bataille qui devait venger, sans le réparer toutefois, le désastre d'Aboukir.

L'armée ottomane, forte de dix-huit mille hommes, était défendue par une nombreuse artillerie; une double ligne de retranchemens la couvrait, et sa position redoutable ajoutait à la confiance de ses soldats.

Notre armée ne s'élança pas d'abord avec cette furie française tant redoutée

en Italie : elle se mit en mouvement avec une imposante lenteur ; mais à peine futelle à portée des retranchemens, qu'une colonne, dirigée par le général Destaing, se précipita soudain sur le mamelon qui appuyait la droite de la première ligne, tandis que Murat, forçant tous les obstacles, s'élançait rapidement pour couper la retraite à l'ennemi. Ce mouvement eut tout le succès qu'on en pouvait attendre : deux mille Turcs furent tuésou contraints de se jeter dans la mer.

Après le succès de cette manœuvre habile qui ne dura que quelques minutes et ne coûta pas un seul homme aux assaillans, le général Lannes attaqua de front. En vain Mustapha détacha-t-il un renfort considérable de la seconde ligne, pour s'opposer à ce mouvement, le renfort fut culbuté par Murat, tout fut enlevé. La première ligne tomba ainsi au pouvoir des Français.

La seconde ligne ennemie présentait plus de difficultés, et l'on devait s'atten-

dre que les Turcs la défendraient en désespérés, puisqu'ils se trouvaient dans une position à ne pouvoir échapper à la mort que par la victoire.

Bonaparte résolut d'attirer, par des charges vigoureuses, l'attention des ennemis sur les deux extrémités de leur ligne, tandis qu'une forte réserve épierait le moment d'enlever la redoute du centre, principal point de défense des Ottomans.

Ceux-ci n'attendirent pas dans leurs retranchemens l'attaque des Français : ils vinrent à leur rencontre avec intrépidité.

La droite de l'ennemi fut d'abord repoussée par Murat; mais la cavalerie que cet intrépide général commandait, se trouvant engagée entre le feu des chaloupes canonnières et celui de la redoute, se vit dans la nécessité de faire un mouvement rétrograde qui donna aux Turcs l'audace de revenir à la charge. Repoussés de nouveau, ce double mouvement se renouvela plusieurs fois, sans que la ca-

valerie française pût parvenir à passer la ligne de feu que lui opposaient à la fois la redoute, les chaloupes et les retranchemens.

A la gauche, le combat n'était pas moins animé. Les Turcs avaient d'abord attaqué avec plus de courage que d'ordre; bientôt exaspérés par leurs pertes, ils abandonnèrent les fusils dont ils étaient armés, pour se jeter, le sabre et le pistolet à la main, sur des ennemis dont le courage impassible semblait irriter leur fureur.

L'infanterie française parvint, quoique avec difficulté, à repousser ces frénétiques; mais arrivé devant les retranchemens, elle fut à son tour, comme la cavalerie, obligée, par le feu de la redoute, de faire un mouvement rétrograde, laissant trente ou quarante officiers et soldats sur le champ de bataille. Le général Fugière, qui commandait la colonne, eut le bras emporté par un boulet. Transporté près de Bonaparte, il lui fit entendre ces

paroles prophétiques : « Général, peut-être un jour envierez-vous mon sort : je meurs au champ d'honneur (1). »

On vit alors les Turcs donner un cruel exemple du féroce usage qu'enracine chez eux leur croyance de résurrection et de fatalité. Ils descendirent en tumulte de la redoute et des retranchemens pour venir couper la tête aux morts et aux blessés français.

Murat saisit l'instant de cette excursion imprudente, et s'élançant avec sa cavalerie entre la redoute et les barbares, il parvint enfin à franchir les formidables retranchemens.

La colonne du général Fugière reprend à son tour l'offensive, impatiente de venger son brave chef. Ceux des ennemis qui tenaient la plaine, effrayés de voir derrière eux la cavalerie de Murat, se troublent et ne font plus qu'une molle résistance.

(1) Il survécut à sa blessure et est mort en 1811, commandant la succursale des Invalides, à Avignon.

Bonaparte a senti que le moment décisif est arrivé. Il jette au combat sa réserve, qui s'élance sur la redoute avec une ardeur jusqu'alors à peine contenue. Redoute et retranchemens, tout est rapidement emporté. Leurs défenseurs, à qui un article du Coran défend de capituler avec les chrétiens, périssent tous, ou dans les flots de la mer, ou sous le fer du vaînqueur.

L'infatigable Murat, poursuivant et sabrant tout ce qui se présentait devant lui, se porte entre le village et le fort d'Aboukir. Mustapha était dans le village avec quelques janissaires; se voyant perdu, le malheureux généralissime veut au moins ne pas mourir sans vengeance; il se précipite sur Murat, et le blesse légèrement au bras d'un coup de pistolet. Murat riposte par un coup de sabre qui tranche deux doigts de la main droite de son ennemi : il le fait saisir et l'envoie à Bonaparte. Les janissaires, au nombre de deux cents, mettent bas les armes. Ce furent les

seuls prisonniers que l'on put faire dans cette journée.

Jamais peut-être victoire aussi complète, aussi importante dans ses résultats, ne coûta moins au vainqueur. Il n'est pas douteux que le moindre échec arrivé à l'armée française eût été le signal de son extermination. Les Arabes, les Mamelucks, les Egyptiens mécontens, se seraient réunis aux Turcs, et pas un Français n'eût échappé à leurs coups.

L'Angleterre et la Turquie avaient compté sur un tout autre résultat. La bataille d'Aboukir couronna glorieusement les travaux de Bonaparte en Egypte; aussi le brave et loyal Kléber, après la victoire, s'écriait-il en le serrant dans ses bras : « Général, vous êtes grand comme le monde. »

CHAPITRE X.

SOMMAIRE : Expédition du général Desaix dans la Haute-Egypte. — Bataille de Sédiman. — Retraite de Mourad-Bey. — Combat de Samanhout.

Juill. à oct. 1799.

Après la bataille des Pyramides, le général Desaix s'était cantonné à Giseh. C'est là qu'il avait travaillé à se fortifier, tandis que Bonaparte poursuivait Ibrahim. La prudence n'avait pas permis d'engager toutes les divisions à la fois; mais les succès du général en chef ayant dissipé toute inquiétude à cet égard, Desaix se mit en devoir de chasser Mourad-Bey de la Haute-Égypte.

Ses mouvemens commencèrent le 23 août. Les Français qu'il commandait, fatigués d'une inaction que leur rendait in-

supportable le bruit des victoires remportées par leurs compagnons, quittèrent les retranchemens dans lesquels ils avaient trouvé le repos et l'abondance; tous coururent avec joie à de nouveaux dangers.

Plus d'un mois s'écoula sans qu'ils pussent signaler leur valeur autrement que dans des escarmouches. Mourad s'était réfugié dans la province de Faïoum, où il rassemblait toutes ses forces. Les détachemens de Mamelucks qu'il avait laissés derrière lui semblaient destinés à observer les Français plutôt qu'à les combattre; dès qu'on en approchait à portée de canon, ils disparaissaient.

Enfin, le 6 octobre, après bien des marches pénibles, on apprit que Mourad attendait les Français à peu de distance, et tout portait à croire qu'il accepterait la bataille.

Le 7, l'armée de Mourad fit un mouvement qui tendait à attirer les Français dans le désert. Desaix pénétra les intentions de l'ennemi, et, après l'avoir re-

poussé, au lieu de le poursuivre, il se rapprocha du Nil, où voguait la flottille chargée des munitions et des vivres de sa division.

Le lendemain, la petite armée s'étant mise en marche avant le jour, aperçut, au lever du soleil, Mourad retranché à Sédiman. Ses douze mille hommes occupaient une ligne d'une lieue d'étendue. Les forces du général français formaient à peine la sixième partie de ce nombre.

Un vallon séparait les deux armées.

Desaix donna l'ordre de le franchir au pas de charge. Les soldats, formés en un bataillon carré, flanqué par deux pelotons de deux cent cinquante hommes chacun, s'avancent avec autant d'ordre que d'intrépidité. Tout-à-coup ils sont entourés et assaillis par la cavalerie ennemie. Accueillis par une vive fusillade, les Mamelucks s'arrêtent d'abord; ils s'éloignent ensuite pour prendre du champ; puis, s'étant réunis, se précipitent en masse sur l'un des pelotons et l'écrasent. Le choc est si vio-

lent, que tout ce qui n'est pas tué se jette ventre à terre pour échapper au sabre destructeur. Ce mouvement, qui, dans toute autre occasion, eût achevé la ruine du peloton en le livrant sans défense à la rage d'un soldat implacable, fut au contraire la cause de son salut. Le grand carré n'ayant plus à craindre de tirer sur des Français confondus avec les ennemis, fait sur les Mamelucks un feu si bien nourri qu'il les arrête encore et les force à s'éloigner.

Repoussés deux fois, mais loin d'être découragés, les Mamelucks, enflammés de honte et de dépit, reviennent à la charge de toute l'ardeur de la vengeance. Cette fois, les foudres de la mousqueterie ne suspendent point leur course; ils s'élancent et viennent heurter les baïonnettes; leurs damas sillonnent les fusils sans les ébranler. Partout les rangs serrés leur présentent des murs hérissés de fer, des barrières impénétrables. Furieux, les uns s'efforcent de faire mâter leurs chevaux

pour les faire retomber sur nos têtes ; d'autres les poussent à reculons, afin qu'ils ne voient pas les baïonnettes qui les ont déjà blessés. Enfin, dans le délire d'une impuissante rage, ils lancent aux Français les armes qui ont si mal servi leur courage : tromblons, fusils, sabres, haches, masses d'armes, tombent pêle-mêle au milieu des rangs. Le Mameluck, près de rendre le dernier soupir, se traîne et essaie de déchirer, à coups de poignard, les jambes de nos soldats. Tant d'acharnement finit par allumer la fureur des Français : ceux qui sont en rang ne peuvent s'y livrer entièrement, de peur de rompre l'ordre admirable qui les rend invincibles; mais ceux qui ont été renversés vont, en rampant, chercher des blessés ennemis. Le mourant attaque le mourant; ils semblent retrouver la vie pour achever de se l'arracher; ils s'entr'égorgent d'un bras défaillant, et le vainqueur expire en poussant un cri de triomphe sur le cadavre qui vient d'expirer.

Le génie militaire est de toutes les nations. Mourad, voyant que ses cavaliers se feront exterminer avant d'entamer le carré, exécute une manœuvre pareille à celle qui donna aux Français la victoire de Fontenoi. Il rappelle sa cavalerie et fait avancer huit canons qui tonnent sur ses adversaires; chaque décharge en renverse huit à dix. Si les Mamelucks eussent profité du moment de trouble que cette manœuvre répandit dans le carré, peut-être n'eût-il fallu qu'une charge rapide pour l'enfoncer. Que fera Desaix? s'il avance, ses blessés sont livrés à la merci des Arabes qui rôdent autour du champ de bataille; s'il garde sa position, tout son corps d'armée est compromis. Cette idée le détermine; il donne ordre de s'élancer sur les canons, et s'écrie: « Vaincre ou mourir! — Vaincre! » répond l'aide-de-camp Rapp. On se précipite au pas de charge; la batterie est enlevée, et bientôt de cette nuée d'ennemis qui menaçaient d'anéantir l'armée, il ne reste plus que

quelques centaines de morts et de blessés : le reste avait fui. Cette victoire permit aux Français de prendre leurs cantonnemens dans la province de Faïoum, abandonnée par Mourad. La frayeur qu'elle inspira aux Arabes de cette contrée fut telle, qu'ils cessèrent leurs agressions journalières, et que, pendant quelque temps, on put croire à leur soumission.

Mais bientôt Desaix dut quitter le Faïoum pour aller lever les contributions que les villages de la province conquise avaient coutume de payer aux Mamelucks. Pendant son absence, mille Mamelucks, et un plus grand nombre de fellahs, essayèrent de reprendre Sédiman, où ne se trouvaient que trois cent cinquante Français attaqués d'ophtalmie. Ces braves ne s'étonnèrent point du nombre de leurs ennemis ; ils défendirent les rues pied à pied, et se retirèrent en bon ordre dans le petit fort qui domine la ville.

Furieux des pertes qu'un feu bien nourri leur fit alors éprouver, ces barba-

res se répandirent dans les maisons dont l'apparence flattait leur avidité. Bientôt des cris douloureux s'élevèrent des divers points de la ville; femmes, enfans, vieillards, chassés de leurs asiles, erraient en gémissant, et se trouvaient à chaque instant renversés par les Mamelucks, qui couraient au galop, du pillage d'une maison à celui d'une autre.

A ce spectacle, transportés d'indignation, les Français se précipitèrent hors du fort qui les protégeait, et tombèrent en bon ordre sur l'ennemi surpris; mais les Mamelucks ne tardèrent pas à se rallier. Déjà les soldats, entourés de tous côtés, ne songeaient plus qu'à vendre chèrement leur vie, quand un détachement envoyé par Desaix, survenant tout à coup, décida, par sa seule présence, Mamelucks et fellahs à s'enfuir. Ils mirent dans la retraite encore plus de précipitation que dans l'attaque.

Cette dernière tentative de l'indomptable Mourad, et les nouvelles de l'arrivée

prochaine des Arabes de la Mecque et d'Iambo, soulevés par les proclamations fanatiques du Grand-Seigneur, firent sentir au général Desaix l'urgente nécessité de prévenir la jonction des ennemis, en rejetant les Mamelucks tout-à fait hors de l'Egypte, ou en les détruisant. Pour arriver à ce but avec des troupes principalement composées d'infanterie, contre une cavalerie si agile et si infatigable, il fallait balayer les deux rives du Nil, en présentant de chaque côté une ligne assez étendue et assez forte pour que les Mamelucks ne pussent ni la tourner ni la forcer.

Les troupes alors aux ordres du général Desaix ne pouvaient suffire à une opération de ce genre; il se rendit au Caire, d'où il ramena le général Davoust et quinze cents hommes qui avaient été précédemment détachés de sa division, et qui portèrent sa force à trois mille hommes d'infanterie, douze cents de cavalerie et huit pièces de campagne. Douze djermes

furent destinées au transport des vivres et des munitions de ce corps d'armée. Les Français se mirent en marche avec la seule crainte de ne point rencontrer les Mamelucks assez tôt au gré de leur impatience; ils les redoutaient bien moins que les fatigues du désert; mais ils durent se résigner; car Mourad paraissait résolu à ne point engager de combat, et il était impossible de l'y forcer, puisqu'avec ses cavaliers il faisait en un jour trois fois plus de chemin que n'en pouvaient faire les Français.

Enfin, ils l'atteignirent à Samanhout.

Quelques jours auparavant, Davoust, dans une reconnaissance, avait sabré mille à douze cents Bédouins, qui, voyant exécuter un mouvement rétrograde aux troupes, s'étaient persuadés que, vaincues, elles cherchaient leur salut dans la fuite.

Mourad avait opéré sa jonction avec les Arabes d'Iambo et de la Mecque, qui composaient son infanterie. Brûlant de fanatisme, ils attaquèrent les Français

avec fureur, tandis que les Mamelucks, suivant leur habitude, entouraient l'armée en cherchant un point faible; heureusement les carrés français n'étaient pas devenus plus pénétrables que par le passé. Les efforts de l'ennemi furent inutiles, et finirent, comme à l'ordinaire, par la déroute.

Desaix ayant fait marcher un corps de chasseurs pour enlever Samanhout, où se trouvait Mourad, peu s'en fallut que ce bey ne se laissât prendre : il eut à peine le temps de s'enfuir. Ses Mamelucks le suivirent. Les malheureux Arabes n'ayant pas les mêmes moyens que la cavalerie de se soustraire au danger, il en fut fait un horrible carnage. Desaix poursuivit l'ennemi jusqu'à Girgé, six lieues au-delà du champ de bataille.

Cette défaite ramena Mourad-Bey à ses premiers plans de temporisation; mais en vain chercha-t-il à fatiguer ses infatigables ennemis par des marches et des contre-marches en sens divers; vivement

pressé, il fut contraint de se jeter dans l'affreux pays de Brides, au-dessus des cataractes, en Nubie. Desaix le suivit jusqu'à Philé, île célèbre qui servait autrefois de bornes aux possessions des Romains.

Le général français dut être fier d'avoir porté les armes de sa patrie jusqu'aux lieux où s'arrêtèrent les aigles des anciens maîtres du monde.

En rejetant Mourad au-delà des cataractes, les Français croyaient s'assurer la paisible possession de l'Égypte, et arriver enfin au terme de leurs travaux. Cette erreur fut de courte durée. Tous les Mameluks n'avaient pas suivi leur chef dans sa fuite. Il fallut de nouveaux efforts pour détruire ceux qui osèrent continuer de tenir la campagne ; il en fallut bien plus encore pour réprimer le fanatisme indomptable des habitans du désert.

Hassan-Bey, lieutenant de Mourad, était resté dans la province du Saïd, où il travaillait à soulever les Arabes. Par les or-

dres de Desaix, Davoust se met à sa poursuite; il l'atteint au village de Luzor, près des ruines de Thèbes. Entraîné par son ardeur, le général français s'était porté en avant à la tête de deux cents cavaliers; les Mamelucks étaient en nombre égal; la mêlée fut terrible. Hassan, blessé, céda le camp de bataille, et ne dut son salut qu'au dévouement courageux de ses Mamelucks.

A Kéné, ce furent des Arabes que les Français eurent à combattre. Battus une première fois, ils revinrent à la charge deux heures après avec une nouvelle fureur, et succombèrent encore. Trois cents de ces malheureux, réfugiés dans un bois de palmiers, périrent jusqu'au dernier, plutôt que d'accepter la vie que leur offrait la générosité du vainqueur.

A Alboumanab, à Sioat, même acharnement de la part des Arabes, et mêmes revers. Dans ce dernier combat, on vit un de ses frénétiques frapper du sabre et blesser deux Français qui le tenaient cloué

contre une muraille avec leurs baïonnettes.

A cette époque, un nouveau désastre vint un instant jeter la désolation parmi nos soldats. La flottille, composée de la djerme *l'Italie* et d'autres bâtimens armés, avait été arrêtée à Benouth, par les vents. Hassan-Bey, remis des blessures qu'il avait reçues près des ruines de Thèbes, fut informé de cet incident. Aussitôt il dirige sur la flottille trois mille Arabes récemment arrivés d'Iambo. Le feu des bâtimens ne peut qu'éclaicir leurs rangs sans les arrêter. Ils se précipitent tout armés dans le Nil, et s'emparent des navires de transport. En vain le capitaine de *l'Italie*, le brave Morandi, redouble ses décharges de mitraille; le bâtiment échoue. Les Arabes s'élancent à l'abordage. Morandi voyant son pont couvert d'ennemis, et n'ayant plus d'espoir, met de sa propre main le feu aux poudres, et périt enveloppant dans sa ruine les forcenés qui couvraient son bord.

Fier de cette victoire, Hassan se crut destiné à exterminer tous les Français : l'arrivée du shérif de la Mecque, qui lui ramenait de nombreux renforts, ne contribua pas peu à exalter sa confiance. Il résolut de marcher à l'ennemi.

Au moment du désastre de Benouth, le général Béliard se trouvait à deux journées de distance. Chargé par Desaix de poursuivre les Arabes, il prit une résolution semblable à celle de leur chef.

Les deux troupes se rencontrèrent non loin du village de Benouth. Hassan avait près de dix mille combattans : les troupes de Béliard formaient à peine la dixième partie de ce nombre. Les Arabes, encore dans l'ivresse de leur victoire récente, étaient encore enflammés d'une ardeur fanatique par la présence du shérif de la Mecque. Les Français avaient juré de venger leurs compagnons. Le choc fut terrible.

A la vue de ses adversaires, Hassan entre dans une sorte de délire pythonique :

il commande, d'un ton inspiré, à cent de ses plus braves de se jeter sur eux et de les égorger. Les tirailleurs français se réunissent pour les recevoir. Soixante de ces Séides tombent victimes de leur témérité.

Les deux corps se rapprochent, se heurtent, et le combat se trouve engagé sur tous les points.

Les Arabes s'étaient formé une batterie des pièces trouvées sur la flottille française. Une manœuvre aussi hardie que bien combinée rendit ces pièces à leurs premiers maîtres. Après avoir repoussé une charge de Mamelucks, les carabiniers s'élancent au pas de charge, comme pour les poursuivre; puis, par un rapide demi-tour, ils se jettent sur la batterie, massacrent les canonniers, tournent les canons, et les tirent sur l'ennemi épouvanté.

Le succès de cette manœuvre détermina les Mamelucks à s'enfuir: abandonnés à eux-mêmes, les Arabes se réfugièrent dans le village, où ils continuèrent de se

défendre avec une fureur toujours croissante; la nuit survint et interrompit le combat.

Tant que dura l'obscurité, on entendit les assiégés chanter des hymnes. Le shérif entonnait d'abord seul un verset, que ses soldats reprenaient et chantaient en chœur. Au point du jour, le général Béliard fit sommer ces insensés de mettre bas les armes: sur leur refus un assaut fut donné et reçu avec une valeur inouie. Il resta sans succès: la journée se passa en nouvelles tentatives qui n'en eurent pas davantage.

Le général français se vit alors dans la nécessité de prendre un parti terrible. Il ne lui restait plus qu'une caisse de cartouches. Un autre feu dut remplacer celui du salpêtre; des brandons enflammés furent lancés de toutes parts sur le village.

Allumé sur des points multipliés, l'incendie gagna de maisons en maisons, et forma bientôt un cercle immense au centre duquel se trouvait un vaste bâtiment fortifié, principal refuge des Arabes.

Quelques uns de ces infortunés essayèrent de traverser les flammes qui les entouraient : ils périrent. Le plus grand nombre monta au faîte de la maison, dont le toit, suivant l'usage du pays, formait une plate-forme. Là ils continuèrent les chants pieux que l'on avait entendus la nuit précédente. Cependant le feu s'avançait avec une épouvantable rapidité. Déjà le village offrait l'image d'un lac embrasé, et les chants continuaient encore. Peu à peu ils se firent entendre moins distinctement ; ils cessèrent enfin vers le point du jour.

Les Français pénétrèrent alors dans la maison, dont les murs en pierre avaient résisté à l'action du feu. Il la trouvèrent encombrée de cavadres informes ; quelques malheureux à demi-grillés existaient encore ; les moins maltraités étaient si enflés, qu'au moindre mouvement leur peau se déchirait de toutes parts. Qui croirait qu'en cet état ils essayèrent de résister ? S'ils voulaient s'attirer une mort

prompte, ils furent satisfaits; la pitié lança les coups qui terminèrent leurs douleurs.

Épouvantés de la destruction de Benouth, les habitans des villages voisins avaient fui précipitamment dans le désert, abandonnant biens et femmes au vainqueur. Les Français ne furent pas peu surpris de se voir gaîment accueillis par les femmes: esclaves plutôt qu'épouses, elles passèrent sans répugnance sous le joug de nouveaux maîtres: ce joug leur parut même si agréable et si nouveau, qu'elles eussent volontiers suivi l'armée si l'on eût voulu s'en charger. Quand les pères et les maris, surmontant une terreur panique, revinrent les chercher, ils ne leur firent aucun reproche. « C'était à nous de les défendre, dirent-ils; elles ne sont pas plus déshonorées du contact des vainqueurs que nous des blessures qu'ils nous ont faites. »

Le défaut de munitions ne permettant pas au général Béliard de tenir la cam-

pagne, il se renferma dans Kéné, où Desaix vint le rejoindre, après avoir inutilement poursuivi les Mamelucks jusqu'à Siout.

Les combats recommencèrent avec une nouvelle ardeur; Bir-el-Bahr, Girgé, Gehémi furent le théâtre de nouveaux succès remportés par les Français; Beniadi, Abou-Girgé, subirent le sort de Benouth. La nécessité d'épargner le sang de ses soldats et la pénurie des munitions purent seules déterminer Desaix à employer un moyen qui confondait dans la plus épouvantable ruine les innocens et les coupables, le féroce Bédouin et l'enfant au berceau.

Ces exemples terribles frappèrent d'une telle stupeur les Arabes de la Haute-Égypte, qu'ils se débandèrent et prirent la fuite pour ne plus reparaître. Les Mamelucks eux-mêmes cherchèrent un asile dans le désert. Un grand nombre d'entre eux, ramenés par la faim, vinrent implorer la pitié du vainqueur.

Mais tout à coup de nouveaux cris de fureur et de mort partent de tous les points du Delta. Un fanatique des déserts de l'Afrique s'élance sur la scène avec une mission divine. L'instant d'exterminer les Français est arrivé ; l'Évangile des Musulmans, le Coran, a parlé : l'ange El-Mohdhy, envoyé par Mahomet pour soumettre tous les peuples à sa loi, est descendu du firmament sur la jument Al-Borack. Il vient d'un souffle anéantir les conquérans de l'Égypte. Le stupide et farouche Arabe accourt à sa voix, et se croit l'instrument de Dieu. Ceux qui périront n'auront eu qu'une foi faible ; les boulets, la mitraille, les baïonnettes même, ne pourront atteindre ceux qui seront animés d'une foi robuste. Le peuple des provinces suit en foule ce chef dont de nombreux miracles attestent le mandat céleste.

Il fallait des exploits à leurs bandes frénétiques. L'ange les dirige sur Damanhour. Soixante Français, surpris, périssent dans les flammes.

Au récit de cet événement, Marmont dirige le chef de bataillon Redon sur Ramanieh, où s'était renfermé le chef de brigade Lefèbvre. Sa colonne, trop faible, est forcée de battre en retraite après un combat de cinq heures, et rentre dans Alexandrie.

Lefèvre, à la tête de cinq cents hommes, se porte sur l'ennemi, qui en compte dix-neuf mille. Les Français sont encore obligés à la retraite, après avoir perdu cinquante hommes et en avoir tué deux mille à l'ennemi. L'ange triomphe. Mourad, le plus vaillant et le plus habile des chefs mamelucks, a quitté sa retraite pour venir seconder les exploits du divin messager. Déjà le bey se trouvait près de ces Pyramides, témoins de ses premiers revers, quant la nouvelle de la mort de l'ange El-Mohdhy vint ruiner ses espérances et le déterminer à une nouvelle fuite dans le désert.

Battu une première fois à Damanhour, qui fut saccagée et brûlée de fond en

comble, l'ange fut atteint dans sa fuite par le général Lanusse, et périt frappé d'une balle au moment où il s'offrait nu au feu de l'ennemi pour prouver qu'il était invulnérable. Ce que l'on croira sans peine, c'est que ses stupides sectateurs ne furent pas désabusés par cet événement, et continuèrent à se faire tuer en attendant son retour. Sa mort prétendue n'était, disaient-ils, qu'une épreuve à laquelle il soumettait les vrais croyans.

Les Mamelucks de la HauteÉgypte, qui, sur la foi de ses premiers succès, avaient repris les armes, se dispersèrent de nouveau, et le général Desaix put se délasser de ses glorieux travaux en donnant quelques instans de repos aux braves qui avaient si vaillamment secondé ses efforts.

Loin de s'affaiblir par ses succès, l'habile Desaix avait su se créer des ressources dans le pays conquis, et ses forces semblaient augmenter avec ses victoires. La sagesse de son administration lui avait attiré la confiance des habitans, qui, trou-

vant sous ses lois un bonheur et une sécurité jusqu'alors inconnus, se remirent à cultiver leurs champs comme en pleine paix, et laissèrent les beys débattre seuls leurs intérêts. D'un autre côté, le général était parvenu à traiter avec le shérif de la Mecque. Que pouvaient les Mamelucks abandonnés à eux-mêmes? Mourad, privé du secours des fellahs, n'osait presque plus quitter la grande Oasis, heureux d'avoir mis un désert entre lui et les Français.

Toutefois cet infatigable ennemi reparut en Égypte au moment même où l'armée anglo-turque débarquait sur la plage d'Aboukir, et menaça encore une fois les positions de Girgé. Aussitôt Desaix fit avancer contre lui le chef de brigade Morand, qui arrêta sa marche au village d'El-Gunaïm, et après l'avoir battu, le poursuivit sans relâche pendant cinquante lieues de pays, le joignit de nouveau à Samanhout et le mit une seconde fois en déroute. Dans ces deux affaires Mourad

fit de grandes pertes, et n'échappa lui-même que par miracle.

Les Anglais attaquaient en même temps, et avec aussi peu de succès, Kossïr. Ils vinrent avec deux frégates canonner le château qui défend cette place. L'adjudant Donzelot ne se laissa pas intimider par leur attitude menaçante; quoiqu'il n'eût qu'une faible garnison, il se disposa à recevoir chaudement les ennemis. Ceux-ci, au moyen des chaloupes de débarquement, mirent deux fois à terre quatre cents hommes, qui deux fois furent rejetés en désordre dans leurs embarcations. Après ces tentatives infructueuses, les Anglais prirent le large et disparurent. Six mille boulets qu'on ramassa attestaient la vivacité du feu des frégates.

Le général Desaix voulut frapper un grand coup, et forcer Mourad à accepter les conditions avantageuses qu'il lui avait souvent offertes. Il réunit à Siout neuf cents dromadaires qu'on habitua au bruit de la fusillade et du canon; un pareil nombre

de soldats furent exercés à des manœuvres convenables au genre de combats qu'ils allaient livrer. L'instruction achevée, Desaix, divisa cette troupe en deux colonnes qui se mirent à la poursuite des Mamelucks, l'une sous sa direction immédiate, l'autre sous les ordres de l'adjudant-général Boyer.

Mourad était près des frontières du Faïoum, lorsqu'il vit arriver cette singulière cavalerie: ne doutant pas qu'elle ne fût aisée à vaincre, il se disposa à l'attaque; mais, à son premier mouvement, les Français s'élançèrent à terre, se formèrent en carré et reçurent leurs ennemis par une fusillade à bout portant. Les Mamelucks firent trois charges consécutives sans plus de succès, et opérèrent enfin une retraite précipitée. La troupe de Boyer, qui seul avait pris part à l'action, se remit aussitôt sur leurs traces: quoique vivement pressés, ils parvinrent à éviter de nouvelles rencontres.

Vers la fin d'octobre, Mourad traversa

le Nil près d'Atfiehheb, presque sous les yeux des postes établies par le général Rampont, et s'enfonça dans la vallée de *l'Égarement*, marchant du côté de Suez. Tout-à-coup il revint sur ses pas et se dirigea de nouveau vers la Haute-Égypte.

Les Français n'avaient pas cessé de le harceler; mais rien ne put le contraindre à accepter le combat; les colonnes de dromadaires rentrèrent à Siout sans avoir obtenu aucun résultat décisif.

La constance de Mourad-Bey, au milieu de tant de revers et de fatigues, avait quelque chose de trop héroïque pour n'avoir pas trop vivement ému l'âme généreuse de Desaix: il admirait cette volonté forte, ce courage indomptable que le malheur semblait retremper, et quoique les Mamelucks ne fussent plus capables d'inspirer des craintes sérieuses, il offrit à leur chef une des meilleures provinces de l'Égypte avec une entière indépendance, s'il voulait devenir l'allié de la république. Mourad n'estimait pas moins les Français

et leurs généraux; mais, trop fier pour céder un pays qu'il regardait comme sa propriété, il rejeta toutes les propositions d'acommodement. Il ne se montra plus traitable que lorsque le grand-visir parut avec sa nombreuse armée : l'horreur de la domination turque lui fit alors rechercher l'alliance de la France.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.